

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
Actions en responsabilité civile
nées des actes contraires aux bonnes mœurs

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Ès Sciences juridiques

Présentée et soutenue le 8 Juin 1917, à 2 heures

PAR

Paul WATRIN

Docteur en Droit ès Sciences politiques et économiques

Président : M. GARÇON, professeur

*Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, professeur
CARPENTIER, professeur*

PARIS
ARTHUR SAVAÈTE

ÉDITEUR

15, RUE MALEBRANCHE

1917

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

LES
Actions en responsabilité civile
nées des actes contraires aux bonnes mœurs

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Ès-Sciences juridiques

Présentée et soutenue le 8 Juin 1917, à 2 heures

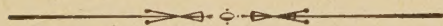
PAR •

Paul WATRIN

Docteur en Droit ès-Sciences politiques et économiques

Président : M. GARÇON, professeur

Suffragants : { *MM. LE POITTEVIN, professeur*
CARPENTIER, professeur



PARIS

ARTHUR SAVAÈTE

ÉDITEUR

15, RUE MALEBRANCHE

1917

Tous droits de traduction et de reproduction réservés



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES

Actions en responsabilité civile

nées des actes contraires aux bonnes mœurs

PRÉFACE

Cette étude est le résultat d'une expérience déjà assez longue des œuvres de relèvement moral ; celle-ci nous a amené à constater qu'un des moyens les plus pratiques de combattre la débauche est d'y intéresser pécuniairement les victimes.

Les nombreuses œuvres qui viennent en aide à celles-ci ont certes obtenu des résultats appréciables et ceux qui s'y dévouent méritent la reconnaissance de tous ; mais il nous semble qu'il y a une lacune à combler : les victimes qu'on tente de sauver sont prises telles que les ont laissées ceux qui les ont perdues, c'est-à-dire sans ressource, et, pour leur venir en aide, on fait appel à la charité des ennemis du vice, tandis que ceux qui profitent de la corruption vont faire servir à de nouveaux forfaits les fonds qu'on leur laisse.

Les victimes de la débauche, le plus souvent des jeunes filles ou des enfants appartenant à de pauvres familles, ne savent pas assez qu'elles ont droit à des indemnités et, quand elles le savent, elles n'ont pas les moyens nécessaires pour les obtenir ; or, ce n'est pas le but des œuvres existantes de les y aider.

Certes, dans l'état actuel des choses, il faudra encore bien des efforts, malgré l'évolution certaine de la jurisprudence, pour obtenir sur ce point tout ce que nous désirons, et nous dirons volontiers avec M. Garçon, l'éminent professeur à la Faculté de Droit de Paris (1) : « En tant qu'il s'agit de protéger les bonnes mœurs, le Code pénal français paraît être très insuffisant ». Mais cependant, tel qu'il est, on pourrait en tirer bien autre chose que ce que l'on en tire, surtout en aidant les victimes par l'action de « parties civiles » à se joindre au parquet ou, mieux encore, à engager directement les poursuites.

C'est l'objet du présent ouvrage de rechercher ce que la loi, la doctrine et la jurisprudence ont admis dans cet ordre d'idées et surtout ce qu'on pourrait leur faire admettre encore, puis enfin sur quelles bases pourrait s'établir un effort commun de tous ceux qui pensent qu'il serait plus normal de faire payer les conséquences du crime par ceux auxquels il profite que de voir les victimes retomber à la charge

1. *Code Pénal annoté*, t. I.

de la société et qui estiment aussi que la crainte salubre de gros sacrifices pécuniaires serait de nature à arrêter bien des écarts.

Nous serons heureux si nous avons atteint ce but et si ces pages, dépassant la portée d'une thèse juridique, permettent sur ce point spécial de faire tout le bien possible et d'éviter tout le mal possible.

INTRODUCTION

Poursuivre la débauche n'est pas seulement pour les Français un devoir moral ; c'est aussi une œuvre de restitution historique.

Tout peuple a en effet des qualités qui lui apparaissent plus propres qu'à d'autres ; or, parmi celles-ci, une des plus anciennes de notre race est le respect de la femme. L'immoralité n'a jamais eu chez nous de racines nationales ; elle est d'importation étrangère ; nous la devons à la conquête romaine ; elle est pour nous une des conséquences de la civilisation latine.

En étudiant les mœurs des Celtes, nos ancêtres, aussi bien Galls que Kymris et que Francs, on est frappé de la pureté qui y régnait. La femme était, chez les Gaulois, considérée comme une sorte de divinité : cela explique suffisamment que la prostitution hospitalière ou légale ne pouvait pas y exister. La femme qui se serait prostituée se serait dépouillée de son caractère divin ; elle se serait en outre rendue coupable d'un outrage envers toutes les femmes qui

l'auraient durement châtiée, car il paraîtrait que la loi des Druides (1) leur donnait le droit de juger les affaires particulières pour le fait d'injures. Quant à la prostitution sacrée, elle ne pouvait non plus trouver place dans leur religion toute métaphysique et n'offrant aucune séduction matérielle à ses prêtres. L'adultère était aussi inexistant ou presque : la jeune fille avait du reste le droit de choisir librement son époux (2). La femme avait donc un caractère d'inviolabilité qui l'empêchait d'être jamais considérée comme un instrument de plaisir.

Avec l'arrivée des Romains, la débauche apparut. Jusque dans la Gaule belge, l'envahissement de la corruption latine gagna de proche en proche. Mais, si les fonctionnaires impériaux, établis dans les principales villes, y amenèrent leur suite de dieux immondes et de prostitués des deux sexes, les Celtes résistèrent assez longtemps et leurs femmes notamment gardèrent un respect d'elles-mêmes qui les caractérisa dans l'histoire.

Mais au contact de la civilisation romaine, sans pourtant jamais atteindre le niveau latin, nos pères finirent cependant par se pervertir. Cela nous explique la lutte très vive qu'eut à soutenir l'Eglise sur ce point spécial. A chaque pas de notre histoire, comme

1. Duclos, *Mémoire sur les druides*.

2. *Athénée*, t. XIII, c. 4.

celle des autres peuples, on la voit lutter pour l'affranchissement des faibles et par conséquent pour la protection de la femme et la défense des bonnes mœurs. Ses efforts sont plus ou moins couronnés de succès suivant qu'elle est plus ou moins puissante. La chevalerie et les ordres religieux sont en cette matière ses plus forts auxiliaires ; aussi, quand leur influence décline, la débauche s'étend : le XVIII^e siècle et son couronnement la Révolution ont sur les mœurs une influence pernicieuse. Aussi, pour y remédier, nous avons vu naître depuis, sous l'influence d'une réaction chrétienne et aussi de notre vieil atavisme celtique, une quantité d'œuvres de préservation et de relèvement.

Mais notre but en ce volume n'est ni de faire l'histoire de la débauche, ni de passer en revue les associations qui la combattent. Plus modestement, nous n'avons en vue qu'un point spécial : la rançon qu'on peut obtenir de l'ennemi, l'indemnité de guerre qui peut servir à parer ses prochaines attaques. En langage juridique, celles-ci s'appellent « dommages-intérêts » ; seuls ils nous occuperont.

Il est certain qu'au point de vue particulier aussi bien qu'au point de vue général, toute indemnité versée par l'auteur d'un acte contraire aux bonnes mœurs sera de nature à puissamment aider à la lutte contre la débauche ; tous ceux qui s'occupent d'œuvres savent que la question argent est la grosse

et quotidienne préoccupation ; s'ils pouvaient voir tomber entre leurs mains ou entre celles des victimes dont ils s'occupent des sommes qui serviraient au relèvement de celles-ci, ils applaudiraient tous d'autant plus que ces sommes seraient des restitutions et des indemnités.

Cela est-il possible dans l'état actuel de notre droit ?

Il faut distinguer.

En ce qui concerne la victime elle même, elle a dans presque tous les cas une action civile qui, spéciale ou jointe à l'action pénale, doit ou devrait toujours lui assurer la réparation du préjudice causé ; c'est l'action individuelle que nous étudierons dans une première partie.

Mais il y a des cas où la victime ne peut pas agir, soit parce qu'en droit, elle ne subit aucun préjudice bien appréciable en argent, soit le plus souvent parce qu'en fait elle est dans l'impossibilité de défendre seule ses droits ; il faut dans ces cas qu'une action collective se substitue à la sienne ou lui vienne en aide ; ce sera le sujet de la seconde partie.

PREMIÈRE PARTIE
L'ACTION INDIVIDUELLE

L'ACTION INDIVIDUELLE

CHAPITRE PREMIER

Caractère de la réparation civile

L'action individuelle est celle qui appartient en propre à toute victime pour obtenir la réparation du préjudice qu'elle a subi ; c'est celle qui a existé de tout temps et qui, dans l'état présent de nos lois, est la seule que peuvent invoquer les personnes lésées par les actes contraires aux bonnes mœurs. Aussi faut-il l'étudier tout d'abord, car ici nous sommes en présence d'une route tracée dont il convient de se servir avant de chercher si quelque'autre voie pourrait être ouverte. Explorons donc, aussi complètement que possible, avant d'en aborder un autre, le terrain solide sur lequel nous nous trouvons ici. Avant le rêve, étudions la réalité et cherchons sur quelles lois peut s'appuyer la victime qui demande justice, quels arguments lui offre la doctrine et

quels progrès a déjà réalisés et peut réaliser encore sur ce point la jurisprudence.

Les maux qui peuvent résulter des actes contraires aux bonnes mœurs sont multiples. Certains, quoique d'une gravité énorme, disséminent trop leurs conséquences pour que l'individu pris en particulier puisse y chiffrer ce qu'il en souffre ; nous les verrons plus loin. Mais les plus nombreux de ces maux laissent une victime qui a un droit spécial et personnel à en obtenir réparation : le viol, ou tout autre attentat qui lèse le corps, la séduction qui fait perdre à une jeune fille sa situation en lui laissant souvent un enfant à élever, l'adultère qui brise un ménage, les rapports qui entraînent la maladie, sont des exemples de faits bien précis où il est possible de fixer le quantum d'une indemnité.

On sait que, dans notre droit, certains de ces faits sont en même temps des infractions pénales poursuivies par le ministère public. C'est un point de vue que nous laisserons de côté, sinon pour faire remarquer que dans ces cas la prescription qui atteindra l'action civile sera la même que celle qui atteindra l'action pénale et que la victime, au lieu d'intenter seule la poursuite, pourra se joindre à celle du parquet ; disons aussi qu'à défaut de diligence de la part de celui-ci, elle pourra agir directement devant les tribunaux repressifs sauf pourtant, ce qui à la

vérité ne s'explique guère, en ce qui concerne les faits qualifiés crimes.

Mais, ceci posé, que les actes qui nous occupent ici soient ou non poursuivis par la loi pénale, ceux qui en souffrent ont le droit absolu à en obtenir une réparation.

Le principe de cette réparation et surtout son évaluation sérieuse n'ont pas toujours été, au début de notre droit moderne, admis par la loi et la jurisprudence ; nous verrons qu'aujourd'hui un courant irrésistible ramène les tribunaux à se montrer de plus en plus larges, et nous espérons que bientôt, en ces matières, on pourra compter sur une justice complète.

Les systèmes juridiques des nations primitives, confondant la peine avec l'indemnité due aux victimes, la question des dommages-intérêts ne se posait pas chez elles de la même façon que pour nous. On sait en effet qu'à l'origine des législations de tous les peuples se trouve le droit à la vengeance ; à ce droit la victime pouvait renoncer avec ou sans compensation. Cette compensation fut donc d'abord volontaire, c'est-à-dire laissée au libre accord de l'offenseur et de l'offensé, puis elle devint légale, c'est-à-dire fixée à forfait par la loi pour tel genre ou telle circonstance de délit.

Plus tard, à mesure que le pouvoir central se fortifia, celui-ci, qui avait commencé par réglementer

le droit de vengeance, puis par le remplacer par la compensation pécuniaire, en arriva à supprimer cette dernière, à ne plus reconnaître les délits privés, à les confondre avec ceux qui portaient atteinte à l'organisation publique ou à la sûreté de l'Etat, à les ériger tous en délits publics.

L'Etat moderne proclame que c'est à l'ordre public qu'il importe avant tout que les délits ne soient pas commis ; il s'attribue à lui-même le droit de les poursuivre, ne laissant à la victime que les dommages-intérêts qui, suivant la formule reçue, ne représentent en France que le *damnum emergens* et le *lucrum cessans*.

Est-ce assez ? Nous ne le pensons pas, car, ainsi compris, les dommages-intérêts ne représenteront presque jamais pour la victime la compensation du seul fait d'être obligée d'étaler en justice les actes dont sa pudeur aura eu à souffrir : le dommage qu'elle aura subi sera souvent tout abstrait et le gain qu'elle aura manqué n'apparaîtra presque jamais bien mathématiquement.

Aussi, tant qu'on n'envisagera pas d'une façon plus large le principe des dommages-intérêts, la répression de la débauche ne sera jamais très efficace, car, c'est une constatation de chaque jour, au-dessus de tous les raisonnements philosophiques et de toutes les conceptions légales, que l'intérêt individuel est le grand moteur de l'activité humaine

et que les plaintes n'arrivent généralement au parquet que lorsque les plaignants ont un intérêt sérieux à se plaindre. C'est en se basant sur ces constatations que les systèmes allemand, anglais et suisse attribuent aux dommages-intérêts une fonction pénale à côté de leur fonction réparatoire ; en France, en matière de délits, les tribunaux tiennent compte dans une certaine mesure de l'intérêt moral, mais avec une trop grande timidité.

Cela tient à ce qu'on n'a pas voulu aller jusqu'à attribuer à la réparation du préjudice moral un caractère nettement pénal.

Fixer le préjudice moral en argent est quelque chose d'impossible si l'on ne veut en faire qu'une exacte compensation de ce qu'a souffert ou de ce que souffrira la victime. Il faut de toute nécessité tenir compte d'un autre facteur : les ressources de l'auteur du délit, le quantum auquel devra atteindre la réparation pour que celle-ci soit pour lui aussi salulaire. Que pourra obtenir, dans la plupart des cas, la victime d'un outrage aux bonnes mœurs si l'on s'en tient au système défendu par MM. Meynial et Dalloz que le préjudice moral ne peut être pécuniairement réparé que s'il en est résulté, par voie de conséquence, un dommage économique ?

Nous croyons que ce qui a poussé les auteurs et les premiers commentateurs du Code civil à combattre la réparation pénale due aux victimes, c'est

qu'elle était de l'essence de notre ancien droit. M. Tournier semble le déclarer (1) et en faire le motif de s'élever contre elle, la refoulant dans « la barbarie de la période féodale » et proclame que si une peine est parfois nécessaire, ce ne peut être qu'une peine publique.

En parcourant l'histoire, nous voyons toujours, dans l'évolution du droit criminel, que plus le pouvoir central devient autoritaire, plus s'efface la victime pour faire place au ministère public dans la poursuite et dans la répression des délits. Imbert nous apprend (2) qu'au xvi^e siècle la constitution de partie civile n'était même pas une condition indispensable pour obtenir une indemnité; Muyart de Vouglans nous dit (3) qu'il en était de même au xviii^e siècle. C'est que l'ancien droit était favorable à la partie lésée et que notre droit actuel, issu de la Révolution, ne l'est pas du tout. M. du Pac de Marsoulies le constate (4) et, parlant de la victime, il dit : « Supposons qu'elle ait gain de cause; elle devra quand même payer les frais du procès; les dépens aussi seront à sa charge, sauf son recours

1. *De la condamnation à des dommages-intérêts comme moyen de contrainte et comme peine*. Montpellier, 1896.

2. *Pratique judiciaire*, p. 572.

3. *Institutes du droit criminel*, p. 591.

4. *De la réparation du préjudice causé par un délit pénal*. Toulouse, 1899.

— le plus souvent illusoire. » C'est encore dans la « barbarie de la période féodale » qu'on trouve cette règle (1) que tout seigneur perdait son fief au cas où il commettait un adultère avec la femme de son vassal ; notre Code actuel n'impose pas l'obligation de perdre son fonds au patron qui abuse de son employée ; est-ce mieux comprendre le « droit du seigneur ? »

Cependant sous la poussée instinctive qui ramène toujours un peuple à ses vieilles institutions, sur ces matières comme sur tant d'autres, la doctrine de plus en plus retourne en arrière et réclame une protection plus efficace contre les puissants.

Muteau (2) s'élève contre le système de Savigny qui prétend qu'on ne peut réparer le préjudice moral. Aubry et Rau, tout en disant que la peine ne doit intervenir que pour l'intérêt social, disent que le préjudice moral peut être pécuniairement réparé s'il a été causé par un délit criminel. Pour Trébutien (3), Mangin (4), Laborde (5), il peut l'être pour atteintes à l'honneur, à la considération, à la réputation, c'est le système défendu par Rauter, Dupin, Le Sellyer, Sourdat, Demolombe, Laurent, Larombière, Chausse,

1. *Petrus Laurencius*, t. III, liv. III, titre XX ; qu. 437, n° 3.

2. *Responsabilité civile*, p. 14.

3. *Droit criminel*, t. II, p. 25.

4. *De l'action publique et de l'action civile*, t. I, n° 123.

5. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1894, p. 26.

Lacoste ; tous, pour concorder avec le Code, s'appuient sur les articles 1382 et 1883 du Code civil et 1 du Code d'instruction criminelle qui parlent du « dommage » tout court.

Il est à remarquer que des auteurs qui, comme M. Dorville (1) disent : « le système des peines privées doit être repoussé » arrivent au même résultat en appelant « réparation civile » cette augmentation des dommages-intérêts. Quand M. Dorville proclame que la peine privée n'est qu'« un expédient destiné à corriger les erreurs et à masquer les injustices de la théorie de la non-réparation des préjudices moraux », il conclut pourtant à l'allocation à la victime d'une somme d'argent qui ne rentre ni dans le *damnum emergens* ni dans le *lucrum cessans*.

N'est-ce pas l'idée de peine qui inspire également Beausire quand il dit (2) : « le danger d'une vengeance directe est surtout à craindre dans les offenses à l'honneur et il ne peut être évité que par une réparation exemplaire. Des dommages-intérêts élevés sont la forme la plus sûre d'une telle réparation » ?

Laurent (3) est encore plus net : « l'honneur s'exprime-t-il à prix d'argent ? non, certes ; mais toute condamnation implique une réprobation morale du fait dommageable... L'arbitraire est ici dans la nature

1. *De l'intérêt moral dans les obligations*. Paris, 1901.

2. *Principes du droit*, p. 388.

3. *Principes du droit civil*, t. XX, § 395.

des choses et il peut tourner à bien, puisqu'il permet au juge de prononcer des peines civiles sans limite aucune, donc en les proportionnant à la gravité du tort moral. »

C'est aussi la thèse de M. Sourdat (1) : « lorsque la demande en dommages-intérêts, dit-il, est fondée sur un délit, on doit se montrer sévère à l'égard de celui qui l'a commis et apprécier d'une manière moins rigoureuse les pertes qui en sont résultées pour la victime de ce délit » et, plus loin : « on a dit que l'argent ne saurait être le prix de la douleur ; nous répondrons que ce n'est pas tant une réparation efficace que l'on entend donner à la partie lésée qu'un complément de satisfaction que l'on exige du coupable. L'application de la peine suffit à la vindicte publique, mais la personne blessée dans ses affections, dans sa réputation, a le droit d'exiger une compensation particulière à sa souffrance. »

Dans une thèse très documentée (2), M. Pierre de Mallon veut distinguer la réparation de « la peine privée, somme d'argent allouée d'office ou sur sa demande à la victime d'un délit pénal ou civil et proportionnée à la culpabilité, institution bâtarde qui ne présenterait que des inconvénients ». Et pourtant, la réparation telle qu'il la comprend n'est pas

1. *Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats*, 1887.

2. *L'Intérêt moral dans les obligations légales*.

différente de ce que nous entendons par peine privée ; il a beau dire : « la peine est une institution d'utilité publique, basée sur le droit de légitime défense sociale, la réparation une mesure d'utilité privée qui a pour fondement le principe d'équité : *suum cuique tribuere*. La peine a pour but l'avenir, la réparation pour objet le passé... La peine si elle est pécuniaire, doit profiter à la société, la réparation s'adjuge à la victime » ; tout cela n'empêche pas que, dans tout le cours de son ouvrage, il réclame très justement des réparations qui, par leur quantum dépassant le préjudice subi et leur fixation d'après les ressources du délinquant, ont un véritable caractère de peine et d'exemplarité ; et, c'est tout naturellement qu'il aboutit à cette conclusion au sujet de la réparation de l'honneur par l'argent : « il y aurait un certain don-quistottisme à ne pas vouloir user pour le bien des armes que l'époque où l'on vit utilise si souvent pour le mal. »

M. Planiol (1) étudiant la distinction classique des délits, quasi-délits et quasi-contrats, croit y apercevoir un « vestige des idées de vengeance et de peine. »

Un magistrat, M. Raoul de la Grasserie, a demandé nettement l'obtention par l'action publique d'une peine au profit de la personne lésée (2). Son raison-

1. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1904, p. 235.

2. *De la participation de la personne lésée à l'action publique* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1897).

nement est établi sur les bases les plus sérieuses : « en pure raison, dit-il, ne comprendrait-on pas que la partie lésée fut admise à demander une peine pécuniaire à son profit ? La société réclame bien, non seulement des peines répressives, privatives de vie, de liberté ou d'honneur contre l'inculpé, mais aussi des amendes qui entrent dans sa caisse et lui profitent, quoique le délit ne lui ait causé aucun dommage matériel. Ce que la personne lésée obtient par l'action civile est d'ailleurs très faible : c'est au maximum la représentation du dommage souffert. Il y a simple *restitutio in integrum*. »

Les tribunaux ont quelquefois osé dire ce qu'ils sont si souvent amenés à faire en élargissant le rôle des dommages-intérêts. C'est ainsi que nous lisons dans un arrêt de 1856 de la Cour de Nancy (1) : « attendu que la condamnation à des dommages-intérêts constitue une sorte de peine et qu'elle perdrait cet utile caractère si, par son chiffre trop minime et eu égard à la fortune du condamné, elle devenait illusoire et passait, pour ainsi dire, sans l'atteindre, sur la tête de celui qu'elle doit au moins avertir. »

C'est là de la véritable justice qui répare un peu l'odieux de l'égalité, telle que la Révolution l'a comprise, imposant la même réparation pécuniaire au

1. Dalloz, 1879.2.47.

riche et au pauvre. Une amende qui gênera pendant des mois un ouvrier, fera rire un richard. L'inégalité est un fait de nature et la loi n'est juste que lorsqu'elle en tient compte. M. du Pac de Masoulies se demande avec beaucoup de raison (1) « s'il est équitable qu'un même dommage étant causé par un riche et par un pauvre, riche et pauvre fussent tenus dans la même mesure, celui-ci au risque d'être ruiné, celui-là tout heureux de s'en tirer à si bon marché. »

Un grand courant de justice emporte la théorie de ceux qui ne veulent pas considérer l'état de fortune de l'auteur du délit et, quoi qu'en dise M. Muteau, ancien magistrat, qu'il a écrit son livre (2) dans le but de combattre les tendances de ses collègues qui « en sont arrivés... à prendre au lieu du dommage, la faute pour base des dommages-intérêts à allouer », il n'empêchera pas que l'intérêt supérieur de défense sociale poussera toujours les juges aux sanctions qui seules sont efficaces.

Constatant l'unanime désir de voir restituer à la victime son droit dérobé par la société et ne reculant pas devant le mot, M. Louis Huguency, dans une thèse remarquable (3), réclame nettement le rétablissement de la peine privée et, analysant celle-ci, il proclame qu'elle est autre chose que la simple répa-

1. *De la réparation du préjudice causé par un délit pénal.*

2. *La Responsabilité civile.*

3. *L'Idée de peine privée en droit contemporain*, 1904.

ration, exactement déterminée par le préjudice souffert, parce que l'indemnité qu'elle fixera et qui devra profiter à la victime différera du montant du tort éprouvé : « la société, s'écrie-t-il, a frustré l'individu, abusé de sa confiance et l'individu lui réclame sa peine privée comme il lui réclamait jadis sa réparation au temps dont parle Pufendorf (1) où « les juges de quelques lieux, estimant que celui à qui l'on a pris quelque chose se tient suffisamment dédommagé par la punition du voleur » confisquaient à leur profit la chose dérobée, ne donnant d'autre satisfaction au propriétaire que le supplice du criminel. »

Il ne faut pas croire du reste que la peine privée méconnaisse l'intérêt collectif ; au contraire elle est sociale au premier chef : d'abord elle donne à la victime la plus large satisfaction possible et la détourne ainsi de la pensée de se faire justice elle-même ; en outre elle tient compte du degré de culpabilité du coupable en même temps que de la mesure qui peut vraiment le punir ; enfin elle comble de nombreuses lacunes : dans la matière qui nous occupe, c'est surtout le cas de dire avec Geyer (2) : « l'Etat ne peut punir tous les actes injustes ; il manque des moyens de peine appropriés. »

1. *Le Droit de la nature et des gens*. Amsterdam, 1734, t. I.

2. *Rivista penale*, t. II, 1879.

Les législations anciennes tenaient souvent compte dans leurs compositions pécuniaires de l'élément intentionnel ; c'était à Athènes la règle de la δίκη βλάβης que nous retrouvons dans ces paroles de Démosthènes (1) : « nos lois concernant le dommage ordonnent toutes une réparation au double si le dommage est volontaire, au simple si le dommage est involontaire, ce qui est conforme à la justice, car la partie lésée doit trouver appui dans tout les cas ; mais la loi n'a pas établi une peine égale contre celui qui agit volontairement et contre celui qui agit involontairement. »

Toutes les civilisations antiques (2) et le droit romain (3) contiennent des dispositions analogues qui ont malheureusement le tort de laisser de côté la situation du délinquant ; les lois en effet étaient faites par et pour les puissants : il a fallu les efforts du christianisme pour tendre à un système judiciaire tenant compte, quant à la répression, des œuvres et des moyens des coupables.

Les principes de la Révolution, qui ont eu sur nos lois et sur celles de tant d'Etats de l'Europe une si

1. Discours contre Midias.

2. Dareste : *Etude d'histoire du droit*. — D'Arbois de Jubainville : *Etudes sur le droit celtique*, 1895. — Kovalewski : *Coutume contemporaine et loi ancienne*, 1893 (populations du Caucase). — Brunner : *Deutsche Rechtsgesch* (droit germanique). — Von Amira : *Nordgermanisches obligationenrecht* (droit scandinave).

3. Voir Girard : *Manuel de droit romain*. — Eugène Petit : *Traité de droit romain*.

fâcheuse répercussion, ont établi pour tous une égalité mathématique, dure aux petits, mais atteignant à peine les forts.

Contre ces principes, nous venons de le voir, et quels que soient les mots employés pour la couvrir, une réaction quasi-unanime s'est produite dans la doctrine. Il en a été de même à l'étranger, et partout le courant des idées tend à faire admettre le système anglais, si équitable et si pratique.

Nous lisons dans Lehr (1) que la loi anglaise accorde des dommages-intérêts exemplaires (*exemplary damages*), ou vindicatifs (*vindictive damages*) quand l'offense est telle que le ressentiment de la victime ne peut être apaisé que par un dédommagement bien supérieur au tort matériel subi. Pollock (2) les définit ainsi : « les *exemplary damages* sont accordés au cas où il a été fait à un individu une grave injure, sans qu'il soit possible de mesurer la compensation par aucune règle numérique ; ils expriment l'indignation ressentie par le jury contre les torts du défendeur, bien plus que l'évaluation du préjudice du demandeur. » Et, comme exemples, Pollock cite : les atteintes dans les relations de famille (*injuries in family relations*), l'adultère (*criminal conversation*), la séduction (*action for seduc-*

1. *Eléments de droit civil anglais.*

2. *Principles of contract.*

tion), la diffamation grossière, la rupture de promesse de mariage, etc.

En Allemagne, la législation est revenue à la « busse », composition à caractère civil en même temps que pénal, très distincte de l'indemnité et de l'amende, dépassant le montant du dommage et constituant un profit pour la victime qui la réclame directement devant les tribunaux répressifs. C'est le système défendu par Ihering (1) qui admet nettement la peine privée, en demandant que le droit ne soit pas « une pure théorie, mais une force vive. »

En Autriche, il semble que, comme chez nous, on discute plus sur les mots que sur le principe ; c'est ainsi que le docteur Pfaff rejette la peine privée, mais démontre qu'il y a dans les dommages-intérêts trois éléments : le dommage souffert (Ersatz), la compensation du gain manqué (Vergütung) et la satisfaction de l'injustice (Genugthuung). Qu'est-ce donc alors que ce dernier terme ?

En Danemark, Hindenburg écrit : (2) « en exigeant que le préjudice soit certain, on fait du tort à la partie lésée. Qu'y a-t-il de certain dans cette vie ? Quand il y a faute, il suffit qu'il y ait un préjudice probable. Dans beaucoup de cas, dans la pluralité des cas, il y a doute sur l'étendue du préjudice causé.

1. *La lutte pour le droit.*

2. *La théorie des dommages intérêts (Revue critique de législation et de la jurisprudence, 1901).*

Quand il est impossible de fixer le chiffre qui serait la mesure exacte du dommage éprouvé, quand il est nécessaire de faire du tort à l'une ou à l'autre des parties, c'est le cas de dire avec une loi danoise du 13 décembre 1837 que les tribunaux doivent toujours en cas de doute préférer donner de larges dommages-intérêts plutôt que de s'exposer à ne pas accorder une réparation suffisante à la partie lésée. »

En Italie, c'est Carnavale (1) qui nous dit : « ce fut un progrès pour la science du droit pénal d'avoir discerné dans le délit le caractère social du dommage... mais ce serait une erreur de croire que seul le dommage social rentre dans la sphère du droit pénal... Le dommage individuel devient aujourd'hui un élément trop secondaire. C'est une tendance contre laquelle le droit pénal commence à réagir. »

En Amérique, Etats-Unis, Brésil, etc., les poursuites sont exercées d'une façon très large par les particuliers.

Partout et de plus en plus, on admet donc un droit à une compensation pécuniaire pour la souffrance morale, et c'est justice. Sous prétexte qu'on ne peut faire mieux, est-ce une raison pour ne rien faire du tout ?

L'argent a du reste une force indéniable. Pourquoi, devant une douleur morale, le pauvre ne pourrait-il

1. *Rivista penale*, 1902.

pas, à l'aide de dommages-intérêts, avoir l'argent qui permet au riche, devant une vie brisée, de trouver un dérivatif dans les voyages, la science ou l'exercice de la charité ? Ihering l'a dit (1) : « l'argent satisfait à tous nos besoins, aux plus nobles comme aux plus infimes, dans la mesure la plus large comme la plus étroite possible. »

Et ici, jetant un nouveau regard sur le passé, n'est-il pas permis de regretter encore le temps où le coupable ne pouvait pas, comme il le fait à présent si souvent, se jouer des décisions de justice en se rendant insolvable ? Notre ancien droit mettait une hypothèque sur ses biens, au profit de la victime, du jour du délit, ou de la poursuite, pour les faits moindres. Il ne pouvait pas non plus être grâcié sans avoir complètement payé sa condamnation à la victime ; les lettres de grâce renfermaient cette clause : « satisfaction faite à la partie civile, si faite n'est » ; mais de tels mots aujourd'hui porteraient atteinte au pouvoir absolu du gouvernement.

Le grand criminaliste Garofalo estime (2) que les condamnés qui refuseraient de s'acquitter de leurs dettes sur leurs gains devraient être enfermés et travailler de leur métier, que le prix de leur travail devrait être employé à payer les frais de leur entre-

1. *L'Evolution du droit.*

2. *Ripparazione, Criminologie.*

tien et à réparer le préjudice souffert par la victime et qu'ils ne devraient avoir droit à leur nourriture qu'autant qu'ils la gagneraient ; qu'au surplus au bout d'un travail sans relâche, pendant cinq ans par exemple, ils seraient remis en liberté.

C'est logique et pratique ; en attendant, les plus belles réformes des législateurs, les plus généreux efforts des magistrats risqueront fort de rester lettre morte tant qu'il sera loisible aux coupables de ne s'en pas préoccuper.

Quoiqu'il en soit, descendant de ces hautes considérations au plan plus restreint de cet ouvrage, voyons le côté pratique qui nous permettra dès à présent et avec les seuls moyens dont nous disposons d'arriver à faire obtenir aux victimes des actes contraires aux bonnes mœurs une réparation utile pour elles et la société, qu'on veuille y voir des dommages-intérêts étendus ou une peine privée.

Avant d'étudier les différentes espèces de ces outrages, il nous paraît nécessaire de bien poser ce principe qu'il ne pourra jamais s'agir en ces revendications que d'une victime véritable, c'est-à-dire de celle qui n'aura cédé que devant la violence ou le dol, ou qui n'aura pas eu l'âge de comprendre ou encore qui subira les conséquences d'un acte qui n'est pas le sien. Il ne faut pas, en effet, toucher au grand principe de la liberté individuelle, ni permettre que l'indépendance humaine ne soit pas respectée

par les lois de l'État : la religion seule a le droit, avec les seuls moyens moraux dont elle dispose, d'imposer des lois aux consciences. A plus forte raison, sur le terrain des réparations pécuniaires, on ne peut admettre une indemnité pour un acte qu'on a délibérément voulu.

Nous allons voir successivement les cas d'attentats violents, puis ceux où les manœuvres frauduleuses remplacent la force brutale, enfin ceux qui dérivent du fait d'autrui.

CHAPITRE II

L'attentat corporel

C'est le plus ancien des attentats contre les mœurs car c'est celui de la force brutale qu'on trouve dans les sociétés qui ne connaissent que la loi du plus fort ; c'est la forme la plus simple où conduit le désir de l'homme chez les peuplades primitives ; c'est, vis-à-vis des esclaves, le droit de ceux qui les possèdent, dans les civilisations comme celle de la Rome antique et de l'empire ottoman. Chez les peuples chrétiens, qui eurent comme base de leurs législations le respect de l'indépendance humaine, ces sortes d'attentats durent forcément être réprimés sévèrement et devenir par là même, de moins en moins nombreuses ; seules les guerres, qui ramènent l'homme à l'état barbare, firent réapparaître ces violences, que la chevalerie a si fort combattues, et qui sont devenues de plus en plus fréquentes dans les armées d'invasion à mesure qu'on s'est éloigné de cet idéal.

Notre civilisation étant encore, malgré les assauts

qui lui sont donnés, restée au point de vue mœurs d'essence profondément chrétienne, nous n'aurons pas à nous étendre longuement sur les viols et autres attentats commis sur le corps, d'abord parce qu'ils ne sont pas des plus fréquents et qu'ensuite le droit des victimes à une indemnité n'est guères sujet à contestation.

Nous ne donnerons pas ici l'énumération de tous les crimes et délits qui se perpétuent par attentats corporels ; tous les cas qui se sont présentés jusqu'à ce jour sont méthodiquement classés et juridiquement commentés dans le *Code pénal annoté* de M. E. Garçon ; nous ne pouvons mieux faire que d'y renvoyer le lecteur (1).

Nous avons voulu faire un chapitre distinct de l'attentat corporel pour mettre celui-ci à part des questions diverses que nous étudierons tout à l'heure, mais nous reconnaissons qu'au point de vue spécial des indemnités dues aux victimes, nous ne saurions rien y traiter d'intéressant. Une énumération des arrêts rendus ne nous apprendrait pas grand chose ; nous y verrions simplement que jamais les dommages-intérêts ne sont refusés, parce qu'ils se réfèrent à des actes matériels dont les conséquences sont indéniables. Quant à leur quantum, il faut renouveler les observations faites par nous tout à l'heure, et il con-

1. Pages 481 et s.

vient de dire aussi que tant que ne sera pas adopté le système de faire payer avec leur capital-travail ceux qui n'ont pas le capital-argent, on n'obtiendra rien des coupables de cette catégorie qui se recrutent presque tous dans les classes les plus basses de la société. En outre, les indemnités accordées auront presque toujours comme principal élément d'appréciation les conséquences que nous étudions en d'autres chapitres.

Nous pensons donc que, ne traitant pas ici le point de vue des peines publiques, nous pouvons nous éviter la pénible revue d'actes qui souillent si profondément l'humanité, puisque pour eux les poursuites du ministère public sont en général suffisantes et que ce que nous dirions de l'adjonction nécessaire des parties civiles ne serait qu'une répétition de ce que nous traitons ailleurs en ce volume.

CHAPITRE III

L'outrage morale

Nous venons de voir les cas où l'outrage aux bonnes mœurs lèse les corps mêmes de ceux qui en sont les victimes ; mais celles-ci peuvent être offensées seulement dans leurs sentiments moraux et, à ce titre aussi, elles ont droit à réparation.

La pudeur de quelqu'un peut être froissée de façons différentes, soit par des spectacles déshonnêtes, soit par des paroles ou des écrits, injures ou diffamation ; nous verrons les uns et les autres. Mais auparavant se pose une question de principe : comment arbitrer ce qui peut compenser un outrage à la pudeur ou une épithète obscène ? Notons que cette question de réparation d'un préjudice purement moral n'est spéciale ni à cet ouvrage ni à ce chapitre ; si nous traitons ici, c'est qu'il nous paraît que nulle part ailleurs elle ne se pose d'une façon aussi typique.

Ici encore il faut constater que si l'on ne veut pas voir dans les dommages-intérêts une fonction pénale

on risque fort de ne rien allouer à la victime dans la plupart des cas. M. Sandoz (1) constate qu'en cas d'injures le préjudice sera le plus souvent purement moral et peu appréciable en argent : « cela ne revient pas, dit-il, à repousser ici le principe des dommages-intérêts, mais il est rare qu'ils constituent une réparation adéquate d'un préjudice soumis à des éléments d'appréciation multiples et dans l'examen de tous lesquels la justice ne peut entrer. » M. Hugueney (2), à propos de l'injure, pose le dilemme suivant : « l'idée de réparation est ici insuffisante. Réparation pure, les dommages-intérêts nous répugnent. Veut-on les rendre admissibles ? la nécessité s'imposera de leur conférer ou une simple valeur morale ou un caractère pénal. Valeur morale, ce sera le système des « nominal damages » du droit anglais, des condamnations à 1 franc de dommages-intérêts des tribunaux français, réparation qui ne répare rien, pur symbole d'honorabilité, dont les âmes délicates se contenteront, mais dont peut-être les diffamateurs souriront. Caractère pénal, ce seront les « exemplary damages » du droit anglais... qui se calculent sur la faute, sur la malice, sur la fortune, qui, sous le couvert de l'intérêt privé, assurent la sauvegarde des intérêts publics. »

Nous avons déjà donné toutes les raisons qui nous

1. *De la protection du point d'honneur*. Paris 1897.

2. *L'Idée de peine en droit contemporain*. Dijon. 1904.

paraissent militer en faveur de la réparation exemplaire du préjudice moral; nous avons démontré que le principe en était aujourd'hui généralement admis; aussi, nous n'y reviendrons pas sur ce point particulier de l'outrage; comme le dit M. Baleston (1) « on peut différer d'opinion sur la réparabilité du dommage moral; mais une solution admise, cette solution doit s'étendre à tous les cas où il y a dommage moral, quelle qu'en soit la source. »

Ce que nous tenons à faire remarquer, c'est qu'en ce qui concerne l'atteinte aux sentiments d'honneur et spécialement de pudeur d'une personne, il y a lieu, plus qu'en aucune autre matière, de tenir compte des différences profondes qui existent, aussi bien du côté de l'offenseur que de celui de l'offensé, mais surtout de ce dernier, quant à l'idéal que chacun se forme de l'honneur. Ici encore, rien n'est aussi contraire à la justice que l'égalité qui met tous les hommes sous le même niveau; l'idée de proportion seule est exacte. Nos tribunaux frappent trop d'une condamnation uniforme à 25 francs de dommages-intérêts dans les affaires d'injures et de diffamation. L'honneur d'un individu n'est pas le même que celui de son voisin: telle expression, telle attitude qui choqueront profondément une femme du monde pourront être prises comme une aimable familiarité par une

1. *De la protection de l'intérêt moral*, 1906.

ouvrière ou une paysanne ; ce qui est la distinction dans une société peut ne pas être compris du tout à un degré inférieur de l'échelle sociale ; il faut tenir compte aussi de la différence des situations : l'imputation d'un fait peut être très grave pour un citoyen chargé de telle ou telle fonction et n'avoir aucune importance pour un autre ; les exemples pourraient être multipliés à l'infini. Le principe qui s'en dégage est que, quel que soit le genre de vie qu'un individu ait adopté, il s'est créé une personnalité morale qui est sa propriété, qui est aussi intangible que ses autres biens et qui a droit à la même protection.

Les Romains, dont la conception de la morale était assez particulière si l'on s'en rapporte aux fêtes de leurs dieux et aux spectacles qu'ils représentaient, considéraient cependant comme des injures privées les outrages à la pudeur et les faits qui pouvaient compromettre l'honneur et la réputation des citoyens (1). Le père de famille avait l'*actio injuriarum* du chef de l'injure faite à la femme ou à l'enfant (2) ; le maître avait, en tant que propriétaire de son esclave, l'action *de servo corrupto utilis* (3). On considérait aussi comme injure la *vociferatio adversus bonos mores* ou diffamation publique qui

1. Ulpien, L. I § 1 et 2. — Digeste, *De injuriis*, XLVII-10.

2. Digeste, 47-10. Loi I § 3 ; loi 18 § 5. — Gaius, III § 221. — Paul, V, 4, 3.

3. Digeste, II, 3. Loi 14 § 3.

visait le bon renom d'autrui. La poursuite d'une matrone était également considérée comme injurieuse, mais, avant d'en ordonner la réparation, l'édile examinait si la matrone pouvait avoir motivé la méprise injurieuse par ses gestes ou par sa tenue : tunique trop courte, nudité du cou ou coiffure trop haute. Quant à la répression de l'atteinte aux bonnes mœurs elles-mêmes, nous n'en voyons pas d'exemple.

Nos ancêtres considéraient l'imputation de mauvaises mœurs faite à une femme comme l'injure la plus grave. Nous lisons dans la loi salique : « si quelqu'un a traité de strie et de mérétrice une femme ingénue et qu'il ne puisse la convaincre du fait, il sera condamné à lui payer 187 sous d'or. » Aucune diffamation n'était aussi punie. La sorcière qui était convaincue d'avoir mangé de la chair humaine ne payait que 20 sous d'or ; c'est assez montrer quel mépris les Francs avaient de la débauche.

Le christianisme et la chevalerie étaient bien faits pour maintenir un tel état d'esprit : on considéra toujours comme beaucoup plus graves les injures s'adressant aux femmes ; Loisel (1) pose ce principe qu'on doit les punir au double. Outre les amendes honorables et les rétractations faites au greffe, de sérieux dommages-intérêts étaient accordés ; les registres de nos Parlements en sont pleins d'exemples.

1. Livre VI, titre 2, n° 24.

Encore en 1752 nous voyons une sentence du 29 mars (1) condamner le sieur Jacques du Crotoy de Belloy à mille livres de dommages-intérêts envers sa femme Marie Lion et autant envers un vicaire de la paroisse de la Ville-l'Evêque pour les avoir fausement accusés de s'être rendus coupables d'adultère. On avait soin en chaque espèce de rechercher si les imputations étaient vraies ou fausses. Aujourd'hui, la preuve est interdite : l'honnête femme diffamée quant à ses mœurs sort de l'audience avec un jugement en tout semblable à celui qu'a obtenu une débauchée notoire et cette assimilation fait qu'elle a plutôt perdu que gagné au procès qu'elle a intenté. C'est l'égalité.

Nous avons dit que les offenses à la pudeur pouvaient être consommées par actes, par paroles ou par écrits.

Il n'y a pas beaucoup à dire en ce qui concerne certains actes qui sont d'une obscénité telle que, bien que ne lésant pas le corps de ceux auxquels ils s'adressent, la question du droit à réparation n'est pas douteuse. Remarquons seulement qu'au point de vue pénal, la loi ne punit l'outrage à la pudeur que lorsqu'il est public et que cet adjectif a, dans la langue du droit, un sens tout spécial : deux amants qui se cacheront au plus profond d'un bois commet-

1. *Encyclopédie de la jurisprudence*. Bruxelles, 1778.

tront un outrage public à la pudeur ; un individu qui se livrera à des faits obscènes devant beaucoup de monde dans une chambre fermée n'en commettra pas un. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal de Lisieux (1) a acquitté un sieur Boursin qui avait commis un acte obscène devant un enfant, disant « que ne saurait constituer le délit d'outrage public à la pudeur le fait par le prévenu de s'être livré dans une chambre dont il avait fermé la porte à clef, à un acte obscène en présence d'un enfant qui en a été le témoin involontaire et forcé. » Soumis à la Cour de Caen (2) ce jugement fut confirmé « attendu que l'article 330 du Code pénal ne vise ni les actes immoraux en eux-mêmes, ni l'atteinte portée à la pudeur d'une personne déterminée, mais bien et uniquement l'atteinte à la pudeur publique et le scandale qui peut en résulter. » La Cour de Paris (3) avait de même déclaré que deux filles de quatorze et de douze ans amenées dans une chambre ne sont pas des témoins involontaires de ce qui s'y passe d'obscène.

Si, sortant du domaine du droit pénal, nous rentrons dans celui du droit civil, il n'est pas douteux que des dommages-intérêts seront dus pour tout outrage à la pudeur dont on aura été le témoin involontaire, qu'il soit public ou privé.

1. 18 février 1910.

2. 7 avril 1910 (Sirey, 1911. 2. 196).

3. 1^{er} mars 1888 (Sirey, 1890. 2. 139).

La jurisprudence considère aussi comme outrageant le voisinage des mauvais lieux. Citons ces considérants d'un jugement de Châteauroux (1) qui accorde des dommages-intérêts à des personnes près de l'habitation desquelles on était venu installer une maison de débauche : « attendu que les demandeurs invoquent l'honorabilité de leur famille dont plusieurs membres occupent des fonctions élevées dans l'Administration et l'Université, qu'ils ont été profondément troublés dans leur délicatesse par la pensée qu'ils allaient se trouver dans le voisinage d'une maison de prostitution adossée au pignon de l'ancienne habitation de leur famille, par la résolution qu'ils ont dû prendre d'abandonner leur maison et les souvenirs qui s'y attachaient pour eux si le projet de S... n'était pas entravé. »

La Cour de Besançon avait déjà déclaré (2) que les propriétaires de maisons dans le voisinage desquelles une maison de tolérance a été établie en vertu d'une permission de police étaient fondés à exercer une action en dommages-intérêts à raison du préjudice matériel et moral, tant contre le propriétaire du local que contre le locataire qui l'exploite. L'arrêt dit en outre que la tolérance accordée par l'administration l'est aux risques et périls de ceux qui l'ont sol-

1. 2 avril 1889.

2. 3 août 1859 (Sirey, 1860. 2. 225).

licitée, que l'arrêté préfectoral pris en la circonstance se réduit à une simple permission de police, toujours donnée sous la réserve des droits des tiers et qu'enfin un propriétaire qui loue son immeuble avec indication expresse de sa destination pour servir de maison de débauche fait un usage illicite de son droit de propriété, usage prohibé par la loi civile comme contraire aux bonnes mœurs.

Sans être aussi motivées, les autres décisions de justice voient un trouble injurieux pour les voisins dans l'établissement d'une maison de débauche. Citons seulement cet attendu d'un arrêt de Montpellier (1) : « considérant que l'établissement de Dutemps a produit pour Falipon un dommage moral résultant du bruit nocturne sur la voie publique qui rend l'auberge moins habitable pour lui-même... et des propos et des spectacles indécents qui sont pénibles pour sa famille et peuvent nuire à l'éducation de sa fille, qu'il est manifeste que ces inconvénients, conséquence directe de l'établissement d'une maison de débauche, sont le fondement légitime d'une demande en dommages-intérêts. »

La parole, plus que l'acte encore, peut porter profondément atteinte aux sentiments moraux d'une personne ; les conséquences d'une imputation d'immoralité faite par diffamation, soit même par un

1. 18 février 1898.

simple qualificatif injurieux, peuvent être terribles ; or, de tels délits sont à peine réprimés. M. Sandoz affirme à ce sujet l'inefficacité de la loi et, la comparant à d'autres répressions, il dit (1) : « un maximum ordinaire de six mois pour la diffamation, de trois mois pour l'injure, c'est peu si, en regard du traitement appliqué à ces infractions qui ruinent à jamais parfois la personnalité morale d'un homme en bouleversant sa vie, on place les longues années de réclusion ou de travaux forcés qui peuvent, par le concours de certaines circonstances aggravantes, frapper l'auteur d'une légère atteinte à la propriété. » Et encore ces maxima sont de la théorie ; en fait, les condamnations ne sont que d'une très légère amende ; quant aux dommages-intérêts, nous l'avons dit, ils sont généralement tarifés pour tous à vingt-cinq francs.

Le résultat d'une telle pratique est que l'on en revient, lorsqu'on veut vraiment une satisfaction à se faire soi-même une justice que la société vous refuse. En 1839, Victor Raindre (2) disait déjà que logiquement, on était obligé de subordonner la répression du duel à une première loi « qui devra, complètement et en toutes circonstances, garantir la vie morale du citoyen de toute atteinte directe ou

1. *De la protection du point d'honneur*. Paris 1897.

2. *Revue Fœlix*, 1839, p. 510.

détournée, de toute parole, de tout geste ou regard outrageux que jusqu'ici les lois n'ont pas su frapper. » En 1829, Barthe qui fut garde des Sceaux, disait de même : « j'en appelle à tous ceux qui ont quelque connaissance du cœur humain : la disposition pénale qui frappe de un à cinq francs d'amende l'injure grave adressée sans publicité à un homme d'honneur, à son épouse, à sa fille, ne paraît-elle pas une dérision, ou plutôt une provocation à se venger par d'autres voies ? » Heureux encore quand les tribunaux ne traitent pas d'aimables plaisanteries, voire même de compliments, les imputations contre les mœurs. Il faut lire à ce sujet, pour voir que nous n'inventons rien, un arrêt de la Cour de Limoges (1) infirmant un jugement du tribunal de Guéret qui avait acquitté un diffamateur accusant un homme marié de relations adultères avec une dame B... par le considérant suivant : « attendu que les mœurs et habitudes françaises convertissent à l'égard des hommes en plaisanteries les propos qui contiennent une diffamation vis-à-vis de la femme. » Ce serait à ne pas croire si les recueils de décisions judiciaires n'étaient pas là pour nous montrer l'existence d'une telle sentence.

Les choses en sont toujours à peu près au même point et l'on considère encore comme bien peu de

1. 14 mars 1828 (Dalloz, 1829, 2, 16).

chose l'atteinte à la réputation morale, quoique le grand développement de la presse soit venu augmenter d'une façon inconcevable le danger d'assertions reproduites à des centaines de milliers d'exemplaires. Ce n'est pas à dire que nous ne trouvions pas des jugements consacrant le principe ; ils sont au contraire fort nombreux, mais les indemnités accordées par les tribunaux sont si peu de chose qu'elles sont pour les journaux bien plutôt un encouragement à continuer qu'un frein mis à leur lucratif métier.

L'injure n'a pas besoin d'être directe pour être punissable : il suffit que l'intention mauvaise s'y rencontre. Citons à ce sujet un curieux arrêt de la Cour de cassation (1) rejetant les pourvois de MM. Massip, Chauché et Yves Guyot, administrateur, imprimeur-gérant et directeur politique du journal *le Siècle*, contre un arrêt de la Cour de Paris du 26 juillet 1900 les condamnant pour outrages ; ils arguaient que dans le numéro incriminé, ils avaient pris soin d'indiquer que les compositions photographiques y reproduites étaient mensongères ; quant à M. Yves Guyot il niait en outre la complicité, disant n'avoir pas collaboré à l'article. La Cour suprême répondit de la façon suivante : « Attendu que l'arrêt attaqué constate que le journal *le Siècle* a fait paraître un supplément à son numéro du 11 janvier

1. 23 avril 1903. Sirey, 1904. 1. 173.

1899 dans lequel sous le titre *les Mensonges de la photographie* il a publié la photographie de dix-neuf groupes de fantaisie ;... que parmi ces groupes en figure un représentant la duchesse d'Uzès et Arthur Meyer, ce dernier debout derrière la duchesse assise et la main droite placée de façon qu'elle semble toucher familièrement l'épaule de la duchesse ; qu'en dessous de cette composition, on lit la légende suivante : « la duchesse d'Uzès : — quoique vous me coûtiez un peu cher, je veux bien encore tenter l'aventure, mais trouvez-moi quelqu'un qui ait du physique comme l'autre, le défunt, le suicidé d'Ixelles. — Arthur Meyer : — je pensais à moi, duchesse » ; attendu que l'arrêt déclare que si le sous-titre du numéro indique qu'il s'agit seulement de scènes obtenues par des artifices photographiques, il n'en reste pas moins acquis que le journal *le Siècle* a cherché à jeter le ridicule et la déconsidération sur la duchesse d'Uzès ; » l'arrêt déclare particulièrement blessantes la légende et l'attitude de la familiarité reproduite dans le dessin ; quant au directeur politique, il y est dit : « attendu que la cour a, contrairement à l'opinion du tribunal, estimé qu'il n'était pas resté étranger à la publication du numéro incriminé et qu'elle énumère les circonstances qu'il lui appartenait d'apprécier... »

Sans même qu'il y ait eu intention, la justice peut interdire à un écrivain d'employer comme pseudo-

nyme le nom d'une personne qu'il peut rendre ainsi odieux ou ridicule. C'est ainsi que *le Gaulois* ayant commencé le 23 janvier 1882 la publication de *Pot-Bouille* et ayant annoncé qu'à la maison de *l'Assommoir*, Zola avait voulu « opposer une maison bourgeoise de la rue de Choiseul, dont les allures correctes et les apparences honnêtes cachent les vices hypocrites, les déchéances acceptées d'une classe dirigeante en décomposition », que c'était donc « un roman de mœurs, une peinture sévère de la bourgeoisie, pendant ou plutôt contre-partie de *l'Assommoir*, le tribunal de la Seine (1), à la demande de M^e Duverdy, avocat, ordonna la suppression dans le roman du nom de Duverdy qui avait été donné à un des personnages, déclarant : « le lecteur peut être amené à établir un rapprochement entre Duverdy, avocat à la Cour d'appel de Paris et le personnage nommé Duverdy et qualifié : conseiller à la Cour d'appel de Paris. » Le tribunal ajouta que la suppression ne devait pas se limiter à un simple changement d'orthographe.

Un auteur ne peut pas non plus signer comme pseudonyme du nom de quelqu'un. Le tribunal de la Seine interdit ainsi (2), sur demande de M. Miron, à un sieur Morin de publier sous le nom de Miron

1. 15 février 1882. S., 1884. 2. 21.

2. 30 mars 1882. Sirey, 1884. 2. 22.

des ouvrages qui du reste choquaient profondément les sentiments moraux du véritable possesseur de ce nom.

On n'a qu'à feuilleter les recueils de jurisprudence pour trouver sur toutes ces matières de très nombreux arrêts et jugements.

Mais notre conclusion est toujours que les décisions de justice n'accordent pas des dommages-intérêts qui sont suffisants pour que les intéressés aient intérêt à poursuivre et que les coupables sentent que, tous comptes faits, ils ont quelque chose à perdre à continuer leurs diffamations.

L'Angleterre, bien autrement pratique, ne connaît pas de limitation aux peines dont elle frappe le « libel », c'est-à-dire l'écrit injurieux qui attaque la religion, le pouvoir, les bonnes mœurs ou qui diffame un particulier. Dans ce dernier cas, le juge ne craint pas d'accorder au demandeur des indemnités énormes et exemplaires. M. Sandoz (1) rapporte ce fait entre mille qu'« on a vu une femme du monde obtenir de la justice dix mille livres sterling de dommages intérêts pour quelques lignes blessantes publiées contre elle dans un journal ; et elle est sortie du prétoire honorée autant qu'enrichie par l'importance de cette indemnité qui montrait à quel prix considérable sa réputation méritait d'être

1. *De la protection du point d'honneur*, Paris, 1897.

estimée, puisque l'évaluation des moindres risques qu'on lui faisait courir se chiffrait par centaines de mille francs. Le raisonnement est juste au fond. »

D'autres états étrangers ont admis des principes analogues et reconnaissent la justesse de cet aphorisme de l'anglais Bentham : « oublier les injures avant leur châtement, c'est inviter à en commettre... ce n'est pas être l'ami, mais l'ennemi de la société. »

Le Danemark, la Suède, la Norvège admettent la réparation pécuniaire des insultes grossières ; Lehr (1) nous apprend que la tendance des législateurs scandinaves est de faire entrer en ligne de compte, pour la fixation des dommages-intérêts, le degré de culpabilité ou d'imprudence de l'auteur du dommage ainsi que les ressources dont il dispose.

Au Monténégro, celui qui répand une calomnie et ne peut prouver l'exactitude de son dire, est frappé de la peine même qui aurait atteint l'offensé si ce dernier avait été reconnu coupable de ce dont il était accusé.

L'article 38 du nouveau Code italien porte que « outre les restitutions et le remboursement des dommages le juge, à raison de tout délit qui offense l'honneur de la personne ou de la famille, alors même qu'il ne leur a été causé aucun préjudice, peut allouer à la partie offensée qui en fait la demande

1. *Droit scandinave.*

une somme déterminée à titre de réparation. » Nous lisons dans le jurisconsulte Bernardino Alimena : « Les injures et les diffamations sont punies très sévèrement, avantage qui est en corrélation étroite avec les articles relatifs au duel. Quand l'injure n'est frappée que de quelques jours d'emprisonnement il faut bien que l'offensé se fasse justice lui-même. »

L'Espagne a un article 1902 qui contient le principe de notre article 1382. On en use largement car, dès les ^{xiii}^e siècle, les « siete partidas » considéraient comme des crimes toutes les mauvaises actions qui se font pour le plaisir de l'un et pour le flétrissement et le déshonneur de l'autre.

Nous pourrions aussi chez nous, sans aucun changement de législation, mais par de gros dommages-intérêts alloués par nos juges, revenir à nos vieilles traditions de courtoisie réciproque et endiguer le fléau de l'injure et de la diffamation.

La jurisprudence a fait un pas beaucoup plus difficile : elle est arrivée, en effet, pour que quelquefois les outrages aux mœurs soient punis, à considérer comme une injure personnelle, acte dommageable donnant droit à réparation, l'envoi à domicile d'un imprimé obscène sans le consentement du destinataire. Le 31 juillet 1909 le tribunal correctionnel de la Seine avait débouté de leurs conclusions MM. le Dr Triboulet et Reveillaud qui s'étaient porté parties civiles « attendu que l'action civile n'est

recevable devant les tribunaux de répression qu'autant que le dommage provient directement du délit et non d'un fait connexe au délit ou d'une conséquence indirecte du délit. » La Cour d'appel (1) a infirmé ce jugement par les attendus suivants : « Considérant que l'envoi à domicile, sans le consentement du destinataire, d'un imprimé obscène, constitue un fait dommageable à celui-ci et oblige la personne par la faute de qui le dommage a été causé à le réparer ; que cette faute a été dans l'espèce d'autant plus préjudiciable aux appelants qu'ils sont mariés, pères de famille et souvent obligés, vu leurs occupations absorbantes et journalières, de se faire suppléer dans le dépouillement de leur courrier par leurs femmes et leurs enfants ; que l'envoi de l'imprimé en question était d'autant plus dangereux à ce point de vue qu'il s'effectuait sous simple bande ; que la Cour a les éléments suffisants pour évaluer à 200 francs le montant du préjudice subi par chacun des appelants... »

Un pareil arrêt est un progrès énorme, mais il est timide quant à la réparation allouée : une somme de 200 francs ne peut compenser même les dépenses matérielles faites par le citoyen qui voudra dans de semblables conditions s'adresser à la justice ; il ne devra donc être mu que par un but purement idéal ;

1. 1^{er} février 1910, (Sirey, 1911. 2. 121).

ce n'est pas un moyen pour lui donner beaucoup d'imitateurs. Une seconde question est de savoir si le coupable n'a pas intérêt à payer cette petite somme et à continuer une propagande qui lui rapporte plus par ailleurs.

Dans les questions d'outrages, comme dans toutes celles que nous allons étudier, les dommages-intérêts ne peuvent être efficaces qu'autant qu'ils sont sérieux au double point de vue de l'intérêt de celui qui les obtient et de celui qui les paie.

CHAPITRE IV

La Séduction

Nous venons de voir les cas où la victime des actes contraires aux bonnes mœurs est tout à fait innocente des faits dont elle se plaint ; nous allons maintenant étudier ceux plus délicats où elle a elle même une part plus ou moins grande de responsabilité.

Comment concilier alors le droit pour elle à une indemnité avec le principe du respect de l'indépendance humaine ? Comment lui allouer une somme pour réparation des faits qu'elle a voulus ?

Il faut évidemment faire une distinction qui s'impose : des dommages-intérêts ne seront jamais dus lorsque le consentement aura été parfait, parce que l'individu doit toujours être libre et par là même responsable ; le droit à une indemnité pourra exister seulement quand le consentement aura été vicié.

C'est de cette façon qu'il faut entendre le mot séduction. Toute personne qui, étant d'âge à bien discerner ce qu'elle fait, se sera sciemment laissée

entraîner ne pourra pas invoquer la séduction pour obtenir réparation d'un état voulu par elle. Nous mettons, bien entendu, de côté, pour l'étudier plus tard, le cas de naissance d'un enfant au nom duquel, en tout état de cause, la mère aura naturellement le droit d'agir ; mais la femme ne pourra se plaindre que si on a usé envers elle de manœuvres dolosives.

L'âge doit aussi être pris en considération : c'est ainsi que notre Code pénal prévoit des peines pour les détournements des mineurs. Critiquons en passant son texte qui ne s'occupe pas du but dans lequel le détournement a lieu : il peut alors fort bien arriver qu'une personne charitable soit poursuivie pour avoir entraîné des mineurs loin de milieux préjudiciables à leur moralité afin de les élever en des maisons de piété et de vertu ; ce n'est pas là de la théorie pure, le cas s'est produit ; qu'il nous suffise de rappeler le procès célèbre qui conduisit en Cour d'assises M. l'abbé Santol.

Nous n'avons pas à nous étendre très longuement sur la séduction, car nous retrouverons ses pires effets dans les chapitres consacrés à la recherche de la paternité et à la contamination ; mais les relations qu'une fille a eues avec un homme peuvent n'avoir eu aucune de ces suites et n'en être pas moins génératrices d'un préjudice pour elle.

Sur cette question, il convient avant tout pour le juge d'être des plus circonspects et de ne frapper de

dommages-intérêts que si vraiment il y a eu manœuvres dolosives ; le mot séduction ne doit pas être pris dans un autre sens que celui de tromperie, et, s'il est établi que l'amant n'a pas laissé ignorer à la fille qui se donne à lui qu'il ne l'épouserait pas et qu'il pensait seulement à assouvir sa passion, il ne peut vraiment pas être question d'indemnité, parce qu'on ne peut pas se plaindre des conséquences d'un acte qu'on a délibérément voulu. M. Germette, étudiant les questions de responsabilité (1) a dit : « le consentement de la victime ne saurait faire disparaître l'atteinte à l'ordre public » mais « là où l'intérêt privé est seul en jeu, le consentement de la victime supprime toute intention délictueuse et met obstacle à toute responsabilité. »

La Cour de Paris a consacré ce principe de droit en infirmant (2) une ordonnance de référé qui avait alloué à une concubine une pension provisoire et en statuant qu'aucune obligation reconnue par la loi n'existe entre deux concubins et que leurs rapports qu'elle qu'en ait été la durée, ne peuvent être par eux-mêmes générateurs d'un droit, sauf la faculté de se réclamer des dommages-intérêts qu'une décision de justice peut seule accorder.

Il s'agit en effet, en toute cette matière, de ques-

1. *Essai sur les rapports de l'élément matériel et de l'élément intentionnel dans la responsabilité civile.*

2. 20 décembre 1911 (Sirey, 1912.2.318).

tions d'espèces : il y a dans chaque cas des circonstances qu'on ne retrouve pas dans le cas voisin.

Pourtant, d'une façon générale, notre ancien droit considérait que la vierge qui se laissait séduire, le faisait par suite d'une promesse de mariage.

Fournel écrit à ce sujet : (1) « Le titre d'une fille abusée est bien dans une convention présumée faite avec son séducteur, mais cette convention doit porter sur un objet licite et conforme aux bonnes mœurs. Or, quand une fille a le malheur de sentir sa vertu chanceler, il n'est pas contraire aux bonnes mœurs d'exiger de son séducteur qu'il se hâtera de lui donner le titre d'épouse légitime et de réparer, par le sacrement, les suites affligeantes attachées à sa faiblesse. C'est sous cette condition qu'une fille est toujours présumée avoir succombé ; la stipulation est si naturelle, si vraisemblable que de tout temps elle a été supposée de droit, sans que la fille eut besoin d'en représenter le titre par écrit... Les familiarités des deux parties ne sont considérées que comme des arrhes qu'elles se donnent réciproquement de leur convention, ce qui les assimile en quelque sorte à des fiancés qui n'attendent plus que la ratification de l'église pour consacrer leur union. »

Cette manière de voir est si vraie que presque toujours la vierge est déflorée par un homme appar-

1. *Traité de la séduction*, 1781.

tenant à sa condition sociale et qu'elle pense pouvoir épouser. Une statistique faite à Saint-Lazare par le Dr Le Pileur sur 406 cas connus ne donne que 65 séducteurs appartenant aux professions libérales et 16 patrons ; rien ne prouve encore que tous ceux-ci aient appartenu à des familles bien éloignées de celles des filles séduites ; le reste des séducteurs se compose d'ouvriers. La fille du peuple séduite par le jeune homme riche et de grande famille se rencontre parfois, mais c'est une exception.

A notre avis, il y a dans les cas de séduction une présomption en faveur de la fille qui peut établir qu'elle était vierge et inexpérimentée lors de sa chute ; c'est alors au défendeur à faire la preuve qu'elle n'a succombé à aucune manœuvre, qu'elle a su que le mariage ne serait pas la suite des relations par elle consenties.

La jurisprudence paraît bien fixée en ce sens, et la doctrine critique universellement (1) un arrêt de la Cour de Grenoble (2) d'après lequel la promesse de mariage invoquée par une fille séduite devrait être prouvée par écrit, comme si une vierge assez naïve pour donner de telles « arrhes » allait prendre le soin de s'en faire délivrer un reçu !

Cependant quand la femme a été assez habile pour prendre ses précautions et bien que, en de sem-

1. Planiol, *Droit civil*, t. II, n° 1109.

2. 2 février 1897 (Sirey, 1898.2.57).

blables cas, on ne puisse pas dire qu'il y a eu séduction, les tribunaux font respecter les conventions consenties si rien d'immoral ne s'y rencontre ; c'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Caen (1) a confirmé un jugement du tribunal de Domfront (2) qui avait condamné un sieur Halbout à payer à une demoiselle Angué une somme de 9.500 francs conformément à cet engagement : « M. Halbout reconnaît que c'est sur sa demande que M^{lle} Angué habite chez lui depuis le 1^{er} mai 1898 et qu'elle veut bien continuer d'y habiter et de s'occuper de tenir sa maison. De son côté, M^{lle} Angué s'engage à rester chez M. Halbout et à lui continuer ses services, tels qu'elle les lui a donnés jusqu'alors, tant que leurs caractères sympathiseront. Pour indemnité, prix et compensation de ces engagements de M^{lle} Angué et des services qu'elle lui a rendus et rendra par la suite, M. Halbout s'oblige à lui payer et verser autant de fois 1.000 francs que M^{lle} Angué aura habité d'années ou de fractions d'années chez lui depuis le 1^{er} mai 1898 jusqu'à son départ. »

Les rapports sexuels n'ont pas même besoin d'avoir existés pour que les promesses faites à une fille puissent engendrer des indemnités de la part de celui qui les viole.

C'était la solution de notre ancien droit. Perrier

1. 5 avril 1910 (Sirey, 1911.2.229).

2. 25 novembre 1909.

dit (1), parlant de l'inexécution des promesses de mariage : « Il est dû un dédommagement à celui qui veut bien les exécuter par celui qui les refuse et les dommages-intérêts en pareil cas naissent de deux sources, ou de la peine qu'on souffre dans ses biens et c'est ce qu'on appelle dommages-intérêts réels ou de la diminution qu'on éprouve dans son honneur qui consiste dans l'estime et l'opinion des hommes et c'est la cause des dommages-intérêts honoraires. »

Sous le nouveau droit, qui ne reconnaît pas l'obligation des fiançailles, nous trouvons pourtant de nombreuses décisions de justice, notamment des cours de Trèves (2), Colmar (3), Toulouse (4), Colmar (5), qui considèrent la promesse de mariage comme un véritable contrat. Mais une réaction se produisit sous l'empire de ces deux considérations : d'abord que la validité des fiançailles ne pouvait survivre à l'ancienne conception religieuse du mariage et ensuite qu'il fallait laisser à chaque fiancé jusqu'à l'instant de la célébration de celui-ci la liberté entière qu'exige l'article 180. Aussi un arrêt de la Cour de cassation (6), tout en ne méconnaissant pas

1. Arrêts notables du Parlement de Dijon, t. II, p. 124.

2. 5 février 1808.

3. 28 janvier 1812.

4. 16 février 1813.

5. 23 janvier 1833.

6. 30 mai 1838.

le droit à une indemnité, déclara : « l'action en dommages-intérêts ne prend pas sa source dans la validité de la promesse de mariage, mais dans le fait du préjudice causé et dans l'obligation imposée par la loi à celui qui en est l'auteur de la réparer. »

Partant de ces principes, les tribunaux ont continué à accorder des dommages-intérêts quand ils se sont trouvés en présence d'une conduite injustifiable de la part du fiancé qui revenait sur sa parole. Ils les ont d'abord mesurés avec timidité, ne tenant compte que du préjudice matériel, puis, petit à petit évaluant le côté moral, ils sont arrivés, surtout sous l'influence de l'exemple des législations étrangères, à se montrer de plus en plus larges ; le dernier exemple que nous connaissions est le jugement du tribunal de la Seine (1), condamnant un sieur Paul Bottenheim à payer vingt mille francs à une jeune fille de condition modeste à laquelle depuis neuf ans, il promettait le mariage ; les éléments de la cause justifiaient une pareille décision,

En ces matières, nous le répétons, il ne faut pas chercher de règle absolue : tout dépend des circonstances ; suivant celles-ci, il y aura de la part du défendeur exercice d'un droit ou faute génératrice de réparation.

1. 1^{re} chambre, 24 février 1917 (inédit). P. M. Dreyfus ; M. P. M. Rouilhac ; Avocats : M^{es} Maurice Garçon et Paul Kahn.

CHAPITRE V

Le Proxénétisme

La victime de la débauche, consentante ou non, a souvent, presque toujours si on admet au proxénétisme l'extension que nous proposerons tout à l'heure, été entraînée par des tiers qui n'ont pas la circonstance atténuante de la passion et qui n'agissent que par le calcul sordide d'un gain à réaliser.

La question du proxénétisme est intimement liée à celle de la prostitution et, de même qu'on a coutume de dire : « Supprimez les receleurs, il n'y aura plus de voleurs », on peut émettre cet axiome encore beaucoup plus vrai : « supprimez l'intérêt que tant de gens trouvent dans l'exploitation de la prostitution et celle-ci ne se soutiendra plus guères. »

L'étude de l'histoire nous montre que la débauche n'a jamais été combattue plus efficacement qu'en s'attaquant à ceux qui n'en étaient pas les acteurs, mais les complaisants y trouvent profit. Nous verrons que pour que cette lutte ait des chances de

réussir, rien encore ne peut mieux servir que d'y intéresser, par de sérieux dommages-intérêts, les victimes elles-mêmes. Ici, insistons de nouveau sur ce point que celles-ci devront bien entendu prouver avoir été entraînées contre leur libre volonté, soit à cause de leur inexpérience, soit par des manœuvres, soit par des abandons aux conséquences fatales.

Mais, pour avoir le droit de châtier le proxénétisme, il ne faudrait évidemment pas que l'Etat soit le premier à l'autoriser ni même à le tolérer.

Comment donc peut-être née une telle infamie que la prostitution légale ? et qu'est-ce d'abord que la prostitution ?

La prostitution du grec *προστίτυμ*, est définie par l'Académie « l'abandonnement à l'impudicité ». Il nous semble qu'il faut y ajouter l'idée d'un intérêt : si l'être humain se livre aux entraînements de la chair, il y a volupté, il n'y a pas prostitution. Lorsque nous trouvons la prostitution dans les plus anciens documents historiques, nous voyons, bien avant l'intérêt pécuniaire, l'hospitalité et la religion en être les sources ; rien cependant n'empêche de penser qu'il a dû exister une prostitution sauvage dans laquelle la femme se donnait pour un gibier, une part de butin, un bijou ; cette supposition est assez rationnelle, mais aucun texte ancien ne nous la rapporte.

La prostitution hospitalière est, à charge de réci-

procité, un bon procédé avec l'étranger ; l'hôte cède son lit et sa femme, le voyageur laisse un présent. Les mythologies des peuples anciens sont pleines de faits semblables ; elles nous apprennent aussi que le voyageur pouvait être un dieu et que cet adultère divin était fécond en bénédictions. Les prêtres de tels dieux développèrent, pour leur jouissance personnelle ou pour les profits qu'ils en tiraient, des dogmes aussi agréables pour eux ; les parents durent faire sacrifier auprès des autels la virginité de leurs filles ; c'est la prostitution sacrée. Un des premiers documents positifs que nous ayons est le récit d'Hérodote qui, de passage à Babylone vers l'an 440 avant Jésus-Christ, nous rapporte que toute femme du pays était obligée de se rendre au temple d'Aphrodite une fois dans sa vie et de s'y livrer à un étranger. Il en était de même dans toute la Chaldée, à Cypre, en Phénicie, en Lydie, en Perse, en Egypte, en Grèce.

C'est dans ce pays, à Athènes, que nous trouvons la première trace non discutable de la prostitution légale. Le fondateur de cette bizarre institution fut Solon. Voulant endiguer les abus engendrés par la débauche chez un peuple qui ignorait la vraie morale, il ne trouva rien de mieux que d'en faire un service public ; sans doute aussi, en habile administrateur, voyant le profit que les prêtres tiraient de la prostitution sacrée, il voulut procurer les mêmes

bénéfices à l'Etat. Il fit acheter de nombreuses esclaves sur les deniers publics et les affecta au service d'un grand dictérion dont la république retira les profits ; si nous en croyons Nicandre de Colophon (1), il ne négligea pas de consacrer un tant du cent à la construction d'un temple à Aphrodite-Courtisane qu'il s'agissait sans doute de se rendre favorable et, pour éviter la concurrence, il fit faire une loi contre le proxénétisme ; nous ne la connaissons que par une citation d'Eschine : « Quiconque se fera le lénon d'un jeune homme ou d'une femme appartenant à la classe libre sera puni du dernier supplice » ; la pénalité ne fut ensuite que de 20 dragmes. Il faut ajouter qu'en son temps l'invention de Solon fut portée aux nues ; c'est ainsi que le poète Philémon (2) s'écria : « Oh Solon ! vous devîntes par là le bienfaiteur de la nation ; vous ne vîtes dans un tel établissement que le salut et la tranquillité du peuple. » C'est un argument qu'on entend encore aujourd'hui ; il est triste pour le degré de civilisation d'un peuple.

Nous ne nous étendrons pas sur l'immense sujet de l'histoire de la prostitution ; donnons seulement un coup d'œil sur ce qu'elle fut à Rome, car c'est de là que l'apprit notre nation qui l'ignorait.

1. *Histoire d'Athènes* (aujourd'hui perdue).

2. *Les Delphiens*, comédie (aujourd'hui perdue).

Les Romains connurent de tout temps cette lèpre ; leur ville même ne fut à l'origine qu'un lupanar ; les historiens Aurélius Victor, Aulu-Gelle et Macrobe nous racontent, d'après Valérius (1), que la prostituée ou « louve » étrusque Acca Laurentia, maîtresse du berger Faustulus, recueillit Romulus et Remus et leur laissa le produit de ses prostitutions : les champs situés entre les sept collines ; les « lupercales » furent instituées pour commémorer ce souvenir.

Sous de tels auspices, la prostitution ne fit jamais que se développer à Rome. Quant à la prostitution légale proprement dite, nous en ignorons le début ; il est probable qu'elle coïncida avec la fondation de l'édilité (an 260 de Rome) ; les édiles durent faire des règlements généraux dont il ne nous reste que des traits épars. Tacite nous apprend (2) que la prostituée devait se faire inscrire chez l'édile et lui déclarer son tarif ; cela permettait à ce magistrat de juger les questions de paiement qui se débattaient souvent devant lui.

Il faut arriver au christianisme pour voir condamner la prostitution. C'était l'esprit et la lettre de la Bible ; les prophètes avaient dit (3) : « il n'y aura pas de prostituée entre les filles d'Israël, ni de ruffian entre les fils d'Israël. » Le Christ, qui fut toujours

1. *Histoire romaine* (aujourd'hui perdue).

2. *Annales*, livre II.

3. *Deutéronome*, XXIII.

plein d'indulgence pour la faiblesse, qui pardonna à la Samaritaine, à la femme adultère, à Marie-Madeleine, exigea de ses fidèles une vie chaste ; aussi le paganisme fit-il du viol un des supplices infligés aux vierges et aux matrones chrétiennes (1) ; l'empereur Dioclétien se signala par les édits qu'il rendit à ce sujet. Tertullien, s'adressant à Marc-Aurèle, s'écria (2) : « en condamnant dernièrement une vierge au lénon plutôt qu'au lion, vous avez confessé qu'un outrage à la pudeur est réputé chez les chrétiens plus atroce que tous les supplices et tous les genres de mort. »

L'Eglise, condamnant toutes les sortes de libertinage, ne pouvait reconnaître la prostitution légale ; pour elle, les prostituées sont des pécheresses ordinaires, moins coupables même que beaucoup d'autres, à cause de leur faiblesse.

Devenus chrétiens, les empereurs firent des efforts pour réduire la prostitution ; ceux qui paraissent avoir été les plus efficaces sont ceux qui s'adressent à la bourse des entremetteurs. Les empereurs Constantius et Constans prohibent la vente des esclaves chrétiennes pour la débauche publique. Théodose déclare déchus de leur puissance les pères ou maitres qui voudraient contraindre leurs filles ou esclaves à

1. *Acta sanctorum.*

2. *Apologétique.*

se prostituer ; il édicte (1) contre la femme mariée qui aura fait le métier de proxénète la perte de sa dot et de tous ses gains nuptiaux. Justinien décrète une amende de dix livres d'or qui devaient être donnés à la femme prostituée par le trafiquant qui avait exigé d'elle le serment de ne rien révéler au magistrat ; cette somme était destinée à la mener *ad aliquem bonæ figuræ vitam*.

Kymris, Gaulois et Francs ignorèrent la prostitution jusqu'à ce qu'elle leur fût révélée par la civilisation latine ; on ne trouve pas trace chez eux de prostitution hospitalière ni sacrée ; les lois de tous ces peuples dits barbares par les Romains, n'admettent pas la prostitution. On peut juger leurs anciennes mœurs par les dispositions à ce sujet de la loi salique et d'un décret très développé du roi wisigoth Récarède, qui monta sur le trône en 586 ; il y est dit : « si quelque femme se prostitue, elle est chassée de la cité à coups de fouet, également les parents ou les maîtres qui ont consenti cette prostitution et les juges qui ont négligé de la condamner. »

Mais les Romains laissèrent partout où ils passèrent les racines profondes de leur hideuse civilisation ; aussi l'Eglise des Gaules eut à soutenir contre elle une lutte immense qui ne paraît pas près d'être terminée.

1. *Code Theod.*, l. III, t. 16.

L'histoire de notre pays nous fournit de nombreux documents sur la débauche, mais ce n'est que sous Louis VIII que nous trouvons une première ordonnance la reconnaissant. Auparavant, la prostitution régulière et organisée n'existait pas ; on ne la jugeait ni nécessaire ni utile et on la regardait comme un outrage public à l'honnêteté de chacun ; mais il faut dire que le respect profond qu'on avait de l'indépendance de chacun laissait subsister de nombreuses femmes de mauvaises vie (1). En montant sur le trône, le saint roi Louis IX voulut bannir la prostitution ; une ordonnance de 1254 la prohiba dans tout le royaume et ordonna le bannissement de toutes les ribaudes, mais la mesure était trop radicale pour être appliquée et deux ans seulement après, en 1256, le roi dut se contenter de l'expulsion hors du cœur des villes. Nous ne nous arrêtons pas aux mesures diverses qui furent prises suivant les temps et les lieux dans les différentes provinces de France ; nous avons voulu citer les ordonnances de saint Louis parce qu'elles sont un des grands arguments de ceux qui tiennent pour l'organisation légale de la prostitution et qui font remarquer que saint Louis lui-même a été obligé de tolérer les mauvais lieux aux alentours des villes. Nous espérons arriver à démontrer que d'autres moyens sont plus efficaces pour endiguer le fléau.

1. Sauval, *Recherches et antiquités de Paris*, t. II, p. 638, etc.

La prostitution légale fut toujours en horreur au peuple aussi bien qu'à la bourgeoisie et à la noblesse qui la considérèrent comme une souillure à une société (1). C'est bien encore ainsi qu'elle nous apparaît aujourd'hui. On n'empêchera jamais que pour des esprits simples, et ils sont la majorité, ce que permet l'Etat paraît bien et ce qu'il défend paraît mal : que de gens, par exemple, jusque-là très honnêtes sont devenus sans s'en douter de véritables voleurs lorsqu'ils ont pu s'abriter derrière quelque décret du pouvoir pour ne pas payer leurs dettes. L'organisation légale des professions de débauchée et de tenancier de maison spéciale tend à donner à ces professionnels un certain caractère officiel qui maquille à leurs propres yeux leur honteux trafic. Puis, quelle autorité peut avoir un gouvernement pour réprimer ici ce qu'il encourage à côté ?

La répression du proxénétisme exige donc avant tout cette réforme légale que l'Etat dans aucun cas ne peut le reconnaître.

Ceci posé, voyons si, dans d'aussi mauvaises conditions, l'initiative privée peut cependant quelque chose.

Notre législation, on le sait, considère comme des délits et punit de peines correctionnelles l'excitation de mineurs à la débauche et l'exercice du métier de

1. Dufour, *Histoire de la prostitution*.

souteneur. Notons que notre ancien droit était plus sévère. Le journal de Pierre de l'Estoile nous apprend que le mardi 23 décembre 1603 « fut pendue en grève la servante d'un nommé Depras, huissier de la cinquième Chambre des enquêtes, pour avoir vendu et livré entre les mains d'un certain jeune homme une fort belle petite fille de son logis, âgée seulement de neuf à dix ans que ce misérable, ayant en possession, avait vilainement forcée et gastée, au grand regret et desplaisir dudit Depras son père et de tous ses parents. »

L'action civile peut évidemment s'exercer, mais, pour que ce fût utilement, il faudrait admettre ce principe que le condamné qui ne pourra pas payer en argent le fera avec un autre capital qui est sa force de travail. Tant qu'une loi n'aura pas organisé un système de détention avec travail forcé au profit des victimes, celles-ci se soucieront fort peu d'aider l'action publique. Nous l'avons déjà dit d'une façon générale, mais si nous y revenons sur ce point spécial, c'est que c'est peut-être ici que l'exemple est le plus frappant. On sait qu'une fille ne dénonce jamais son souteneur et que même, appelée en témoignage, elle ne fait que l'innocenter ; cela est si vrai que les parquets ne la citent même plus comme témoin ; nous pensons que tout cela changerait si elle savait qu'après avoir fait condamner celui qui la forçait à se prostituer, elle en obtiendra pendant un

certain nombre d'années, une rente représentée par son travail de détenu, rente qui, d'autre part, lui donnera le temps de se réhabiliter.

Mais à côté de ceux qui contraignent directement à la débauche, il y a ceux qui invitent plus discrètement et qui pourtant en vivent aussi. Doit-on les rendre responsables ?

Nous ne voyons pas ce qui pourrait s'y opposer.

A notre avis, le grand principe du respect de l'indépendance, qui au point de vue humain doit reconnaître le droit naturel de faire le mal, ne peut s'appliquer qu'à ceux qui poussés par la passion commettent eux-mêmes des fautes qui ne nuisent pas à autrui ; mais il ne peut permettre de pousser les autres au mal par esprit de lucre. Si la loi ne punit pas un homme qui tente de se suicider, elle condamne celui qui l'y aide ; elle défend également la vente des poisons et prend des quantités d'autres mesures de répression pour empêcher l'appât du gain de se développer au préjudice de la santé publique. Il doit en être de même au point de vue moral : que de fautes évitées quand l'occasion de les commettre n'est pas facilement offerte !

A chaque pas, dans nos grandes villes, au grand scandale de l'étranger, se trouvent des lieux d'asile pour la débauche. A côté de ceux patentés par l'Etat, les plus hideux de tous, se trouvent, les submergeant par leur nombre, quantité de maisons de rendez-

vous dont les réclames ne laissent aucun doute sur la destination et bien d'autres établissements, brasseries, cafés-concerts, maisons de massage, etc., dont les titres servent à masquer le véritable commerce.

Notre ancien droit était très sévère pour ceux qui louaient ainsi leur maison. Le 15 octobre 1588, Henri III (1) rappelant l'édit de 1560 « défend à tous propriétaires de louer maisons, sinon à gens bien famez et nommés et ne souffrir en icelles aucun mauvais train ou bordeau secret ne public, sur peine de soixante livres parisis d'amende pour la première fois et de six vingt livres parisis, pour la seconde et, pour la troisième fois, de privation de la propriété des maisons ». Le 19 juillet 1619 Henry de Mesmes, seigneur d'Irval, lieutenant civil de la ville, prévôté et vicomté de Paris, rend une ordonnance faisant défenses expresses « à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, de loger et retirer en leurs maisons aucunes personnes de mauvaise vie, sur peine de perte des loyers qui seront aumonez aux pauvres enfermez, même leurs maisons estre louées à la diligence du procureur du roy pendant le temps de trois années et les deniers en provenans estre baillez et délivrez aux dits pauvres enfermez. » Cette ordonnance fut renouvelée par le

1. Édits et ordonnances des rois de France.

lieutenant civil Michel Moreau le 30 mars 1635 et encore bien des fois dans la suite.

Aujourd'hui aucune mesure de ce genre n'existe et propriétaires et logeurs peuvent, tout en restant des gens considérés, exploiter la prostitution. Seuls les voisins peuvent, en cas de scandale, exiger des dommages-intérêts; sur ce point la jurisprudence n'a guère varié depuis les arrêts du Parlement de Paris des 11 septembre 1542 et 10 février 1544 qui annulent des baux consentis à des femmes dissolues et forcent les propriétaires à les expulser. Nous ne reviendrons pas sur la jurisprudence contemporaine en la matière que nous avons étudiée au chapitre de l'outrage.

Mais la victime directe du proxénétisme, ne peut-elle rien ?

Nous pensons au contraire que par son action, nous pourrions atteindre toutes les maisons à façade mensongère qui l'auront embauchée pour la prostitution. Elle a, si l'on veut bien ne pas ergoter sur son plus ou moins de bonne foi, le droit de dire par exemple au patron d'une brasserie : « Vous m'avez arrêtée pour servir à table et non ailleurs ; je me suis trouvée dans un lieu de débauche ; sous peine d'être jetée à la porte et sans pain, j'ai été entraînée à commencer ou à continuer le métier de prostituée, vous me devez des dommages-intérêts. » Au directeur d'un théâtre, elle pourra dire : « Vous me devez

au moins le salaire minimum qui doit assurer mon existence ; en ne me payant pas ou en me donnant un traitement dérisoire, vous comptez sur le vice pour me nourrir ; vous vous faites ainsi trafiquant de débauche ; vous devez maintenant réparer le mal que vous avez causé. » Nous ne craignons pas d'affirmer qu'un tel raisonnement pourrait parfaitement tenir, adressé à nombre de commerçants et de patrons d'usines ; que de pieuses dames de charité ont leurs sacs à aumônes gonflés du produit de la prostitution de malheureuses ouvrières !

Une terrible responsabilité pèse aussi sur les petites bourgeoises qui, voulant avoir des servantes à bon marché, arrachent de la campagne des petites filles qu'elles amènent au milieu de la corruption des villes, les faisant coucher seules au sixième étage, ne s'occupant pas de leurs fréquentations, les courbant sous des travaux excessifs et, à la moindre plainte, les laissant sur le pavé. Celles-là aussi sont au fond coupables d'excitation à la débauche, car il ne se peut pas qu'elles n'aient pas prévu les conséquences de leurs actes : le moindre petit catéchisme enseigne que les maîtres doivent s'occuper de leurs serviteurs comme de leurs enfants ; elles l'ont sans doute oublié, car elles paraissent s'en soucier fort peu ; si de bons dommages-intérêts, et ils sont possibles de par l'article 1380, venaient le leur rappeler, elles seraient sans doute plus prudentes. Le profit

pour la moralité publique ne serait pas mince, car on sait le contingent fourni par « les petites bonnes » à l'armée de la prostitution.

La vilité des salaires et le chômage sont les plus importants des facteurs de la débauche ; certes, on ne voit guère comment notre industrie moderne pourrait s'adapter aux coutumes du « bon vieux temps » où, sous le nom de « serfs », les travailleurs d'alors étaient sûrs de rester attachés au sol, d'y passer toute leur vie en famille sans grand souci du lendemain, sans crainte d'être chassés de leurs chaumières et sûrs d'y être toujours nourris. Aujourd'hui on ne peut forcer l'industriel à garantir à l'ouvrière sa vie jusqu'à dernier son jour : la Révolution a supprimé, comme l'a dit Karl Marx, les liens qui unissaient l'homme à l'homme pour ne laisser subsister que le froid argent comptant ; mais on peut exiger qu'il paie un salaire de vie et non de famine, parce qu'en n'offrant que celui-ci, il compte sur la débauche pour y suppléer.

L'exemple le plus typique d'une telle spéculation nous est offert par l'industrie du théâtre. A côté de ceux qui ne visent vraiment qu'à l'art, il est malheureusement trop de directeurs qui ne songent à organiser que des exhibitions féminines et des salles de rendez-vous ; ils comptent au fond sur les profits de la débauche pour parer les salaires nuls ou minimes ; ils ne craignent pas, pour monter leurs pièces, de

faire appel à des amants généreux et ainsi « de partager sciemment le produit de la prostitution » suivant l'expression de la loi sur l'exercice du métier de souteneur.

Tout cela est navrant pour les mœurs, pour l'art qui se ferme de plus en plus à l'honnête femme et pour le respect que l'étranger emporte de notre pays.

Au point de vue patriotique, le pouvoir devrait réagir contre un pareil état de choses, d'autant plus que les Etats voisins ne le connaissent pas. Le correspondant en Angleterre d'un de nos grands quotidiens écrivait à propos d'une étude sur Londres (1) : « Combien de Français voudraient croire que chanteurs, acteurs, danseuses, artistes de toute sorte, de l'étoile de première grandeur au simple figurant, forment en Grande-Bretagne et en Irlande une classe très respectable et respectée à bon droit de la population ? Leurs mœurs sont celles de la moyenne de la population ; je dirai même que l'atmosphère, comme on dit, des gens de théâtre est plus pure que celle de la moyenne. Un grand nombre d'acteurs et d'actrices sortent des classes supérieures, de la haute et moyenne bourgeoisie. Cela tient aussi au caractère du théâtre qui s'est maintenu jusqu'à ces dernières années à une grande hauteur de mœurs, sinon d'idées ; malheureusement l'adaptation des pièces fran-

1. *La Croix*, 17 février 1917.

çaises à une grande vogue... Mais la raison qui contribue surtout à faire des gens de théâtre anglais une classe respectable, c'est qu'ils ont réussi à exiger des salaires qui leur permettent de vivre au moins modestement. Je veux dire qu'une danseuse, une figurante, peut rester et reste presque toujours une honnête femme et qu'elle est respectée et respectable. Aussi ne s'étonnera-t-on plus quand je dirai qu'il existe une confrère catholique des acteurs, actrices et artistes de théâtre, dont les membres pratiquent leur religion et dont la religion n'est pas seulement une « affaire de dimanche » comme on dit ici, mais la principale affaire, celle de la vie quotidienne. Anglais, Irlandais, nés catholiques ou convertis, fréquentent les églises de ce quartier ; l'une d'elles surtout, placée exprès dans ce centre spécial, voit de nombreux artistes descendre les marches qui conduisent dans sa petite nef sombre, pieux adorateurs, pendant toute la semaine. J'ai connu un agent théâtral dont la vie était aussi édifiante que celle d'un moine ; les jeunes filles qui lui étaient confiées et allaient apprendre chez lui leur métier étaient en sûreté et leurs parents le savaient. Ils est mort en saint, en vrai disciple de saint Genest, martyr et héros de la tragédie de Rotrou ; ils appartenait à une famille d'excellents catholiques. Certes tout ceci est réellement incroyable pour des Français : ce n'est que peu à peu et n'en croyant que le témoignage de

mes yeux et celui des personnes les plus dignes de foi, prêtres et laïques, que j'ai pu croire à ce qui est la vérité quelque étonnante qu'elle soit. » Nous avons tenu à rapporter cette citation quoiqu'un peu longue, car nous aimerions voir naître en France quelque chose d'analogue, et nous ne sachons pas que rien de semblable ait jamais été tenté.

Mais, pour en revenir à l'état de choses général malheureusement si indiscutable, on nous objectera que pour le changer il faudrait des dispositions législatives. Sans doute, celles-ci ne nuiraient pas : seules, elles pourraient en ce qui concerne les majeurs de vingt et un ans instituer des peines pour l'excitation à la débauche ; mais, outre que nos législateurs ont des soins qu'ils estiment plus pressants, la jurisprudence nous paraît apte à faire quelque chose. Pour les mineurs au point de vue pénal et civil et aussi pour les majeurs au seul point de vue civil, les tribunaux sont suffisamment armés pour condamner beaucoup de proxénètes, de quelque nom qu'on décore leurs industries, si celles-ci sont alimentées en tout ou en partie par des ressources qui ne peuvent être fatalement tirées que de la prostitution.

CHAPITRE VI

La Contamination

C'est un des plus grands fléaux sociaux résultant de la débauche.

A première vue, il peut sembler ne pas rentrer dans le cadre de notre étude, puisque nous avons à maintes reprises proclamé le grand principe de l'indépendance humaine ; mais, en y réfléchissant, on verra que des innocents peuvent pâtir de la contamination et qu'aussi on peut assimiler aux manœuvres dolosives, qui nous ont permis de poursuivre la séduction, la dissimulation de la maladie. En outre, ici encore, au point de vue social, la condamnation du coupable, volontaire ou imprudent, nous paraît être le moyen le plus pratique de réduire la contagion.

Il y aurait des volumes à écrire sur l'histoire des maladies vénériennes et sur les moyens légaux qui furent employés, suivant les peuples et les époques, pour essayer de les enrayer ; ce qui paraît certain, c'est que le système actuel, qui est la réglementation

par la police de la prostitution, n'a pas donné les résultats qu'on semblait en attendre. Cela a été constaté officiellement.

On se rappelle qu'après l'affaire Forissier du 18 juillet 1903, le gouvernement avait nommé une commission extraparlamentaire pour enquêter sur le régime des mœurs; la commission vota l'abolition de cette police après avoir constaté qu'elle était au point de vue de la morale extérieure et du droit une iniquité et au point de vue de l'hygiène l'organisation ou tout au moins la sanction de la contagion, l'homme pouvant toujours propager le mal.

L'homme en effet, dans cette question, nous paraît avoir un rôle bien plus actif que la femme en ce sens que celle-ci est beaucoup plus jeune que lui quand elle devient débauchée et contaminée. Le docteur. Le Pileur a fait de 1890 à 1899 à l'hôpital de Saint-Lazare une statistique d'où ressort cette moyenne que la fille est déflorée à seize ans, prostituée à dix-sept et syphilitique à dix-huit ans. Aucun calcul aussi exact ne peut être fait en ce qui concerne l'homme, mais on sait assez que les moyennes qu'on en tirerait correspondraient à des âges beaucoup plus avancés.

En droit, il est donc tout à fait odieux que la propagation de la contamination soit permise aux êtres les plus forts, les plus âgés, les plus riches, alors

qu'elle conduit à une véritable détention les plus faibles, les plus jeunes, les plus deshérités.

On ne peut même pas dire qu'en tant qu'elle s'applique au sexe féminin, une pareille institution met celui-ci hors d'état de nuire : une superficielle visite médicale a lieu chaque quinzaine alors qu'il en faudrait une très approfondie après chaque rapport, nous devrions même dire après chaque rencontre, puisque le moindre contact des lèvres suffit amplement pour propager le mal.

Puis, est-ce un bon moyen d'empêcher la débauche que de dire aux jeunes gens qu'il y a pour eux des moyens de s'y livrer sans danger ? Outre que c'est un mensonge, c'est une invite trop souvent entendue.

L'organisation actuelle, contraire à la morale, contraire à la justice, est donc non seulement inefficace, mais encore nuisible.

Cependant le mal va croissant, et il faut l'enrayer.

Un ancien conseiller municipal de Paris M. Louis Fiaux, vice-président de la Fédération pour l'abolition de la police des mœurs, a proposé de faire de la contamination un délit pénal⁽¹⁾. Il se réclame d'opinions des plus autorisées telles que celles de MM. Le Poittevin et Charles Gide, professeurs à la Faculté de droit et du sénateur Bérenger ; il démontre

1. *Le Délit pénal de contamination intersexuelle.*

que la maladie comme la blessure cause un préjudice ; sans doute sa transmission peut être involontaire, mais la blessure aussi peut être involontaire et elle n'en est pas moins cependant dans ce cas prévue et punie par notre Code pénal.

M. Dolléans, professeur de droit, après avoir examiné (1) les différentes thèses relatives à la lutte contre la contamination, fait remarquer que la théorie qui considère celle-ci comme un délit civil se fonde sur le principe de la responsabilité objective qui met à la charge de toute activité les conséquences de ses actes ; il ne voit pas pourquoi l'acte sexuel échapperait à la loi générale et il ajoute : « Les adversaires du délit pénal confondent l'état de maladie et l'acte de contamination. Cependant, ce sont deux choses qui doivent être dissociées et le sont souvent en réalité : l'un est un état, c'est-à-dire un fait de passivité, l'autre est un acte, c'est-à-dire un fait de d'activité. On peut être malade sans contaminer en restant dans son isolement naturel. La contamination nécessite la rencontre acceptée ou recherchée avec un partenaire bien portant. L'institution du délit a pour intention non de frapper les malades vénériens, mais de les empêcher de transmettre à autrui leur maladie. »

Il est certain que la loi pénale punit celui qui verse

1. *La Police des mœurs*, 1903.

à un autre du poison, que ce soit volontairement ou par négligence ; or le virus est un poison. Nous pensons qu'aucun parquet ne refuserait de poursuivre un tuberculeux qui cracherait ses bacilles dans le verre de son voisin ; n'est-ce pas la même chose pour tous les microbes morbides quelles que soient les conditions dans lesquelles ils évoluent ? On n'a pas plus le droit de communiquer le poison qu'on produit soi-même que celui qu'on achète chez un pharmacien. Nous pensons donc qu'il n'y a besoin d'aucun appel à nos législateurs pour poursuivre pénalement les contamineurs, puisque nos lois répriment les blessures même causées par imprudence.

M. Louis Fiaux, qui préconise l'institution d'un délit spécial, ne voudrait pas cependant que le ministère public soit chargé de le poursuivre. Il est certain que de lui-même, la chose ne lui serait pas aisée ; mais, sur la dénonciation de la victime, il serait en droit qualifié pour agir. Sans doute, est-ce la constatation qu'en fait son action est presque nulle dans les questions de mœurs qui incite l'auteur à préconiser la constitution de partie civile avec plainte directe au juge d'instruction. La poursuite directe devant le tribunal nous paraît encore plus simple.

Il est certain que le jour où, sous la poussée de l'opinion, les magistrats, d'après une loi nouvelle ou en se servant des articles actuels du Code,

condamneront les coupables qui auront sciemment ou par imprudence propagé le fléau, ils feront une grande œuvre patriotique quant à la régénération physique de la race. La maladie reculera, car l'homme puni au premier attentat évitera les autres ; l'exemplarité de la peine sera une menace pour les débauchés qui s'abstiendront ; quant à la victime, si elle garde le silence, au moins elle ne contaminera pas pour ne pas être traitée en coupable à son tour.

Nous ne sachons pas que l'application des peines prévues par les articles 309, 311 et 320 du Code pénal ait jamais été demandée pour des faits de contamination par les parquets, ni même par voie de citation directe, aux tribunaux répressifs, bien que la demande eût été des plus soutenables ; mais nous avons de nombreuses décisions de justice émanant de la juridiction civile.

Les instances en divorce ou séparation de corps ont souvent à statuer sur les réparations qu'un époux doit à l'autre pour faits de contamination. Les statistiques que nous avons citées tout à l'heure nous font en effet constater que sur cent femmes syphilitiques, on en trouve dix-neuf de mariées, soit une sur cinq.

L'époux qui a communiqué le mal est tenu à des dommages-intérêts qui se présentent souvent sous la forme de pensions. Il n'est même pas bien entendu nécessaire que ce soit intentionnellement que le mal

ait été communiqué. Un jugement du tribunal de la Seine (1) n'avait pas voulu voir une faute dans l'imprudence d'un mari imparfaitement guéri ; il était ainsi motivé : « Attendu que s'il est établi par les documents de la cause que, quelque temps après le mariage, la dite dame a été atteinte d'une maladie présentant des symptômes d'un caractère syphilitique, ces accidents ont été reconnus médicalement pour être d'une nature secondaire et paraissant remonter à une époque relativement lointaine ; qu'en admettant que R... ait communiqué la dite maladie à sa femme, ce que du reste il ne dénie pas, il n'est pas établi qu'il ait contracté cette maladie depuis le mariage, que du reste la dame R... n'apporte pas la preuve que son mari la lui ait communiquée volontairement ou de mauvaise foi... ». La Cour d'appel infirmera le jugement (2) « considérant que le mari connaissait parfaitement son état et la nature de sa maladie, que c'est avec cette parfaite connaissance et sans s'être assuré au préalable s'il était guéri et en état de contracter honorablement mariage » qu'il s'était marié.

Les décisions sont nombreuses aussi en ce qui concerne les indemnités réclamées par des nourrices contaminées par les enfants à elles confiés. La Cour de Poitiers, infirmant un jugement du tribunal de

1. 9 avril 1894.

2. 12 août 1895 (Sirey, 1895.2.312).

Niort (1), a bien déclaré (2) que l'Assistance publique n'était pas responsable envers la nourrice qui a contracté une maladie syphilitique en allaitant l'enfant qui lui a été confié, alors qu'aucune faute ne peut être établie à la charge de ladite administration, mais la Cour de Paris, confirmant un jugement du tribunal de la Seine (3), a décidé le contraire (4) en condamnant à 7.000 francs de dommages-intérêts l'Assistance publique qui, avant de confier un enfant à une nourrice, ne l'avait pas soumis à un examen sérieux et approfondi, alors surtout qu'il était malingre et que son origine était inconnue. La Cour de Lyon, infirmant un jugement du tribunal de Saint-Etienne (5), a condamné, dans des circonstances semblables, des parents à payer 5.000 francs à une nourrice par les considérants suivants (6) : « attendu qu'aux termes mêmes du rapport, il est un fait absolument certain, c'est que l'enfant M... ne peut avoir été contaminé par sa nourrice la femme D... ; attendu que la femme D... a été à son tour, peu de temps après, reconnue atteinte du même mal et qu'il est pleinement établi qu'elle l'a tenu de ce nourrisson ; attendu que la syphilis

1. 5 juillet 1892.

2. 26 décembre 1892 (Dalloz, 1893.2.349).

3. 1^{er} avril 1892.

4. 24 février 1893 (Dalloz, 1893.2.189).

5. 17 juillet 1899.

6. 15 juin 1901 (Sirey, 1902.2.40).

dont celui-ci était atteint s'est révélée par des accidents généraux qui n'ont laissé aucun doute sur le caractère héréditaire et congénital ; qu'il est d'ailleurs de principe que toute syphilis qui au cours des deux premiers mois de la vie se révèle par des accidents de cette nature, provient de l'hérédité... » ; la Cour blâme ensuite l'imprudence des parents disant que leur préoccupation aurait dû être « d'autant plus naturelle que les experts ont constaté sur la femme M... des marques d'adénopathie cervicale et inguinale, affection des glandes d'origine suspecte qui ne pouvait être ignorée du mari et que cette particularité était de nature à mettre M... en garde au sujet de leur enfant. »

Les nourrices ont parfois cherché des responsabilités plus lointaines que celle de ceux qui leur avaient confié les enfants. C'est ainsi que la Cour de Lyon, confirmant un jugement du tribunal civil de Lyon (1), déclara (2) que le directeur d'un bureau de nourrices ne pouvait être déclaré responsable d'un fait de communication du mal vénérien attribué par une nourrice au nourrisson qui lui avait été confié par l'entremise d'un agent de ce bureau si le placement a été conclu dans le lieu de résidence de la nourrice et si celle-ci a eu le tort d'accepter l'enfant sans réclamer une visite médicale.

1. 29 août 1867.

2. 8 février 1868 (Dalloz, 1869.2.195).

La Cour de Dijon a eu à statuer (1) sur la prise à partie d'un médecin ; elle a dit à ce sujet que celui-ci appelé à donner des soins à un enfant nouveau-né sur lequel il constate des symptômes d'une maladie syphilitique et qui laisse ignorer à la nourrice la nature contagieuse de ce mal est responsable envers elle, quoiqu'il ait prescrit un traitement pour celle-ci et pour l'enfant, du fait ultérieur de communication syphilitique que sa réticence a laissé accomplir, mais qu'il n'en est pas de même si l'inoculation est déjà un fait accompli lorsqu'on a recours à lui.

La question de contamination vénérienne s'est posée aussi à propos de la loi sur les accidents du travail : le juge de paix du troisième canton de Lyon a condamné un patron assigné par un ouvrier contaminé par un objet infecté ; sur appel, le tribunal (2) a confirmé la sentence.

La jurisprudence est aujourd'hui unanimement fixée pour dire que, même dans les rapports illégitimes, le contamineur, conscient ou non, est tenu à réparer les conséquences de son acte. Nous ne citerons qu'un arrêt de la Cour de Paris (3) confirmant un jugement du tribunal de la Seine (4) qui

1. 14 mai 1868 (Dalloz, 1869.2.195).

2. 7 août 1902.

3. 12 janvier 1904 (Dalloz, 1904.2.157).

4. 29 janvier 1903 (Dalloz, 1903.5.655).

avait condamné à douze mille francs de dommages-intérêts un contamineur par les attendus suivants : « attendu que pour se soustraire à la réparation du préjudice qu'il a ainsi causé à la mineure C... d'A... allègue vainement dans ses conclusions du 24 octobre 1902 que la démonstration fut-elle faite que la demoiselle C... aurait contracté la syphilis dans ses relations avec d'A..., il n'en résulte pas pour elle un droit à des dommages-intérêts, que la communication d'une maladie quelconque, vénérienne ou autre, ne pouvait constituer une faute que si elle était intentionnelle ; attendu que ces conclusions de d'A... ne sont aucunement fondées, la communication d'une maladie contagieuse constituant une faute alors même qu'elle n'a pas eu lieu intentionnellement et qu'elle résulte d'une imprudence ou négligence de celui qui en est atteint ; attendu que d'A... n'est pas plus fondé à soutenir que l'action en dommages-intérêts de la mineure C... ne serait pas recevable comme ayant pour cause un acte immoral de ladite mineure ; attendu en effet que la demande de C... es nom n'a pas pour base et pour cause l'acte immoral accompli par la mineure C... lorsqu'elle s'est donnée à d'A... mais la faute odieuse commise par le défendeur qui n'a pas craint de communiquer la terrible maladie... »

Commentant cet arrêt, M. Leloir, substitut du procureur général, écrivait : « Si la communication

avait eu lieu intentionnellement ou, ce qui est plus commun, par suite d'une lourde imprudence, d'une impardonnable incurie, peut-être pourrait-on appliquer à celui qui s'en serait rendu coupable les articles 309 et suivants ou l'article 320 du Code pénal. Quant à la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1383 du Code civil, qui pourrait douter qu'elle ne soit pleinement engagée ? » Et plus loin, il ajoutait : « Lorsqu'il s'agit d'un délit civil, la responsabilité des fautes ne comporte pas les distinctions généralement admises à propos des fautes contractuelles ; la faute, si légère soit-elle, suffit pour engager la responsabilité de son auteur. C'est par application de ce principe que le tribunal et la Cour ont pu juger dans l'espèce ci-dessus que l'auteur de la contagion était responsable, bien que s'étant peut-être, à un certain moment, considéré comme guéri... On est responsable, non seulement pour n'avoir pas été vigilant, mais aussi pour avoir ignoré, alors qu'on aurait pu prévoir. »

De toutes ces constatations, il ressort que si les victimes étaient mieux instruites de leurs droits, de nombreuses instances seraient engagées qui, se terminant par des condamnations semblables, feraient plus pour la lutte contre la prostitution que le régime policier de bon plaisir admis de nos jours et réservé aux créatures les plus malheureuses et les plus faibles.

CHAPITRE VII

La Recherche de la paternité

Nous venons d'étudier les cas où les victimes des actes contraires aux bonnes mœurs ont été directement visées par les auteurs des dits actes ; nous allons voir maintenant ceux où des tiers souffrent de leurs agissements.

Le plus intéressant de tous ces tiers est sans contredit l'enfant : aucune faute, aucune négligence ne peut lui être reprochée et, presque toujours, une vie entière de souffrance et de malheur est la conséquence d'une naissance en dehors des lois de la société.

Ici encore, le droit de la Révolution, en rêvant une égalité qui ne saurait exister, a rendu désastreuse la condition de la presque totalité des enfants naturels. En décrétant que ceux-ci auraient, une fois reconnus, les mêmes droits que les enfants légitimes, il a dû, effrayé du principe qu'il venait de promulguer et pour ne pas rendre illusoire la constitution

de la famille, empêcher que ces enfants puissent demander à être reconnus. Dans notre ancien droit, il était loisible à tout enfant naturel de rechercher son père et d'obtenir de lui des aliments et un établissement ; la Révolution, en lui promettant même place que l'enfant légitime, l'a privé en fait des aliments et de l'établissement qu'il obtenait autrefois.

C'est qu'en effet, une société ne peut pas exister sans que les familles qui la composent soient solidement constituées ; pour cela, il faut que le mariage, qui est la base de la famille, engendre une situation légale qui ne puisse être entamée ni quant au rang de la femme légitime, ni quant à la place occupée par les enfants qui en sont issus, ni quant à la dévolution des biens. Mais, ceci posé, il faut cependant, sous peine de fouler aux pieds toute justice et toute charité, s'occuper des êtres qui sont nés en dehors de la situation normale.

Ces enfants, n'étant pas issus d'un mariage régulier, ne sauraient se targuer des lois régissant le mariage ; mais, jetés dans le monde sans ressource et sans protection, ils ont un droit évident à s'adresser aux auteurs de leur naissance pour leur demander la réparation de l'état dans lequel ils les ont placés. C'est ce qui fut de tout temps admis par notre ancien droit comme étant la logique même. Il faut ici reconnaître que si nos rois, soumis comme les autres hommes aux entraînements humains, eurent parfois

des relations qui firent scandale, ils eurent aussi le courage de montrer comment on devait réparer le mal après l'avoir commis : sauf le cas, du reste unique et vite annulé au début du règne suivant, où l'un d'entre eux (1) dépassa pour ses bâtards ce que lui permettaient les lois du royaume, il faut convenir que l'exemple qu'ils donnèrent en reconnaissant et en établissant leurs enfants illégitimes fut conforme au devoir.

Toutes nos vieilles coutumes ont consacré l'obligation pour les parents d'entretenir leur enfant naturel ; Loysel (2) l'a résumée ainsi : « Qui fait l'enfant doit le nourrir ». Nous lisons aussi dans Pothier : « Lorsqu'une fille, ou veuve, est grosse des faits d'un homme, sur la plainte qu'elle forme contre lui et sur l'intervention du ministère public, cet homme, s'il en convient ou s'il en est convaincu, doit être condamné à se charger de l'enfant, à le faire élever dans la religion catholique, à lui fournir des aliments nécessaires et à lui apprendre un métier, lorsqu'il sera en état d'en apprendre un, pour le mettre en état de gagner sa vie. »

La recherche de la paternité était donc libre. N'entraînant qu'un droit d'aliments et d'établissement, et ne touchant pas aux prérogatives justement résér-

1. Louis XIV.

2. *Institutes coutumières*.

vées au mariage, elle ne nuisait pas à l'ordre social et la loi, au contraire, l'encourageait.

Un édit royal de 1556 enjoignait formellement aux filles enceintes de déclarer devant un officier public leur grossesse ; elles étaient engagées à en désigner l'auteur ; cette désignation constituait une grave présomption qui devenait encore plus sérieuse lorsqu'elle était maintenue dans les douleurs de l'enfantement et, comme les maîtres n'avaient pas alors que des droits mais aussi des obligations morales de veiller sur les mœurs de leurs gens, on tenait grand compte de la déclaration d'une fille qui rejetait la paternité de son enfant sur un individu dont elle avait été la servante au moment de la conception.

Quelles étaient, une fois la paternité établie, les obligations du père ? Nous l'avons dit, élever et entretenir l'enfant. Fournel, avocat au Parlement, dans un ouvrage sur la séduction (1), au frontispice duquel il a mis cette devise qui rend un peu rêveur : *utere non abutere*, nous apprend ce que les Parlements entendaient par ces obligations.

En général l'enfant étant laissé à la mère : la grande logique de nos pères ne voulait pas confier la garde d'un enfant à celui qui avait commencé par le renier hautement et qui pouvait avoir quelque intérêt à le voir périr ; mais le père, qui fournissait

1. *Traité de la séduction considérée dans l'ordre judiciaire*, 1781.

la pension, avait un droit de surveillance. Si les parents donnaient l'un et l'autre des inquiétudes pour l'éducation de l'enfant, les juges pouvaient ordonner le placement de celui-ci. Quant à la pension, elle dépendait de la situation des parties et était proportionnelle aux besoins de l'enfant.

Un arrêt de Toulouse (1) fixe une pension de 100 livres jusqu'à l'âge de huit ans et de 150 livres jusqu'à celui de quatorze ans. Nous voyons aussi un sieur Bernard de Marsange condamné, par arrêt de Paris (2), à payer pour son enfant 200 livres pour les deux premières années et 500 livres de deux à cinq ans.

Le père était tenu souvent de communiquer aux juges l'état de sa fortune pour permettre à ceux-ci d'évaluer la pension et la condition qu'il devait donner à l'enfant. Un curieux arrêt, rendu au Parlement de Paris (3), sur conclusion de l'avocat général Le Nain, donne gain de cause à deux enfants naturels que Jacques Guérin, bourgeois du Mans, avait eu de sa servante et qui, sans métier aux âges de seize et dix-sept ans, demandaient à leur père de leur faire apprendre ceux de drapier et de cirier, alors que celui-ci leur offrait ceux de boulanger, de boucher et de serger ; l'arrêt déclare qu'il était de

1. 9 mars 1675.

2. 14 octobre 1775.

3. 18 juin 1707.

l'intérêt public que les enfants fussent élevés selon l'état et les facultés des parents, et que les métiers de boucher, boulanger et serger étaient vils et mécaniques et ne remplissaient pas l'obligation du père.

Cette obligation ne se bornait pas à donner un métier, elle s'étendait à la nécessité de mettre l'enfant à portée d'en faire usage en payant les frais de maîtrise.

Quand il s'agissait d'une fille, son établissement consistait souvent en une dot. Un arrêt du parlement de Paris rendu (1), sur conclusions conformes de l'avocat général Bignon, condamna les héritiers du sieur Collet, conseiller en la Cour des aides, à payer à la fille naturelle de celui-ci, Madeleine Collet, alors âgée de plus de vingt-cinq ans, une dot de 2.000 livres.

Un autre arrêt (2) condamna un gentilhomme du nom de L'Huillier à donner à sa fille naturelle, Marie, une somme de 800 livres.

Le Parlement d'Aix (3) attribua sur sa demande à Marie-Anne, batarde d'Albret, une somme de 800 liv. alors que le testament de son père ne lui en laissait que 75.

Un arrêt de Paris (4) adjugea à la fille naturelle, âgée de quinze ans, du feu sieur Bonnier de la Mois-

1. 12 janvier 1638.

2. 24 juillet 1657.

3. 15 mai 1678.

4. 19 juillet 1752.

son, trésorier des Etats du Languedoc, outre une pension de 800 livres, une somme de 20.000 payables lors de son établissement.

Nous trouvons même certains arrêts condamnant l'aïeul à fournir des aliments à son petit-fils naturel ; ajoutons cependant que cette jurisprudence fut rejetée par un arrêt (1) rendu contre les conclusions de l'avocat général de Lamoignon: Pourtant la responsabilité des grands-parents resta entière chaque fois qu'il fut établi qu'ils avaient souffert, sans tenter de l'empêcher, l'inconduite de leurs fils. Il en était de même aussi quand il s'agissait d'un mineur qui avait usé d'artifices pour séduire : ses parents en étaient alors responsables.

Ajoutons que le bâtard avait droit au nom de son père.

Voilà quelle était la législation à la veille de la Révolution.

Le Code civil a aboli toutes ces règles.

Lorsqu'on se reporte aux raisons qui furent données de cette abolition, on ne peut vraiment s'empêcher de sourire.

Pour empêcher la recherche de la paternité, Cambacérès, dans son discours préliminaire du projet de Code civil, s'écriait : « Les mœurs auront des ennemis en moins et les passions un frein de plus. Les

1. 5 août 1689.

femmes deviendront plus réservées quand elles sauront qu'en cédant, sans prendre des précautions pour assurer l'état de leur postérité, elles en seront seules chargées. Les hommes deviendront plus attentifs et moins trompeurs lorsqu'ils verront que des promesses faites par le sentiment ne sont plus en jeu et qu'ils sont tenus de tous les devoirs de la paternité envers des enfants qu'ils auront signalés comme le fruit d'un engagement contracté sous la double garantie de l'honneur et de l'amour ».

Il était difficile d'émettre une opinion plus ridicule : prétendre qu'un homme sera moins trompeur quand il saura qu'il n'a aucun risque à tromper et que la femme ne se laissera plus séduire quand elle saura qu'un enfant pourra rester à sa charge, c'est d'une naïveté qui dépasse toute expression.

L'argument de Bigot-Préameneu était plus spécieux quand il disait qu'il ne voulait pas que « l'homme dont la conduite était la plus pure, celui dont les cheveux avaient blanchi dans l'exercice de toutes les vertus, ne se soit pas trouvé à l'abri des attaques d'une femme impudente ou d'enfants qui lui étaient étrangers. »

Mais, si l'on admettait cette façon de voir, ne serait-on pas obligé, sous prétexte d'éviter le scandale, de refuser l'action en justice dans des cas infinis ? Est-ce que tout procès pénal n'est pas scandaleux et est-ce que « tout homme dont la conduite

est la plus pure » ne peut pas être assigné pour une raison ou une autre par un adversaire impudent ? Bigot-Préameneu oublie trop que ce qu'il y a de déshonorant, ce n'est pas l'assignation, mais la condamnation, et que celle-ci ne doit intervenir que lorsque la preuve est faite. Si vraiment un homme n'a rien à se reprocher, une femme impudente courrait trop de risques à l'appeler en justice. Le vrai scandale n'est pas dans une action intentée parfois à la légère, il est dans le déni de justice.

Napoléon I^{er}, rapportant tout à l'Etat, disait : « La société n'a pas d'intérêt à ce que les bâtards soient reconnus. » C'est une grave erreur : la société a intérêt à faire régner la justice, à diminuer le nombre des parias révoltés et à s'exonérer de l'entretien d'enfants abandonnés.

Cependant, malgré toutes les raisons si nombreuses qui militaient pour la conservation de nos vieux usages, malgré les efforts de bien des gens de cœur et de raison, la Révolution voulait détruire pour détruire ; il fallait bouleverser toutes les institutions du passé ; c'était un principe qui l'emportait sur toute autre considération. Le Code édicta donc la prohibition de la recherche de la paternité.

Les principaux arguments des défenseurs du système du Code étaient : la difficulté de la preuve, la crainte du chantage et le respect de la famille et des mœurs. Voyons-les donc.

En ce qui concerne les deux premiers, on ne peut guère les trouver sérieux.

Depuis quand donc la difficulté d'une preuve à apporter peut-elle mettre obstacle à un droit ? C'est trop confondre ici le principe d'un droit avec son exercice. Quel est le droit qui pourrait résister à une pareille conception ? Sous prétexte que, dans tel ou tel cas, la preuve sera difficile à faire, est-ce une raison pour fermer la porte des tribunaux à tous ceux qui auront à arguer d'un droit de cette nature ?

Qu'une preuve soit ou non difficile à établir, c'est l'affaire de celui qui intente l'action et de ceux qui sont chargés de la juger ; ce n'est pas l'affaire du législateur.

Du reste, dans le cas spécial qui nous occupe, où donc voit-on que la preuve soit si difficile à établir ? Est-on si difficile que cela quand il s'agit de la filiation des enfants légitimes ? On se contente pour eux de la simple supposition de la paternité du mari. M. Cussac développe fort bien cette idée quand il dit : (1) « au fond, il n'existe qu'une preuve irréfutable de la paternité du défendeur et elle se trouve réalisée dans le cas où celui-ci a tenu la mère en chartre privée pendant toute la durée de la conception ; mais, ces mœurs ne se pratiquant pas dans notre pays, le législateur, quand il ne veut pas refu-

1. *Les Preuves de paternité naturelle*. Lille, 1912.

ser tout droit à l'enfant, doit suppléer par des présomptions à l'absence d'une preuve décisive et le Code allemand s'est prononcé en faveur d'une présomption unique applicable à tous les cas et reposant sur des faits dont la constatation est facile. » L'article du Code allemand auquel il est fait ici allusion est l'article 1717 qui dit : « est réputé père de l'enfant illégitime... celui qui a cohabité avec la mère pendant l'époque de la conception » ; pendant cette période, un seul rapport sexuel suffit. C'est au défendeur à faire la preuve contraire, comme il appartient au mari de désavouer l'enfant qu'il prétend n'être pas de lui.

Quand à la crainte du chantage, c'est l'éternelle objection de tous ceux qui ont peur qu'on fouille dans leur vie. Il importe de bien distinguer ce qui est le véritable chantage de ce qui n'est que l'exercice d'un droit : le premier est l'acte de celui qui ayant surpris quelque action blâmable où il n'a rien à voir fait payer son silence par le coupable ou sa famille ; c'est un délit qu'il faut réprimer et durement ; mais notre société qualifie souvent improprement du nom de chantage ce qui n'est que l'exercice d'un droit. Si une pauvre fille séduite se fait, sous la menace de révélations, donner une somme par son séducteur, on dit qu'elle fait du « chantage » ; au fond, elle ne fait qu'user du droit que nous avons tous, pour quelque fait que ce soit, de transiger pen-

dant ou avant toute instance et pour quelque prix qui nous convient, avec celui que nous aurions le droit d'assigner devant les tribunaux. Faut-il, sous prétexte de chantage possible, refuser le droit de poursuivre à tous ceux qui sont victimes d'un fait dommageable ? Si on admettait une semblable théorie, ce serait la suppression de la justice.

Pour ce qui est du respect de la famille, il ne faut pas non plus l'exagérer. Certes, la famille est la base de la société, mais lui adjoindre des branches bâtar-des n'est pas fait pour l'affaiblir. Ce qu'il faut, c'est faire la distinction nécessaire entre les liens de famille et ceux de parenté naturelle : « La famille dans tous les temps, dit M. Ambroise Colin (1), apparaît comme un groupement social organisé par la coutume ou par la loi et plus ou moins artificiel, en ce sens que les principes de ce groupement peuvent varier selon les époques et les races. » C'est ce groupement qui doit rester en dehors des atteintes de la parenté naturelle et alors, n'empiétant plus sur lui, celle-ci pourra être reconnue. M. Haléwyck, chargé en 1906 de présenter un rapport sur la question au ministre de la Justice de Belgique, a bien fait le départ nécessaire lorsqu'il a dit : « c'est une faute de commencer par attacher à la recherche de la paternité des effets considérables et étendus ; on

1. *De la protection de la descendance illégitime au point de vue des preuves de la filiation* (Revue de droit civil, 1901).

est alors effrayé de ses conséquences et, pour éviter les graves perturbations qui résulteraient d'une décision erronée, on soumet les preuves aux conditions les plus rigoureuses. Il en résulte que les actions en recherche de paternité échouent et que la loi reste lettre morte ». En résumé, il faut que chaque fois que cela est possible, ce qui est presque toujours, le lien naturel de la filiation soit établi, mais que ce lien, ne créant que des obligations très précises et très strictes, laisse en dehors de son domaine tout ce qui, comme les règles de puissance et de succession, ne peut être créé que par la famille.

Nous avons déjà, à propos du discours de Cambacérès, répondu en ce qui concerne l'objection morale pour la prohibition de la recherche de la paternité ; ajoutons-y cette réflexion du père Toulement qui écrivait en 1874 (1) : « La loi actuelle semble agir d'une certaine manière sur le sexe féminin pour le détourner de la tentation de se laisser séduire. Mais en réalité, elle ne fait que l'exposer davantage à ce péril, parce qu'en assurant l'impunité à l'autre sexe, elle l'invite en quelque sorte et le provoque à le séduire ; c'est-à-dire qu'en présence de deux forces qui concourent très inégalement à la séduction, la loi, au lieu de comprimer la plus puissante et la plus fougueuse, lui vient en aide et lui communique une impulsion nouvelle. »

1: *Revue des études religieuses et philosophiques*, février 1874.

Aussi, ce ne fut pas seulement la doctrine, mais la jurisprudence qui depuis longtemps et dans de nombreuses décisions de justice sapa profondément la prohibition de l'article 340. Certes, les jugements n'attribuèrent pas officiellement la qualité de père, mais ils reconnurent souvent en fait la réalité de la filiation.

Un jugement de Château-Thierry (1) résuma toute la pensée des magistrats en condamnant « à regret » à 1 franc d'amende une jeune fille qui avait lancé des pierres à un jeune homme, son séducteur et en parlant des « lacunes d'une organisation sociale qui laisse à une fille-mère toute la charge de l'enfant qu'elle a conçu, alors que celui qui, *sans aucun doute*, le lui a fait concevoir, peut se décharger allègrement de toute responsabilité matérielle ».

Nos législateurs furent beaucoup plus longs que nos magistrats à s'insurger contre le maintien de l'article 340. Le plus ancien projet de loi contre lui fut déposé au Sénat par M. Béranger, le 5 avril 1879; repoussé, repris et modifié bien des fois, il aboutit enfin à la loi du 16 novembre 1912.

Désormais, la recherche de la paternité est admise; mais, comme il aurait sans doute été beaucoup trop simple de proclamer ce principe en supprimant tout

1. 21 avril 1898 (*Gazette des Tribunaux*, 2 décembre 1898).

bonnement le texte qui s'y opposait, nos Chambres ont éprouvé le besoin de rédiger plusieurs articles qui atténuent notablement la portée de la réforme.

Reconnaissons cependant que tel quel, le progrès est très grand, mais, ceci posé, déplorons les restrictions apportées par les difficultés de la preuve, l'ost-tracisme des enfants adultérins et incestueux et une incompréhensible fixation de délais, contraire au caractère des questions d'état.

La preuve en pareille matière est en même temps des plus difficiles et des plus simples à administrer, suivant qu'on exigera une certitude physique absolue ou qu'on se contentera, comme pour le mariage, de l'axiome que les rapports étant prouvés lors de la conception, la paternité de l'enfant en découle. Or, notre loi actuelle, quand cette preuve est faite, permet au défendeur de repousser la demande sous le prétexte de l'inconduite de la demanderesse « s'il est établi, dit le texte de la loi, que pendant la période légale de la conception, la mère était d'une inconduite notoire ou a eu commerce avec un autre individu ».

Qu'est-ce donc que l'inconduite notoire ? Le rapporteur au Sénat a pris le soin de s'en expliquer en disant que c'était le cas « des femmes dont la réputation est détestable, sur le compte desquelles tout le monde est fixé et néanmoins pour lesquelles il serait malaisé de trouver des témoins pouvant

affirmer qu'elles se sont livrées à tel ou tel homme ». C'est, en somme, ce qu'on appelle au Palais « les renseignements de police » dont le procès est fait depuis longtemps dans la conscience de tous les gens de bien ; c'est le caractère semi-officiel donné aux « cancans » ramassés dans le voisinage. On sait comment cela se pratique : les renseignements sont pris généralement chez le concierge : si la femme en question est pauvre et est contrainte à ne pas être généreuse, elle est représentée comme étant « d'une inconduite notoire » ; si plusieurs amants lui permettent de se montrer large, il n'y a rien de défavorable sur son compte.

En outre, pourquoi cette autre fin de non-recevoir au cas où la demanderesse se serait livrée à tel ou tel autre homme ? Si, à première vue, la chose peut paraître juste, en y réfléchissant, elle revient au fond à ceci : décharger de toute obligation un homme qui a fait tout ce qu'il a pu pour être le père de l'enfant et mettre toute la charge de l'éducation de celui-ci au budget de la société, c'est-à-dire au nôtre, à nous qui n'y sommes pour rien. La justice nous paraît être dans la thèse si magistralement exposée par M. Mentha (1), professeur de droit à Neuchâtel, lorsqu'il dit : « Dans l'acte sexuel, l'homme met en jeu la force la plus puissante de la nature organisée,

1. Rapport du 1^{er} octobre 1888, à la Société suisse des juristes à Neuchâtel.

il met en jeu la vie même, et son acte peut avoir pour conséquence immédiate la naissance d'un être humain. Or, comme on ne saurait exiger la preuve stricte de la causalité d'un acte sexuel, rien n'est plus simple ni plus juste que de remplacer la preuve de cette causalité par le risque général de ses actes. La loi peut ainsi, sans créer aucune notion nouvelle, par une application très simple de principes qui nous sont aujourd'hui familiers, permettre à l'enfant de dire à l'homme qui a eu des relations avec sa mère dans l'intervalle de la conception : je ne peux pas établir que vous êtes mon père, mais j'ai prouvé que vous avez fait tout ce qui est en vous pour l'être ; vos œuvres ont été telles qu'il est possible que j'en sois le fruit ; conséquemment j'exige que vous me fournissiez des aliments. »

C'est à cette théorie du risque que se réfèrent les professeurs et les magistrats d'Allemagne ; le père supposé ne peut qu'arguer de l'impossibilité physique ou mettre en cause ceux qui auraient couru le même risque que lui ; mais on repousse très justement l'hypothèse de l'inconduite habituelle qui n'est établie que par la commune renommée, car on sait qu'une seule mauvaise langue suffit à établir une réputation. M. Halewyck qui, en 1916, fut chargé par le gouvernement belge d'étudier un pareil système, a constaté qu'il constituait une protection on ne peut plus efficace contre la débauche, que les

infanticides avaient notablement diminués, que la vertu des jeunes filles était mieux à l'abri, que beaucoup de séducteurs de profession avaient modifié leurs habitudes et que les maîtres de maisons et chefs d'administrations, de magasins et d'usines étaient plus réservés avec leurs employées. Et M. Halewyck concluait en disant que tous les juristes et hommes d'œuvres s'accordaient à vanter les avantages du système en faisant remarquer qu'il conciliait tous les intérêts : celui de l'enfant qui recevait l'entretien nécessaire, celui du père dont l'obligation était limitée à une pension, celui de la mère qui gardait son enfant avec les moyens de s'en occuper, celui des familles auxquelles de nombreux troubles étaient ainsi épargnés, celui de la société qui n'avait plus dans l'enfant naturel un révolté et enfin celui de la morale qui voyait diminuer les attentats commis contre elle.

Une seconde lacune voulue par notre loi nouvelle est un véritable défi à la justice et aux mœurs : c'est l'oubli des droits des enfants adultérins et incestueux. Ici encore, on invoque l'intérêt des familles ; mais si l'intérêt des familles est respectable, celui de l'enfant ne l'est pas moins. Puis est-ce bien défendre l'intérêt de la famille que de donner à l'homme marié la certitude qu'il peut, sans aucun risque, commettre des adultères ? Cette situation de faveur qui lui est faite

ne nous paraît pas honorer beaucoup l'institution du mariage.

Que l'enfant soit adultérin ou incestueux, il n'en est pas moins un être humain qui a le droit naturel d'appeler à son aide celui qui l'a créé. C'est la solution du Code civil allemand ; c'était aussi celle de notre droit ancien, tiré du droit canonique. On peut à ce sujet se reporter au texte de Célestin III (1) : « sollicitudinis tuæ intererit ut uterque parentum liberis suis secundum quod eis suppetunt facultates, necessaria administrent ». On peut lire aussi la *Theologia moralis* de saint Alphonse de Liguori (2). On sait, du reste, que les Etats de l'Eglise admettaient la libre recherche de la paternité. Ces constatations sont utiles, car M. Guillier, rapporteur de la loi au Sénat a dit (3) que « sous l'ancien régime, issu du droit canon, les enfants adultérins et incestueux étaient tenus en dehors de la société. »

Les enfants adultérins et incestueux sont donc tenus en un ostracisme incompréhensible, et pourtant depuis longtemps les tribunaux et les hommes d'œuvres réclament pour eux. En fait, le tribunal de Vire fut un jour (4) amené à reconnaître la paternité adultérine de six enfants et condamna leur père, en

1. Ferraris : *Prompta bibliotheca*; mot : *adulterium*.

2. Liv. IV, n° 336 et suiv.

3. *Journal officiel*, 1912, 356, p. 38, c. 3.

4. 11 juillet 1861.

cette qualité, à payer à leur mère qu'il avait séduite quand elle avait quinze ans une rente de 3.000 francs pour elle et une de 500 francs pour chacun des enfants. En appel, la Cour de Caen confirma le jugement (1). La Cour de cassation, saisie d'un pourvoi basé sur ce que la recherche d'une paternité, surtout adultérine, était prohibée, rejeta le pourvoi (2) « attendu que l'arrêt attaqué, loin d'autoriser la recherche d'une paternité adultérine, a déclaré formellement que cette recherche était prohibée par la loi ». C'était dire, avec assez peu de respect pour une loi peu respectable, que sur une pareille question, le législateur n'avait pas le droit d'en demander plus.

Quant à la doctrine, citons seulement ces trois opinions qui résument ce qu'on peut répondre à ceux qui croient que la morale peut être intéressée à ce qu'on passe sous silence certains faits scandaleux :

« Quelles que soient, dit M. de Champcommunal (3), les subtilités du raisonnement théorique, l'expérience prouvera toujours que l'impunité absolue est mauvaise conseillère. Vous voulez détruire de funestes tares sociales, pourrait-on dire aux législateurs, au lieu de détourner la tête et de feindre une

1. 10 juin 1862.

2. 26 juillet 1864 (Sirey 1865.1.33).

3. *Condition juridique des enfants naturels dans les nouvelles législations de Suisse, de Monaco et de Belgique (Bulletin de la société de législation comparée).*

ignorance qui ne trompe personne, faites appel à la responsabilité pécuniaire du coupable ; l'exemple sera d'une autre efficacité. »

M. Cussac lui aussi s'écrit indigné (1) :

« Au surplus, est-il permis d'invoquer à chaque instant le trouble jeté dans les familles ? C'est la famille du séducteur qu'il s'agit de ne pas troubler ; c'est elle pour qui on a tant de sollicitude. Pourquoi passer sous silence la famille de la fille-mère qui est atteinte elle aussi dans ses intérêts matériels et moraux ? »

Au moment du vote de la loi belge, M^{me} Denis disait (2) : « Je ne puis admettre qu'un homme marié, parce que marié, échappe à la responsabilité de ses actes. Ce serait vraiment trop commode. La loi couvrirait ainsi de sa protection tutélaire tous les hommes mariés qui seraient assez lâches pour trahir deux femmes à la fois : l'épouse légitime et la femme d'occasion, et ils pourraient en toute sécurité porter la honte et la désolation dans toutes les familles ! »

Devant un tel mouvement d'opinion, on peut prévoir la loi qui emportera la distinction inadmissible qui est encore faite entre les enfants adultérins ou incestueux et les autres enfants naturels.

La troisième critique que nous avons formulée

1. *Les Preuves de paternité naturelle*. Lille, 1912.

2. *Rapport au Congrès féministe de Gand*, 1908.

contre la loi de 1912 a surtout un caractère théorique, mais nous y insistons parce que sur les questions de principes, la moindre brèche qui est faite peut devenir l'ouverture qui les emportera tous.

Les questions d'état sont, on le sait, par leur nature, imprescriptibles ; or, la loi nouvelle fixe des délais à son exercice : les deux années qui suivent l'accouchement ou la cessation du concubinage ou les derniers secours donnés à l'enfant ; l'année qui suit la majorité de celui-ci et enfin sa mort.

Le rapporteur de la loi, M. Guiller, expliquait ainsi cette dérogation (1) : cette innovation (la prescription) nous est commandée par l'intérêt des familles et celui du défendeur. Elle n'en constitue pas moins pour eux un avantage sérieux... En rendant prescriptibles ces actions, on déroge aux règles ordinaires du droit... pour éviter qu'après un laps de temps trop long, on puisse soumettre aux tribunaux des affaires qu'il leur serait difficile de bien éclaircir et de bien approfondir... On ne pouvait laisser le père présumé sous le coup de poursuites aussi délicates. Il fallait éviter les chantages qui pouvaient se produire par la menace constante, suspendue comme l'épée de Damoclès, au-dessus de la tête du prétendu père. »

Toujours l'éternelle objection de la difficulté de la preuve et de la crainte du chantage ; il est certain

1. Séance du 17 juin 1910.

que la preuve sera d'autant plus difficile que les années auront passé, mais il en est ainsi dans toutes les questions de rectification d'état civil dont certaines remontent à plusieurs siècles et c'est l'affaire du demandeur. Quant au chantage auquel nous ne croyons guère et qui du reste, s'il ne s'appuie sur aucun fait, ne peut pas faire de mal, il nous semble que c'est un danger que le temps a plutôt pour effet d'atténuer. Du reste le législateur a su ajouter dans la loi une menace qui est bien faite pour arrêter les tentatives de chantage et même le désir de se faire rendre justice si on n'est pas assez bien armé ; il a déclaré en effet que l'article 400 du Code pénal qui édicte des peines de 1 à 5 ans de prison et de 50 à 3.000 francs d'amende serait complété ainsi : « La même peine pourra être appliquée par le tribunal civil saisi d'une demande en déclaration de paternité, au demandeur convaincu de mauvaise foi ; l'interdiction de séjour pendant cinq ans au moins et dix ans au plus dans un rayon déterminé pourra en outre être prononcée dans ce dernier cas. »

Mais ce n'est pas tout. Une autre prescription a été appliquée à la matière : l'action est éteinte par la mort de l'enfant ; le droit de celui-ci n'est pas transmissible. M. Raicovicianu admet cette réserve en l'expliquant ainsi (1) : « Cette action est une action d'état qui, entre les mains des héritiers ou succes-

1. *La Loi du 16 novembre 1912 et l'action en déclaration de paternité*. Paris, 1903.

seurs, ne peut avoir qu'un intérêt pécuniaire. L'enfant naturel a un intérêt moral, en même temps que pécuniaire, de trouver son père et de recouvrer son complet état-civil ; mais cet intérêt moral, qui justifie un procès, même quand il ouvrirait les portes à un scandale, manque aux héritiers ou successeurs. » Nous ne sommes pas du même avis : il y a des cas où les descendants de l'enfant naturel ont un intérêt moral à se rattacher bien qu'illégitimement à telle ou telle famille ; un intérêt matériel peut même aussi se concevoir par les biens qu'un tel rattachement crée malgré tout. L'action en nullité d'une reconnaissance d'enfant naturel est bien, nous apprend M. Planiol (1) « accordée par la loi à tous ceux qui y ont intérêt ; la loi ne distingue pas selon que l'intérêt est pécuniaire ou moral ; il est souvent purement moral. » Nous ne voyons pas pourquoi la réciproque ne serait pas vraie.

Nous croyons avoir suffisamment démontré combien il est juste et nécessaire d'accorder sans aucune restriction à l'enfant le droit de faire constater la vérité de sa naissance et d'obtenir de son auteur, nom, aliments et établissement. La presque certitude d'un procès perdu et d'une rente à faire est en outre le meilleur moyen de retenir sur le chemin de la séduction et de l'abandon celui que ne retient pas sa conscience.

1. *Droit civil*, t. I, n° 1490.

CHAPITRE VIII

L'adultère

Une autre victime de l'immoralité des autres est l'époux outragé. Quoique certainement moins intéressant que l'enfant, dont nous avons vu le sort dans le chapitre précédent, parce qu'il a le plus souvent à se reprocher au moins une négligence soit pendant son mariage, soit au moment du choix qui l'y a conduit, il a droit à une protection d'autant plus efficace que ses malheurs ne concernent pas que lui, mais ont sur la société, dont la famille est la base, une répercussion des plus lamentables.

Quelle doit être cette protection ? elle devrait avant tout consister dans le respect par l'Etat des lois religieuses. S'il est un terrain où la foi s'impose aux lois humaines, c'est bien celui du mariage. Si l'on voulait philosopher sur ce point, on arriverait à cette constatation que seule la crainte du péché est de nature à empêcher l'époux de commettre l'adultère. M. Joseph Tournier, étudiant à ce sujet les

mœurs de nos pères écrit (1) : « Les principes religieuse qui consacraient l'indissolubilité du mariage étaient en honneur et retenaient les époux dans la bonne voie. Telle femme mariée, qui n'eût pas hésité à violer les règles du mariage, union civile, se conformait aux prescriptions de la loi religieuse. »

Il n'y a pas à parler de l'affection ; comme l'a si bien dit M. Fonsegrive (2) « tant que dure l'amour, il n'y a pas à vrai dire de fidélité, car l'amour enchaîne les sens et la fidélité est une œuvre de la raison. » Du reste, à quel titre l'amour même empêcherait-il l'adultère ? Raisonnons froidement et demandons-nous à quoi oblige le sentiment d'affection ? à éviter tout chagrin à la personne aimée, à ne rien faire qui puisse lui causer le moindre préjudice ou la moindre peine. Si donc l'homme, ou la femme, a pris toutes les précautions nécessaires pour que son adultère ne puisse nuire matériellement à son conjoint et soit toujours ignoré de celui-ci qui n'en souffrira jamais moralement, de quoi pourrait-il se plaindre ? Dieu seul peut demander compte du péché commis. La protestation d'amour n'est pas une garantie pour le conjoint ; seule la résolution de ne pas pécher peut en être une.

Nous avons à dessein mis sur la même ligne

1. *De la condamnation à des dommages-intérêts considérés comme moyen de contrainte et comme peine.*

2. *Mariage et union libre*, 1911.

l'homme et la femme et consacré un seul chapitre à l'adultère de l'un et de l'autre : les civilisations païennes les différenciaient profondément, mais la morale chrétienne n'y voit qu'une même faute.

Pour légitimer, d'une certaine façon, ses écarts, l'homme, qui ne veut pas se plier à la loi de Dieu et qui s'érige en unique législateur, a tendance à ne châtier que l'adultère de la femme. Ses deux principaux arguments sont l'enfant étranger qui peut en naître et une chasteté plus grande qui serait inhérente au sexe féminin. Ces prétextes sont au fond assez spécieux.

S'il est certain que, par son inconduite, la femme peut introduire dans une famille un enfant qui n'en est pas et si on veut voir là la seule cause qui condamne l'adultère de la femme, il faut donc admettre que lorsque celle-ci se trouvera être, pour une cause naturelle ou voulue, hors d'état d'engendrer, sa faute n'aura aucun caractère de gravité de plus que celle de l'homme. Telle est la conclusion qui découle d'une semblable théorie et c'est la logique même. Il a donc seulement à considérer pour décréter l'adultère de l'épouse plus grave que celui du mari non pas l'acte même, mais sa conséquence. Du reste n'oublions pas qu'au point de vue trouble social, l'adultère de l'homme peut aussi porter des enfants en des familles étrangères.

Quant à la licence admise seulement pour le sexe

masculin, elle paraît découler surtout de l'éducation différente qui est donnée aux filles et aux garçons : « On trouve tout naturel, dit M. Albert Nast (1), que les jeunes gens assouvissent leurs passions quand ils sont garçons, et l'on voudrait qu'ils ne conservent point souvent dans leurs unions légitimes leurs goûts de débauche et de changement, contractés bien longtemps auparavant. » La vérité est que les parents ont le plus grand tort en ne surveillant pas leurs fils ; ils leurs préparent pour plus tard des habitudes dont, quand ils le pourront, ils auront bien du mal à se défaire et, quand ils le voudront, les luttes qu'ils devront soutenir pour se débarrasser de « leurs secondes natures » seront pour eux la cause de bien des efforts douloureux.

Les désirs des deux sexes sont si bien les mêmes que, pour que l'on ait eu des confidences américaines, on n'ignore pas que beaucoup de jeunes filles des Etats-Unis, élevées avec la liberté des jeunes gens de chez nous ont la même vie morale, ou immorale, que ceux-ci à laquelle elles joignent évidemment, en même temps qu'une façade puritaine, l'esprit pratique de la race anglo-saxonne qui les arrête à un certain point. Quant aux résultats d'une telle éducation, on peut les étudier dans la statistique des divorces qui ont lieu là-bas.

1. *La Répression de l'adultère chez les peuples chrétiens*. Paris, 1908.

Disons en passant qu'il est regrettable que notre organisation sociale ne permette pas chez nous à l'homme, surtout celui des classes moyennes, d'avoir une situation dès qu'il a l'âge du mariage : il y a une lutte entre ses sens et sa raison, dont le résultat est le plus souvent pour lui de contracter l'habitude de la débauche.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces considérations morales qui sortent du cadre restreint du présent ouvrage. Certes, leur mise en pratique serait le vrai procédé pour éviter le mal, mais, outre que nous paraissions en être encore loin, nous n'étudions ici que la répression civile que nous considérons comme la plus exemplaire parce qu'elle frappe à la bourse et incite les plaignants à seconder l'action de la justice.

Voyons donc à ce sujet quelle fut la façon de faire de nos pères et quelles sont les décisions judiciaires et les tendances d'aujourd'hui.

Il faut remonter à la « civilisation latine » pour constater en notre pays des adultères : la femme celte paraît être restée fidèle à son époux qu'elle choisissait librement; elle se mariait vierge ; la prostituée n'existant pas, l'homme ne trouvait non plus hors de son foyer aucune occasion de débauche (1). La femme était de condition semblable à celle de

1. Dufour, *Histoire de la prostitution*.

son mari : elle avait une dot généralement égale au douaire que celui-ci lui constituait ; le conjoint survivant gardait les deux parts avec les fruits postérieurs au mariage (1), ce qui prouve que le mari n'eut jamais droit de vie ou de mort sur sa femme. Celle-ci paraît avoir le droit de s'emparer du douaire en cas d'infidélité de son époux (2) ; c'est du moins ce que nous voyons en une autre civilisation celtique, celle d'Irlande : l'histoire nous rapporte que le druide Dubthach qui avait une femme légitime, acheta une femme esclave et en fit sa concubine ; la femme légitime jalouse menaça Dubhach de partir en emportant le douaire qu'il lui avait constitué ; aussi le druide vendit-il sa concubine à un autre maître (3). C'était déjà la salutaire crainte des dommages-intérêts. Le principe des femmes gauloises était le suivant : « La femme qui s'est donnée à un homme ne peut passer dans les bras d'un autre » ; aussi les secondes noces étaient-elles mal vues, mais elles étaient autorisées : on ajoutait en effet : « La femme qui a couché avec deux hommes est coupable s'ils sont tous les deux debout à la fois ». Les Francs, en leur séjour en Germanie, avaient trouvé une institution semblable au douaire dans le « morgengabe » ; notons cependant une différence qui est

1. César, *Commentaires sur la guerre des Gaules*.

2. D'Arbois de Jubainville, *Droit celtique*.

3. Whitley Stokes, *Tree middle irish homilies*.

à l'honneur de la délicatesse de notre race: le Celte donnait le douaire avant la première nuit, le Germain le lendemain.

Voici quelles seraient restées longtemps sans doute les mœurs de nos aïeux, si la Gaule n'eût pas été si près de l'Italie.

La civilisation romaine, à la différence de la celtique qui par tant de côtés semblait prédestinée à la vie chrétienne, était, comme toutes les civilisations païennes, très dure pour la femme, être faible, et plus qu'indulgente pour l'homme, être fort.

La femme, quoiqu'elle apportât des biens au mari qui lui ne lui en devait pas, était en somme la propriété de l'homme ; c'est à ce titre seulement qu'un étranger ne pouvait y toucher. Dans l'ancienne Egypte, à Athènes, le mari avait le droit de tuer l'amant qui venait lui dérober son bien ; à Rome il le peut aussi et il a le même droit sur sa femme qu'elle soit libre ou *in manu* ; la loi *Julia de adulterüs* le dit expressément. Mais l'époux, lui, peut tant qu'il lui plaît, violer la foi conjugale.

Outre ce droit, le mari en avait d'autres qui avaient plus spécialement rapport aux biens (1). Il pouvait faire des retenues sur la dot de sa femme *ob mores* en cas d'inconduite de celle-ci : en cas d'adultère, la retenue était plus forte, plus légère pour les désordres

1. Petit, *Droit romain*, n° 435. — Girard, *Droit romain*, 1897, p. 931.

moins graves (1) ; il avait une action spéciale dite *judicium de moribus* qui aboutissait à de véritables dommages-intérêts pour inconduite (2). Mais, nous le répétons, en ce qui le concernait personnellement, il pouvait tout se permettre ; or, au moment de l'organisation des Gaules en provinces romaines, la corruption latine était arrivée à un degré qui n'a jamais été dépassé. C'est cette civilisation que Rome imposa à nos aïeux.

Le christianisme, continuateur de la civilisation hébraïque et fidèle observateur du commandement du Décalogue : « Tu ne commettras pas d'adultère » n'eut donc pas à lutter qu'à Rome contre la débauche, mais dans toutes les provinces de l'empire.

Les lois de l'Eglise, à la différence de celles des païens, n'admettent qu'une seule morale pour les deux sexes. Elles disent : « que l'homme ne sépare pas ce que Dieu a uni » (3) et aussi : « que les femmes soient soumises à leurs maris comme au Seigneur, car le mari est le chef de la femme comme le Christ est le chef de l'Eglise ;... maris, aimez vos femmes comme le Christ a aimé l'Eglise et s'est livré lui-même pour elle afin de la sanctifier » (4).

1. Ulpian, VI, § 12.

2. Aulu-Gelle, *Nuits at X* 23. — Gaius, IV, §, 102. — Paul, I V, pr. de pact. dot., XXIII, 4.

3. Saint Mathieu, ch. XIX, 6.

4. Saint Paul, *Epître aux Ephésiens*, ch. V.

Dans les Gaules où, sans la culture latine, les apôtres chrétiens auraient trouvé au point de vue des mœurs un terrain si merveilleusement propice, ils eurent au contraire à lutter contre les désordres des princes francs romanisés. Les évêques ne cessèrent d'anathématiser les désordres des rois, ce qui en conduisit du reste plusieurs au martyre : on connaît la mort glorieuse de l'évêque de Rouen, saint Pretextat sur l'ordre de Frédégonde, celle de l'évêque de Vienne saint Didier sur celui de Brunehant, celle de l'évêque de Maestricht, saint Lambert, sur celui du maire du palais Pépin d'Héristal et de sa concubine Alpheide. De tels efforts ne se ralentirent jamais ; ils furent du reste couronnés de succès, car, avec plus ou moins de bonne grâce, nos rois durent courber la tête. Il fallut arriver à l'ère des « philosophes » pères de notre société moderne, pour voir l'influence de ceux-ci obtenir, par une alliance avec la maîtresse d'un souverain, malheureux élève du régent Philippe d'Orléans, l'expulsion de la Compagnie de Jésus, coupable d'avoir flétri le concubinage royal.

Tout notre ancien droit, copie en ces matières du droit canonique (1), devait se montrer rigoureux en matière d'adultère, mais il n'y vit jamais un prétexte pour dissoudre un mariage. L'Eglise n'a jamais

1. Esmein, *le Mariage en droit canonique*.

voulu admettre qu'une faute, facile à commettre, fréquente, put saper une institution aussi sainte (1), et amena des conséquences aussi déplorables pour des enfants innocents et pour la société que l'est le divorce. Mais justement, parce que le mariage était indissoluble, il fallait, pour que la vie y fut tenable, qu'aucun écart n'y fut admis.

Jusqu'à l'ordonnance de Philippe VI, du 10 juillet 1336, confirmée par celle de François I^{er}, datée de Villers-Cotterets, août 1539, qui retira aux tribunaux ecclésiastiques le droit de juger les adultères commis par des laïcs, ce furent les officialités (2), qui s'occupèrent de ces « profanations d'un sacrement » et qui fixèrent les peines, égales pour les deux sexes ; elles ne prononçaient la séparation de corps que lorsque la vie commune était vraiment devenue impossible et, avant d'en arriver à cette mesure radicale, elles infligeaient des pénitences pouvant aller jusqu'à deux ou trois années passées dans un couvent ; on n'oubliait pas non plus, quand on prononçait la séparation, la peine si efficace des dommages-intérêts : la femme coupable perdait sa dot ; si c'était le mari, il rendait la dot et aussi sa donation *propter nuptias*. Dans le même ordre d'idées, rappelons cette règle que nous avons déjà citée que tout sei-

1. Concile de Trente, décisions. — Pie IX : *Syllabus*. — Léon XIII : encyclique *Arcanum divinæ*.

2. Paul Fournier : *les Officialités au moyen âge*.

gneur perdait son fief au cas où il commettait un adultère avec la femme de son vassal et par contre le vassal qui en commettait un avec l'épouse de son seigneur, voyait son fief retourner à la seigneurie.

Du jour où ces sortes d'affaires furent retirées à la compétence de l'Eglise, les scandales de cour, imités par les courtisans, devinrent plus nombreux.

Les parlements cependant tinrent à réprimer toujours très sévèrement l'adultère ; mais, contrairement au droit canonique, ils firent une différence en faveur du sexe masculin. Outre les sanctions pénales que nous n'avons pas à étudier ici, les indemnités civiles continuèrent à être une répression fréquemment employée. Les arrêts sont nombreux ; citons seulement, du Parlement de Paris, ceux du 22 août 1552 qui condamne Verrier, fourrier au Grand-Châtelet à payer 400 livres à un sieur Gallyot, mais qu'il a trompé ; celui du 27 octobre 1605 qui condamne un particulier qui a retenu chez lui une femme pendant six mois à donner 4.000 livres à son mari ; un autre de 1637 qui condamne une adultère à 1.200 livres de dommages-intérêts envers son mari ; un autre encore du 5 janvier 1680 qui condamne M^{me} de Courcelles en 6.000 livres envers son époux ; celui du 12 mai 1712 qui alloue à Moutinet, marchand gantier, une somme de 1.000 livres que lui payeront sa femme et son complice, un autre du

27 mars 1719 condamnant un baron complice d'adultère à 2.000 livres de réparation envers le mari.

Voici quel était l'état du droit avant la Révolution, lorsque le Code civil vint admettre le droit à l'adultère légal ou divorce. En même temps cependant, le législateur insérait dans son Code pénal des dispositions punissant de prison et d'amende la femme adultère et son complice ; quant au mari, il ne trouvait rien à redire à sa conduite, tant que la concubine n'était pas introduite au domicile conjugal. Cette singulière morale est encore celle de nos lois. Il est certes indéniable, en se plaçant au seul point de vue de la famille du mari, que la conséquence de l'adultère de la femme est bien plus terrible, mais, en considérant les autres familles et le point de vue social, il ne faut pas oublier que l'adultère du mari a des conséquences aussi graves : d'abord parce qu'il est capable d'entraîner par voie de représailles celui de sa femme, ensuite parce qu'il peut introduire des adultérins dans une autre famille et de toute façon des bâtards dans la société, enfin parce qu'il entretient la débauche et menace de dissiper le patrimoine familial.

Le divorce établi par notre première République et qui, après avoir été supprimé par une loi de Restauration française, nous a, hélas ! été rendu, tend, par le développement des adultères légaux et autres qu'il engendre, à l'affaiblissement moral de notre pays.

Le divorce est par lui même la négation du mariage ; il semblerait donc qu'une pareille institution existant, il n'est plus normal de châtier l'adultère qui n'est en somme qu'un divorce accompli avant la sentence judiciaire, la résiliation, par la volonté d'un contractant, du mariage ramené à la condition d'une convention quelconque ; mais il faut cependant sauver ce qui nous reste, quelque petite que soit la part qui en reste, de nos institutions nationales, et il le faut d'autant plus que, en cela comme en tant d'autres choses, le divorce a amené des résultats opposés à ceux sur lesquels comptaient les naïfs. On disait que devant un mariage qu'on pouvait rompre, l'adultère reculerait : les faits sont venus répondre : contre une moyenne de 336 adultères poursuivis de 1865 à 1870, on en a une de 1143 de 1896 à 1900. Rien n'est plus éloquent.

Il serait trop long de développer tout ce qu'il y a à dire contre la loi néfaste et anti-française du divorce ; cela du reste a été fait et supérieurement ; nous n'avons voulu en parler ici qu'au point de vue spécial que nous étudions. L'adultère, dans une société qui l'admet légalement en consacrant le divorce, ne pouvait plus être châtié au point de vue pénal et, en attendant que ce soit chose décidée dans la loi, nos juges ont pris l'habitude de ne frapper généralement que de l'amende minima les délinquants qui lui sont déférés. La sanction de la réparation civile est donc,

dans l'état actuel des choses, la seule qui puisse efficacement combattre le mal : « que l'on fasse, dit M. André Thierry (1), payer aux adultères des dommages-intérêts d'une valeur considérable et non plus dérisoire comme dans notre loi actuelle, et il paraîtra aux coupables que la peine sera bien plus sévère, bien plus morale et bien plus efficace que les quelques jours de prison prononcés par notre code pénal. »

Mais ici encore on s'est heurté longtemps aux éternelles objections de ceux qui n'aiment pas qu'on puisse fouiller dans la vie privée et qui veulent, pour leur tranquillité, que celle-ci soit inviolable, serait-elle génératrice de toutes sortes de crimes.

Les raisons données sont toujours les mêmes.

La réparation ne saurait être adéquate au préjudice subi. C'est exact, mais de ce qu'on ne peut pas réparer complètement, est-ce une raison pour ne pas réparer du tout ?

La condamnation civile aurait un caractère arbitraire. C'est là le propre de toutes les décisions de justice. Moins du reste, nous l'avons déjà montré, une condamnation est enserrée entre un minimum et un maximum, plus elle est équitable, car plus elle se proportionne aux moyens des coupables.

Les débats seraient immoraux. Y a-t-il beaucoup

1. *Les Sanctions civiles de l'adultère.*

de débats de justice qui étalent des faits d'une haute moralité ?

L'argent ainsi attribué aurait un caractère honteux ; c'était l'argument de Carnot qui disait de ces dommages-intérêts : (1) « il serait même honteux dans l'état de nos mœurs d'en exiger du complice de la femme. » — Pourquoi donc ? Certes l'argent n'est pas de nature à consoler un mari à l'âme noble de l'infidélité de sa femme, pas plus qu'un parent de la mort d'un enfant, mais l'argent est un merveilleux dérivatif permettant de s'occuper de milles œuvres de religion, de patriotisme, de charité, de sciences, de lettres, d'arts, etc. Pourquoi l'auteur du mal ne devrait-il pas ce qui peut l'adoucir ? Puis, il y a le côté peine qu'il ne faut jamais perdre de vue. Chauveau et Faustin Hélie (2), après avoir constaté que dans l'adultère les dommages-intérêts seront pour la victime « une triste compensation » ajoutent : « mais il y aura privation pour le coupable. »

On ne saurait enfin, dit-on, tolérer qu'une telle porte soit ouverte au chantage, Il aurait été en effet étonnant que l'éternel argument du chantage n'ait pas trouvé sa place ici. M. Baleston l'invoque en termes dithyrambiques (3) : « autour du tribunal, distributeur de la richesse, les mères sans pudeur

1. *Commentaire du Code pénal*, art. 338, n° 6.

2. *Théorie du Code pénal*, t. IV, n° 1664.

3. *De la protection de l'intérêt moral*, 1906.

prostituent leur douleur et la longue théorie des maris trompés clame sans vergogne ses infortunes, demandant aux amants le prix des faveurs extra-conjugales. » M. Pierre de Mallon, faisant seulement appel au bon sens, se contente de répondre : (1) « le chantage, la spéculation, exercés à propos du préjudice moral sont des mythes qui n'auraient pas pris naissance si l'on s'était donné la peine de considérer la prudence; la timidité, la parcimonie excessives des tribunaux. » Nous pensons absolument de même et en fait les juges sauront bien refuser une indemnité quand le mari n'aura subi qu'un préjudice qu'il aura voulu; c'est ce qu'a fait la Cour de Paris (2) qui a débouté de sa demande un sieur Mignon qui s'était entendu avec sa femme pour avoir ainsi une somme d'argent d'un nommé Parinet. Mais pour montrer que, même si des faits semblables étaient de nature à se reproduire parfois, l'objection ne serait pas encore pour nous embarrasser, nous voulons aller jusqu'au bout et admettre un instant qu'il soit possible de rencontrer une décision de justice allouant, par surprise, des dommages-intérêts à un mari ou à une femme pour un adultère consenti par eux. Nous nous demandons vraiment en quoi cela importerait à la morale publique. On craint, dit-on, de la part du mari des combinaisons immorales, mais en

1. *De l'intérêt moral dans les obligations légales.*

2. 1^{er} mars 1884. Dalloz. *Adultère.*

lui refusant une réparation pécuniaire, cela empêchera-t-il un mari pareil de commettre une immoralité bien plus longue en vivant chaque jour de son déshonneur ?

Puis celui qui sera condamné aux dommages-intérêts, sera-t-il de son côté bien moral ? et la leçon qu'il recevra ne sera-t-elle de toute façon pas profitable ?

Il faut rendre ici justice à nos magistrats qui, approuvés par la majorité des auteurs, ne se sont pas arrêtés aux fantômes de pareilles objections et ont, avec une fermeté de plus en plus grande, accordé en ces matières, de sérieuses indemnités.

La jurisprudence fut d'abord flottante ; c'est ainsi que nous rencontrons un arrêt de la Cour de Caen (1) qui, tout en accordant au mari des dommages-intérêts de la part du complice, les refuse de celle de la femme « attendu qu'en cas d'adultère, il ne paraît pas être entré dans les intentions du législateur de muleter la femme par des réparations pécuniaires qui auraient l'inconvénient de faire passer la fortune d'un des époux entre les mains de l'autre en vertu d'un titre que ce dernier ne saurait se rappeler sans rougir. » Le tribunal de Bruxelles a aussi déclaré (2) : « attendu qu'en fait d'honneur outragé le dommage moral échappe à toute appréciation pécuniaire. »

1. 16 mars 1843. Arrêts de Caen, t. VII, p. 393.

2. 15 mars 1858. *Belgique judiciaire*, p. 1540.

C'est une thèse que nous avons étudiée et que nous croyons avoir suffisamment réfutée.

Les décisions de justice sont du reste bien plus nombreuses dans l'autre sens et la réparation du préjudice moral ne se discute plus aujourd'hui quant à son principe.

La Cour d'Aix, confirmant un jugement du tribunal de Digne (1), a condamné (2) un sieur Buès à payer 2.000 francs à un sieur Engelfred qu'il avait trompé ; le mari avait pourtant pardonné à sa femme ; cependant la Cour décida qu'il n'en était pas moins impossible que les faits « n'aient pas occasionné un préjudice à Engelfred et que cela suffit, abstraction faite de toute autre circonstance, pour légitimer la condamnation aux dommages-intérêts. »

La Cour de cassation reconnut le principe que le complice d'adultère pouvait être condamné à des dommages-intérêts (3) « attendu qu'il appartient aux Cours royales de décider si du délit, il est résulté un dommage. »

La liste des décisions de justice à ce sujet serait fastidieuse ; disons seulement que sur ce point comme sur toutes autres contestations, l'époux trompé a le droit de ne pas saisir la justice et de transiger.

1. 24 mars 1827.

2. 27 juin 1829 (Sirey, 1829. 2. 140).

3. 22 septembre 1837 (Sirey, 1838. 1. 331).

La Cour de Paris a jugé (1) « que le complice d'une femme adultère cause au mari un préjudice appréciable qui peut justifier une demande en dommages-intérêts; qu'en conséquence, l'obligation souscrite par le complice de la femme adultère en faveur du mari n'est pas nulle comme ayant une cause immorale. »

La Cour de Caen, confirmant un jugement du même tribunal, a déclaré (2), contrairement à la prétention d'un amant qui voulait se faire restituer par le mari deux billets de 1.300 francs qu'il avait souscrits, avec l'indication fausse qu'il s'agissait d'argent prêté, la nuit où il avait été surpris en flagrant délit, que l'obligation quoiqu'exprimant une fausse cause n'en était pas moins valable si elle avait une cause réelle et licite; qu'ainsi une obligation consentie à un mari par celui que ce mari a trouvé seul la nuit avec sa femme, pour réparation de l'outrage fait au mari, a une cause licite et doit être exécutée sauf le cas où elle aurait été obtenue par violence. Il ne s'agit ici bien entendu par le mot violence que de contrainte physique, la contrainte morale, on menace de la justice, étant chose permise comme donnée par la loi à quiconque souffre du fait d'un autre.

La Cour de cassation est venue, elle aussi, sanc-

1. 19 mai 1843. *Journal du Palais*, 1843. 2. 101.

2. 9 avril 1853 (Sirey, 1854. 2. 30).

tionner ces principes (1) en validant une reconnaissance de dette de 25.000 francs qu'un mari avait reçue de l'amant de sa femme « attendu que la transaction dont s'agit n'a été que la réparation du plus cruel outrage qui puisse être porté à l'honneur d'un mari ; que l'honneur du mari et le droit de faire respecter la foi conjugale constituent le plus personnel comme le plus précieux de ses biens. »

La séparation de corps qui laisse subsister, pour la femme seulement, ce qui est assez injuste, l'obligation de fidélité, laisse encore place, après sa prononciation pour des indemnités. Un arrêt de la Cour de Toulouse, sur appel d'un jugement de Castalsarrazin (2), condamne (3) à des dommages-intérêts au profit du mari une femme, séparée de corps pour adultère, qui avait été habiter chez son complice.

La dissolution du mariage entraîne très souvent avec elle un règlement d'indemnité. S'il est vrai que l'article 959 déroge pour « les donations en faveur du mariage » à l'article 955 du Code civil qui permet la révocation de la donation entre vifs pour cause d'ingratitude, il ne s'agit que des « donations faites par contrat de mariage en faveur des conjoints » ; c'est ce que déclarait déjà l'ordonnance de février 1730 à laquelle l'expression de l'article 959 a été

1. 5 février 1813 (Sirey, 1813. 1. 289).

2. Sirey, 1864. 2. 82.

3. Sirey, 1864. 2. 155.

empruntée. Denisart a écrit à ce sujet : « les donations faites entre conjoints par contrat de mariage sont comme les autres sujettes à révocation pour cause d'ingratitude ; Domat le dit expressément et trois arrêts l'ont ainsi jugé. » En se reportant aux travaux préparatoires de l'article 959 du Code civil, on voit que sa disposition ne s'applique qu'aux donations faites aux époux par des tiers, parce que dans ce cas la libéralité s'inspire bien moins du désir d'avantager directement le gratifié que de favoriser l'établissement du ménage.

Labbé, commentant le principe d'une indemnité accordée à la suite d'un divorce l'a justifié en ces termes (1) : « il ne serait pas juste que les fautes d'un époux le libérassent complètement des obligations qu'il avait contractées envers son conjoint. Le divorce ressemble à une résolution de contrat pour inexécution par la faute d'une partie. Mais dans ce contrat qui embrasse la personne toute entière, il est bien plus impossible que dans un contrat purement pécuniaire que la résolution soit conduite de façon à réaliser une parfaite *restitutio in integrum*. A la suite de cette tentative avortée, un époux laisse, attachés aux épines de la route, des lambeaux de sa chair. L'époux qui a fait manquer la tentative, l'effort tenté vers le bonheur, à encouru une responsabilité.

1. Note du Sirey 1893. 1. 225.

Les torts d'un époux envers l'autre peuvent laisser des traces et provoquer une réparation qui survive au mariage. »

La pension alimentaire qu'organise l'article 301 n'est qu'une application de ce principe.

L'article 299 sanctionne en outre le divorce de la déchéance des avantages faits à l'époux coupable par son conjoint.

Quant à la séparation de corps, quoiqu'elle ne rompe pas le lien conjugal, elle permet pourtant à celui qui l'a obtenue de bénéficier de ces deux dispositions.

Ajoutons qu'en cas d'adultère du mari, la femme n'a pas moins de droit que celui-ci à une réparation pécuniaire de l'offense. Elle ne devra pas oublier, pour pouvoir en profiter, d'obtenir, à défaut de l'autorisation maritale, celle de la justice. C'est ainsi qu'une dame Loir s'étant portée, devant le tribunal correctionnel de la Seine (1), partie civile contre son mari poursuivi pour entretien de concubine et ayant obtenu 1.000 francs de dommages-intérêts, se les vit refuser devant la Cour (2) parce qu'elle avait omis de se faire autoriser à plaider ; mais le principe du droit à indemnité fut consacré.

Le complice qui pénalement ne peut être poursuivi

1. 20 février 1872.

2. 26 avril 1872 (*Recueil des arrêts de la cour de Paris*, 1872, p. 356).

sans le conjoint infidèle peut civilement être seul poursuivi et tenu à des dommages-intérêts ; aucun texte en effet ne prononce une telle solidarité entre le délit pénal et le dommage civil. Le complice peut, surtout en cas d'adultère de la femme, être plus coupable que l'auteur principal par les machinations qu'il aura mises en œuvre ; il peut même, comme en cas de viol, être seul coupable.

Un arrêt de la Cour d'Aix (1) accorde à un mari, indépendamment de toute poursuite en adultère, 50.00 francs de dommages-intérêts contre le complice « attendu que le préjudice dont E... poursuit actuellement la réparation est uniquement celui que le défenseur lui a causé en entraînant loin de Cannes sa femme et sa fille et en le laissant plusieurs mois dans la plus complète ignorance de leur sort ; attendu qu'entre les dépenses considérables qui lui ont été occasionnées par ses recherches et ses voyages, E... a été en outre, par la conduite odieuse du défenseur, soumis aux tortures morales les plus cruelles, que dans ces conditions, la somme de 50.000 francs qu'il réclame à titre de dommages-intérêts n'est pas exagérée. »

Nous avons vu qu'en droit romain, on distinguait dans la mauvaise conduite de la femme les désordres graves d'autres plus légers ; notre jurisprudence

1. 7 juin 1882 (*Gazette du Palais*, 1883-2-432).

paraît avoir ébauché une semblable distinction dans la conduite de l'amant.

Nous voyons un arrêt de la Cour de Besançon (1) qui décide en ces termes qu'il n'est pas nécessaire que l'adultère ait été effectivement consommé pour que le mari ait subi un préjudice moral dont réparation précuniaire lui est due : « attendu qu'il n'est pas nécessaire [qu'il soit prouvé que l'adultère ait été consommé, qu'il suffit que Ledain, en compromettant aussi gravement la réputation de la femme Avis ait porté préjudice à son mari pour qu'aux termes de l'article 1383, il soit tenu de le réparer ». Dans l'espèce, Ledain venait tous les jours à six heures travailler aux écritures d'Avis et revenait chaque soir vers dix heures passer la soirée jusqu'à onze avec la femme.

La Cour de cassation (2), confirmant un arrêt de la Cour d'Amiens, a sanctionné cette doctrine en ces termes : « lorsqu'un arrêt déclare établi au procès que la conduite d'une personne, au moins compromettante pour une femme mariée, a été en partie la cause du préjudice éprouvé par le mari de celle-ci et par ses enfants comme conséquence du divorce, ces constatations établissent à la fois la faute et le préjudice et justifient la condamnation à des dommages-

1. 14 mars 1850 (Sirey, 1851. 2. 171).

2. 7 juin 1893 (Sirey, 1895. §1. 413).

intérêts ». La Cour d'Amiens avait dit : (1) « considérant que sans qu'il soit besoin de recourir à la preuve des faits articulés, il est dès à présent établi au procès que la conduite de Nattier, au moins compromettante, a été en partie la cause du préjudice éprouvé par Michel et ses enfants. » Le tribunal de Péronne (2) avait condamné le notaire Nattier à payer aux enfants de Michel 1.000 francs de dommages-intérêts ; la Cour confirma sur ce point et ajouta en outre 500 francs pour le mari que le tribunal avait débouté de sa demande personnelle.

Une question se pose relativement à la responsabilité pénale et civile d'un tiers complice de l'adultère sans y avoir été lui-même acteur. Pourra-t-il être poursuivi conformément aux articles 59 et 90 du Code pénal et de toute façon d'après le grand principe général de l'article 1382 du Code civil ?

Nous ne voyons pas, dans l'état actuel du droit, l'adultère étant un délit, ce qui pourrait s'opposer à considérer comme complices au sens de l'article 60 ceux qui par « machinations ou artifices coupables auront provoqué à cette action » ou « qui auront procuré... des instruments devant y servir » ou encore « qui auront avec connaissance aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits

1. 29 janvier 1891.

2. 20 mars 1889.

qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée. »

S'il y a de la part d'un tiers une simple faute qui ne sera pas assez grave pour constituer la complicité du délit mais qui n'en aura pas moins été une cause possible du mal, il ne nous paraît pas moins établi que l'article 1382 trouvera son application.

On peut voir comme se rapportant un peu à la matière de curieuses décisions de justice condamnant des beaux-parents à verser des dommages-intérêts à l'époux trompé sur le caractère, la moralité, les croyances religieuses de son conjoint.

La Cour de cassation (1) déclara implicitement que des époux qui, en mariant leur fille, ont laissé ignorer à leur gendre que celle-ci était enfant naturelle, sont passibles de dommages-intérêts si on peut leur reprocher des manœuvres franduleuses pour cacher la vérité et s'il n'a pas été facile au gendre de se renseigner.

Le tribunal de Boulogne (2) a déclaré qu'un mariage peut être annulé à la demande du mari pour le motif que la femme qu'il a épousée dans la croyance qu'elle était légitime ne l'était pas, à la condition cependant d'établir que c'était là l'influence déterminante.

Le tribunal de Chaumont (3) annula un mariage pour cause de grossesse de la mariée le jour de sa

1. 12 décembre 1854 (Sirey, 1855.1.593).

2. 26 août 1853 (Sirey, 1854.2.114).

3. 9 juin 1858 (Sirey, 1858.2.543).

célébration et condamna celle-ci à une indemnité envers son ex-époux ; il déclara que la mère de celle-ci ne pouvait pas dans l'espèce être condamnée à des dommages-intérêts « considérant qu'il n'est pas établi qu'elle connaissait l'état de sa fille au moment du mariage » ; c'était consacrer le principe de la responsabilité des parents qui laissent ignorer, la connaissant, l'inconduite de leur enfant antérieure au mariage.

Voici un dernier exemple assez typique : la Cour de Lyon (1), confirmant un jugement de la même ville, rendit responsable d'un adultère le Département, disant : « la responsabilité du Département est engagée par la grave imprudence de n'avoir pas séparé dans l'asile départemental d'aliénés les aliénés des deux sexes et d'avoir, par suite de cette promiscuité, rendu possibles entre eux des relations suivies de grossesse ». Le mari, qui avait intenté avec succès une action en désaveu et n'avait donc pas subi de préjudice matériel, réclamait des dommages-intérêts en son nom et au nom de ses enfants ; la Cour les lui accorda « attendu qu'il est vrai de dire que M... et ses enfants ont dû éprouver une très vive et très légitime douleur en apprenant la souillure dont avait été victime la femme qu'ils chérissaient comme épouse et comme mère ».

1. 10 juillet 1894 (Arrêts de la cours de Lyon, 1894, p. 249).

On le voit, pour la lutte contre l'adultère, les magistrats ne demandent qu'à appliquer les textes qu'offre la loi ; le tout est de lutter contre le stupide préjugé qui voudrait interdire aux victimes le droit de s'en servir.

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION COLLECTIVE

L'ACTION COLLECTIVE

CHAPITRE PREMIER

La poursuite directe

Nous avons vu jusqu'à présent les cas où les actes contraires aux bonnes mœurs laissent une victime suffisamment frappée pour qu'elle puisse légitimement réclamer une indemnité ; mais il y a des cas plus nombreux encore où chaque acte obscène pris en particulier dissémine tellement ses effets que, quoique ceux-ci soient des plus graves pour la collectivité, l'individu pris en lui-même ne peut guère s'en plaindre parce qu'il ne peut faire la preuve d'un préjudice évident s'appliquant à sa personne ou parce que celui-ci est tellement minime qu'il ne vaut pas pour lui la peine qu'il se donnerait à en poursuivre la réparation. Les gestes qui choquent la pudeur, les spectacles licencieux, les écrits qui

n'émeuvent que des passions malsaines, les images impudiques, les prospectus qui évoquent des idées de débauche, tout cela au fond ne gêne pas l'individu qui n'a qu'à passer sans s'y arrêter, mais les conséquences sociales qui en découleront l'atteindront cependant profondément.

Dans des cas semblables, ce que les individus ne pourraient pas faire séparément, ne le pourront-ils pas réunis et leurs intérêts privés qui, pris individuellement ne chiffrent pas assez pour arriver à une réparation, n'arriveront-ils pas, additionnés ensemble, à un total assez respectable pour justifier une intervention ?

Cela n'est pas douteux, mais la principale objection faite au groupement de ces intérêts, c'est qu'on les prétend déjà représentés par le ministère public, institué par la loi pour substituer, justement dans des cas semblables, son action à celle des particuliers ; il représente, dit-on, la société et il a seule qualité pour agir dans tous les cas où l'intérêt de la société est en jeu.

Ce serait parfait si les parquets agissaient, mais la vérité est qu'ils n'agissent presque jamais ; M. Eyquem a pu constater (1) que « plus on promulgue de lois en la matière, plus la pornographie augmente ».

1. *De la répression des outrages à la morale.*

En cherchant les causes de cet état de choses, M. Eyquem trouve que la puissance de la presse est ce qui paraît s'opposer le plus fortement à l'action des magistrats, que tous les artisans de débauche que ce soient ceux du roman, du théâtre, de la chanson ou du dessin, invoquent la question d'art et que les journalistes, étant là pour les soutenir, les parquets n'osent plus bouger : « le principe de la séparation des pouvoirs, dit-il, qui assurait la liberté de chacun dans son domaine a vécu ; la plus déplorable confusion entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire fausse les rouages de la machine gouvernementale ». Les magistrats n'ont pas en effet envie de se créer « des histoires » et de lutter contre des campagnes de presse dont ils ne sortiraient du reste probablement pas victorieux ; les législateurs et le pouvoir exécutif qui dépend du Parlement ne les couvriraient peut-être pas. M. Eyquem le constate encore quand il dit : « quant aux parlementaires, ils sont eux aussi tout aussi esclaves et, de cette servitude qui les opprime, ils font sentir la rigueur au pouvoir exécutif par suite d'une espèce de choc en retour. Ils sont les esclaves de l'électeur qu'il ne faut pas mécontenter par un vote malencontreux quoique conforme à leur conscience ; ils préfèrent aliéner leur liberté de penser et voter d'après leur intérêt électoral ». Il faut se rappeler la campagne organisée par la presse contre le courageux sénateur

Bérenger pour comprendre combien on peut craindre d'être tourné en la même dérision.

M. Paul Nourrisson, en un ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques (1), fait les mêmes constatations. Il impute aussi à la presse l'augmentation de la « pornographie » et il cherche les moyens qui ont été proposés pour y remédier. Parmi ceux-ci il cite la substitution de la juridiction correctionnelle à celle de la Cour d'assises en matière de délits de presse, l'établissement de peines plus fortes, des définitions plus précises des diverses infractions contraires aux mœurs ; aucun de ces moyens ne lui paraît capable de réaliser la réforme souhaitée. Quant à l'action des particuliers, il fait remarquer qu'elle ne peut s'exercer directement que s'il y a un intérêt appréciable et que si elle s'exerce par voie de plainte, elle se heurte à l'indifférence des parquets : on en a vu la preuve dans les vains efforts tentés depuis sa fondation (1891) par la Ligue de protestation contre la licence des rues qui n'a pu agir comme elle l'aurait voulu, parce qu'elle n'avait qu'une arme à sa disposition : la dénonciation aux autorités judiciaires. Et l'auteur arrive à cette conclusion que seul le droit de poursuite directe reconnue aux associations peut aboutir à la réforme souhaitée et nécessaire.

1. *Étude sur la répression des outrages aux bonnes mœurs.*

MM. Joly (1), Metteval (2), Hubert Valleroux (3), Louis Rivière (4) ont soutenu la même thèse. C'est aussi le vœu qu'à plusieurs reprises ont émis toutes les sociétés qui combattent la débauche. Enfin le Sénat (5) a, en première délibération, reconnu aux associations le droit de poursuite directe.

Les choses en sont restées là et c'est regrettable, car le domaine s'étend de plus en plus des faits obscènes qui ne sont pas réprimés, et, comme ils ont trait à tout ce qui est public, aux spectacles, aux écrits, aux livres outrageusement étalés aux devantures, aux journaux vendus partout, aux dessins affichés sur tous les murs, aux prospectus remis en toutes mains, c'est sur tout cela qu'on nous juge par delà les frontières. Parlant de la façon dont nous représentent nos littérateurs contemporains, M. Roosevelt, l'ancien président des Etats-Unis d'Amérique a dit (6) : « quand de telles choses peuvent être véridiquement écrites sur une nation, cette nation est pourrie jusqu'au cœur du cœur ».

N'est-ce pas navrant pour tous ceux qui ont le culte de leur patrie ?

Les vrais Français de race et de cœur le trouvent

1. *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1894.

2. *Revue pénitentiaire*, mars 1894.

3. *Journal des économistes*, 1894.

4. *Réforme sociale*, 1894.

5. 22 mars 1898.

6. *La Vie intense*.

et ne demandent qu'à agir, mais isolément ils n'en ont pas le droit. La Cour de cassation l'a formellement déclaré (1) : « le délit d'outrage aux bonnes mœurs ne portant pas atteinte en principe à des intérêts privés, la partie civile est généralement sans qualité pour poursuivre l'auteur d'un tel délit et il en est spécialement ainsi lorsqu'il n'est pas constaté que l'élément constitutif du délit ait préjudicié aux intérêts de ladite partie ». Et le courageux citoyen qui avait voulu réagir contre ce qui gangrène profondément notre société en fut pour ses peines et ses frais de première instance, d'appel et de cassation.

Mais alors, puisque le particulier ne peut rien et que l'insuffisance des parquets est notoire, comment donc n'a-t-on pas encore donné aux sociétés le droit d'intervenir, si généralement réclamé (2) ?

C'est que trop de gens sont intéressés au développement de la débauche ; certains journaux ont sur ce point une grande responsabilité. M. Leroy-Beaulieu dans son ouvrage *les Responsabilités de la presse* cite cette constatation de Pierret : « la venalité de la presse française est un fait notoire » et cette autre de Tarde : « la pornographie et la diffu-

1. 25 juillet 1913.

2. Société de législation comparée, t. XXXII, 1902-1903. — Société centrale contre la licence des rues, réunion du 7 juin 1904. — *Bulletin de la Ligue française de la morale publique*, juillet novembre 1904.

mation sont devenues les deux mamelles du journal. »

Les pouvoirs publics, qui devraient agir, ne le peuvent, puisqu'ils tirent leur puissance du suffrage universel dont l'opinion est faite par les journaux eux-mêmes.

M. Eyquem, dans la thèse remarquable que nous avons déjà citée, trouve que la classe ouvrière, celle qui a le plus à perdre au contact de l'immoralité, aurait dû réagir, mais il ajoute : « il n'en a rien été ; pourquoi ? parce que l'ouvrier, obéissant aux suggestions de charlatans politiques, a préféré la vie facile à la vie rude, parce que sur son chemin la loi du 17 juillet 1880 lui a permis de rencontrer trop de cabarets et de cafés-concerts. »

Par légèreté d'esprit et inconscience, beaucoup de Français se laissent entraîner. M. Béranger le constatait quand il disait à l'Académie des sciences morales et politiques (1) : « c'est une idée fausse, malheureusement très répandue que les faits de ce genre n'ont pas de gravité, que les écrits ou les dessins qui blessent tant de gens ne sont que des manifestations sans portée de l'esprit gaulois, que c'est là de la gaieté plutôt que de la licence et que dans une grande ville comme Paris où les séductions de l'art et du plaisir tiennent une si grande place et sont une attraction

1. Travaux de l'Académie, juin 1902.

si puissante sur l'étranger, il serait excessif de montrer une humeur trop sévère. » Nous avons vu tout à l'heure par la citation du président Roosevelt l'impression de l'étranger à ce sujet ; les Français feraient bien de la méditer et de se persuader que dans les autres pays, on ne les admire pas du tout dans cet ordre d'idées ; ils reconnaîtraient alors que leurs vrais amis sont ceux qui, condamnant les exhibitions et affichages obscènes, s'écrient comme le père Janvier (1) : « n'est-ce pas l'école obligatoire de la corruption... l'excitation permanente, cynique, publique, à la débauche, le viol des yeux, l'apologie du divergondage et l'apothéose du vice ? »

On comprend donc que des associations de Français, fiers de leur passé et ne voulant pas voir leur pays s'effondrer dans la corruption, demandent à agir ; malheureusement, elles se heurtent aux principes de notre droit. M. Lyon-Caen les a invoqués, avec toute sa science, pour combattre le droit de poursuite des sociétés lorsque la question s'en est posée à l'Académie des sciences morales et politiques (2).

Ces raisons sont-elles vraiment si fortes qu'on ne puisse s'y soustraire ? Nous ne le pensons pas.

La grande objection est la maxime : « pas d'intérêt, pas d'action ». Il ne nous paraît pas que cette

1. Sermon à Notre-Dame, 26 mars 1905.

2. Travaux de l'Académie, 1902, 1^{er} semestre.

objection puisse tenir aujourd'hui où la loi reconnaît aux syndicats professionnels le droit de se porter parties civiles dans des poursuites motivées par des faits délictueux préjudiciables aux intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles qu'ils représentent. Nous voyons bien qu'il est question là d'intérêts matériels ; si la jurisprudence n'avait pas tant de fois reconnu le droit d'obtenir réparation d'un préjudice moral, la comparaison ne pourrait peut-être pas se soutenir, mais puisqu'elle reconnaît à un particulier le droit d'obtenir des dommages-intérêts pour un fait non appréciable en argent, pourquoi le même droit n'appartiendrait-il pas à une collectivité ? La réforme est d'autant plus urgente que la loi du 11 novembre 1913 vient de l'admettre pour les associations anti-alcooliques reconnues d'utilité publique.

On objecte encore que « nul ne plaide par procureur » et que si donc un individu a à se plaindre d'un dommage moral, une association ne peut se substituer à lui dans son action. On avait fait la même objection pour l'action des syndicats ; M. Voron en a fait justice quand il a dit (1) : « il y a des lésions qui atteignent une profession bien plus nettement que les individus ; les membres de cette profession et mieux encore le syndicat, s'il est constitué, orga-

1. *Revue catholique des institutions et du droit*, 1897, II.

nisme qui personnifie la profession, ont le droit de demander réparation du dommage » et plus loin, parlant de ces lésions, il les définit : « on les reconnaîtra à ce signe qu'un simple particulier ne sera pas qualifié pour agir, ses droits étant trop incertains ou trop minimes ». Et encore : « l'action collective, telle que je l'entends, pourrait bien à la rigueur figurer dans un patrimoine privé, mais alors si vague, si incertaine, si faible que les particuliers ne songent pas à l'intenter. » Combien le raisonnement est plus vrai encore quand il s'agit non d'intérêts matériels, mais d'intérêts moraux qui, pour ne pas se chiffrer en argent, n'en sont pas moins respectables, au contraire.

M. Fernand Blachas (1) définit le droit d'association « le droit que chaque citoyen possède d'unir son activité à celle d'autres citoyens dans un but exclusif de toute idée de partager des bénéfices » ; il n'admet pas qu'on puisse lui opposer la maxime « nul en France ne plaide par procureur » puisqu'il agit pour son propre compte. Agir est en effet sa raison d'exister : « le droit d'association, dit M. Paul Courrot (2), est un droit essentiel à l'homme ; sans discuter son origine, sans chercher s'il est primordial et naturel ou conventionnel et civil, nous constatons son

1. *Syndicats et associations*, 1913

2. *Le Syndicat demandeur en justice dans l'intérêt de ses membres*, 1900.

existence dès les époques les plus reculées du monde. Les hommes ne peuvent en effet, réduits à leurs propres ressources, suffire à tous leurs besoins physiques et moraux : le secours d'autrui doit venir compenser leur faiblesse personnelle. » Au point de vue pratique, M. Hubert Valleroux (1) a démontré qu'il serait regrettable d'exercer cent actions lorsqu'une seule peut suffire, que le but de l'association doit être d'économiser les forces individuelles et qu'on peut admettre une action collective lorsqu'il y a un préjudice commun.

La majorité de la doctrine nous paraît bien actuellement être dans ce sens ; qu'il nous suffise de citer ces lignes de M. Planiol : (2) « la question dépasse de beaucoup l'organisation des syndicats ; pourquoi refuserait-on le même droit (d'agir en justice) aux associations ordinaires qui peuvent se fonder, sans limite aucune pour la défense collective des intérêts communs à leurs membres ? L'article 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901 s'exprime exactement de la même manière que l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 pour accorder aux associations le droit d'agir en justice. »

La jurisprudence a admis la responsabilité civile des personnes morales ; si donc on reconnaît que

1. *Revue des sociétés*, 1887.

2. *Droit civil*, t. II, n° 2272 bis.

celles-ci peuvent être condamnées à des réparations pour le mal qu'elles auront pu commettre, il faudra reconnaître aussi qu'elles auront droit à des dommages-intérêts pour le mal qu'elles auront pu souffrir, car le dommage moral existe pour une collectivité aussi bien que pour un individu.

Mais, passant du domaine des principes à celui des faits, les adversaires de notre thèse objectent les conséquences, qu'ils jugent très graves, du droit d'agir en justice donné aux associations protégeant les bonnes mœurs. Il faut remarquer que si on fait en leur faveur une telle innovation, toutes les autres sociétés réclameront le même pouvoir et qu'il n'y aura pas de motif pour le leur refuser, qu'on verra alors des œuvres agir à tort et à travers, engager des poursuites là où il n'y a que l'exercice d'un droit, que des sociétés qui protégeront l'enfance citeront devant les tribunaux un père qui aura corrigé son fils, que d'autres qui viendront au secours des animaux s'en prendront à un savant qui aura tué une bête en faisant des expériences, que ces exemples peuvent du reste se multiplier à l'infini, que des associations pour faire respecter la religion s'en prendront à celui qui n'aura pas salué une procession, que les unes protégeant les ouvriers poursuivront les patrons, que les autres destinées à supprimer les mauvais livres s'en prendront à des auteurs qui n'auront fait que de la science, etc.

Au fond, cet argument ne vaut pas plus que celui du chantage tant de fois rencontré, car il semble comme lui oublier que les questions soulevées par les sociétés ne seront pas laissées à l'arbitraire de celles-ci, mais soumises à des juges dont le rôle sera justement de dire si les poursuites seront justifiées ou non ; et, s'il y a abus évident de la part des sociétés, nous ne voyons pas ce qui empêchera de les condamner.

En ce qui concerne spécialement les œuvres qui s'appliquent à diminuer le nombre des outrages aux bonnes mœurs, il se passera du reste bien longtemps avant qu'elles aient l'occasion de s'occuper de vétilleries, car il y a un fort travail à faire dans les domaines du geste, de la parole, du spectacle, du livre, du journal, du tableau, de l'affiche, de la réclame, de tout ce qui en un mot peut choquer le passant qui n'est à la recherche d'aucune sensation malsaine et qui cependant, nous le répétons, ne ressent pas de préjudice assez personnel pour pouvoir intervenir directement.

Plus que nul autre, nous sommes partisan du respect de l'indépendance de l'individu, mais celle-ci ne peut aller jusqu'à choquer l'indépendance des autres.

Notre Code pénal punit sous le nom d'outrage public à la pudeur les actes ou gestes obscènes accomplis en un lieu exposé à tous les regards ; malheureusement dans bien des cas et justement dans ceux

qui sont les plus dangereux, on a affaire à des « exhibitionnistes » bien connus de la médecine légale, irresponsables qui ne méritent pas un châtimement pénal et, qui, n'étant pas assez dangereux pour être internés, sont laissés en liberté ; cependant, ils causent un trouble certain aux conséquences terribles pour la moralité de nos enfants et ils nous paraissent de toute façon devoir réparer civilement le mal dont ils sont cause.

D'autres gestes qui doivent aussi être rangés parmi les outrages à la pudeur quoiqu'à un degré bien moindre sont ceux qui sont vulgairement qualifiés de « racolage » quand bien entendu, ils se traduisent par des actes ou des paroles scandaleuses. Nous n'admettons pas, nous l'avons dit, l'arbitraire créé pour une catégorie de femmes embrigadées par la police, mais nous ne voulons pas non plus qu'on ne puisse passer sur la voie publique sans être grossièrement interpellé et pris par le bras. Il suffit de circuler dans certains quartiers de Paris des plus fréquentés pour se rendre compte que le système policier n'a donné aucun résultat sérieux : on sait du reste que les lieutenants de louveterie aiment assez, pour se conserver le plaisir de la chasse, à voir prospérer les loups ; notons cette différence que la louveterie est une vieille et élégante institution, profitable à beaucoup et qu'il serait regrettable de la voir disparaître, mais que la prostitution légale, elle, ne lais-

serait pas un vide facheux. Faire du « racolage » un délit bien caractérisé, le faire juger par des juges au lieu de le laisser à l'arbitraire de l'administration et surtout en appliquer les sanctions aux hommes aussi bien qu'aux femmes, nous paraissent des réformes qui s'imposent.

Nous ne voyons pas non plus ce que la liberté a à gagner à ce qu'on tolère dans les rues des chansons et des paroles ordurières. Nous ne saurions trop approuver cet arrêt de cassation (1) qui dit : « c'est à bon droit que le juge de simple police se déclare incompétent lorsque le fait incriminé consiste dans des chants nocturnes qui, tout en troublant la tranquillité des habitants, ont un caractère obscène et constituent par suite le délit d'outrages aux bonnes mœurs. » Malheureusement, et cet arrêt nous le montre, on ne songe à poursuivre que le tapage nocturne et, en plein jour, les obscénités ne cessent de résonner aux oreilles des jeunes Françaises.

Lorsqu'on entre dans quelque théâtre, on n'a que bien rarement la certitude de ne rien y entendre qui choque la pureté. De plus en plus on retourne aux spectacles antiques où tout était permis et qui furent si justement condamnés par les pères de l'Eglise. On pourrait appliquer à notre époque cette phrase de saint Jérôme (2) : « les théâtres engendrent la luxure »

1. 14 juin 1884 (Dalloz, 1885.1.220).

2. *Epist. ad Marcol.*

et cette autre de saint Cyprien (1) : « tous ces acteurs, qu'ils jouent un sujet sacré ou profane, remuent les fanges du théâtre, non seulement parce que les pièces qu'ils représentent sont indécentes, mais parce que leurs mouvements et leurs gestes sont impudiques, parce que souvent les actes de la prostitution sont traduits sur la scène ». Il faut remarquer en effet que l'église n'a jamais condamné le théâtre que lorsqu'il se faisait l'auxiliaire de la débauche ; elle a au contraire vivement encouragé les pièces jouées par les « confrères de la passion » ; nous voyons le roi Charles VI assister en 1402 à une de leurs représentations et en être très édifié. Malheureusement ces confréries, sous prétexte de représenter le vice et notamment celui de l'impureté, firent réapparaître les scandales ; on retomba dans l'obscénité que les censures ecclésiastiques durent réprimer. Le Parlement intervint en 1577 et défendit, nous apprend de l'Estoile, les comédies que jouait la troupe italienne des « Gélosi » où les actrices paraissaient impudiquement déshabillées. Louis XIII, le 4 avril 1641, rendit une ordonnance défendant à tous comédiens « de représenter aucune action malhonnêtes, ni d'user d'aucunes paroles lascives à double entente qui puissent blesser l'honnêteté publique ». Nos législateurs actuels devraient bien s'inspirer de cette ordon-

1. Epître 103.

nance ou plutôt nos magistrats devraient l'appliquer, car nous ne sachons pas qu'elle ait jamais été abrogée. La liberté de l'art en effet n'a rien à voir avec la licence des mœurs et nos pauvres auteurs dramatiques modernes, malgré les perversités dont ils remplissent si souvent leurs œuvres, sont loin d'atteindre le génie de leurs devanciers du ^{xvii}^e siècle qui ne se permettaient cependant aucune obscénité.

Si du théâtre, nous passons au café-concert et au music-hall nous trouvons alors de véritables et avouées entreprises de prostitution ; nous croyons qu'il n'y a pas besoin d'insister sur des établissements où, la plupart du temps, le personnel féminin n'a pas d'autres ressources que celles qu'il est autorisé à rencontrer dans la salle.

Notons en passant, contrairement à une opinion qui rallie, nous le savons, assez de partisans, qu'un genre de spectacle nouveau « le cinéma » nous paraît avoir eu un rôle plutôt moralisateur. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à constater qu'il s'est presque partout installé dans des locaux qui étaient avant lui occupés par des cafés-concerts où des chanteuses plus ou moins deshabillées entonnaient des chansons lascives. Il est en outre bien rare de voir le Cinéma représenter des inconvenances ; il n'a pas à sa disposition le moyen des paroles pour faire comprendre des choses qu'il est impossible de faire voir dans toute leur crudité. En outre les femmes qui y figurent

ne peuvent pas facilement s'offrir aux spectateurs.

Tout le mal qu'on peut imaginer résulter des spectacles immoraux n'est rien à côté de toutes les conséquences que peut engendrer la diffusion de la « pornographie » par la presse que ce soit par l'imprimé ou par la gravure ; et ici le danger est d'autant plus grand que ceux qui font métier d'attenter ainsi aux mœurs défendent leur infâme commerce au nom de l'art et de la science.

L'art n'a rien à voir en la matière pas plus que la science. Il ne viendra à l'idée d'aucune personne sensée de demander des poursuites contre un peintre qui aura représenté des nymphes sans les vêtir, contre un historien qui aura décrit l'état de corruption de telle ou telle époque, ou contre un médecin qui aura fait un traité sur des questions sexuelles.

MM. Griolet, Vergé et Bourdeaux ont défini (1) avec beaucoup de justesse les limites si imprécises des éléments constitutifs du délit d'outrage aux bonnes mœurs : « l'obscène est le licencieux qui s'étale brutalement et qui ne se dissimule pas sous les voiles de l'art ; c'est le licencieux aggravé par la grossièreté de la forme ou par la recherche voulue de sujets, de descriptions, de situations visant directement à éveiller dans l'imagination des idées malsaines et dénotant chez l'auteur l'intention perverse de

1. *Code de la presse*, coll. Dalloz, 1909.

s'adresser principalement à l'esprit de luxure et de débauche. »

La beauté et la naïveté ne sont jamais obscènes. Qui donc voudrait empêcher l'impression du poème de Lucrèce parce qu'un de ses chants les plus beaux est consacré à la fécondation ? De même un ouvrage scientifique qui contiendra des dessins qui, pris seuls, seraient offensants pour la pudeur, ne pourra pas être incriminé ; au contraire il le serait s'il n'était scientifique que de nom et si son titre ne servait que de prétexte à véhiculer l'immoralité. La nudité ne peut pas non plus être qualifiée d'immorale chez des primitifs qui n'y mêlent aucune volonté de luxure ; elle va même très souvent, chez les petits enfants par exemple ou chez certains sauvages, avec une parfaite pudeur. En somme dans les délits contre les bonnes mœurs plus que partout ailleurs, l'intention est le grand facteur à considérer ; elle n'est du reste généralement pas bien difficile à découvrir : un de ses caractères ordinaires sera souvent le bon marché des œuvres s'adressant aux sentiments pervers.

La loi du 16 mars 1898 dut enlever à la compétence de la Cour d'assises pour la rendre aux tribunaux correctionnels la connaissance des outrages aux mœurs commis par les écrits (autres que les livres toujours régis par la loi de 1881), dessins, affiches, gravures, peintures ou autres objets. Néanmoins leur nombre continue à nous submerger chaque jour ; c'est ainsi

qu'en Danemark le 3 mai 1902, la Cour criminelle condamnait à 15 jours de prison un papetier pour avoir exposé dans ses vitrines une série de cartes postales qu'on vendait couramment en France.

Il ne faut pas perdre de vue que le danger que présentent ces sortes de délits est leur diffusion ; c'est ainsi qu'un simple entrefilet dans un journal à un sou qui traîne dans toutes les mains est autrement dangereux qu'un ouvrage de grand prix réservé aux bibliophiles. Les revues spéciales de médecine, de droit, etc., contiennent forcément des descriptions qui, réservées à des savants, n'ont aucune influence mauvaise ; transportées dans un quotidien, elles n'auront sur des cerveaux d'hommes du peuple qu'une action démoralisatrice. l'Eglise, qui est la sagesse même, met ainsi à l'index ce qui est actuellement nuisible à la masse des hommes, mais la défense est levée pour ceux dont le métier est de savoir ; elle peut l'être aussi pour tous quand les raisons d'opportunité sont changées,

Il y a en somme dans chaque cas une question d'espèce qui demande à être résolue avec les seules lumières du bon sens.

Nous n'avons pas l'intention de passer en revue toutes les matières qui peuvent être propices à l'excitation à la débauche ; toutes, plus ou moins peuvent l'être : on a vu quelquefois d'admirables fondations arriver à être des véhicules pour le mal ; une

énumération serait donc aussi fastidieuse qu'inutile et en outre elle serait forcément incomplète.

Mais il faut cependant consacrer une mention spéciale à une institution de plus en plus employée et qui, plus que toute autre, peut se prêter au développement de la corruption, nous voulons parler de la publicité. On sait le développement formidable que prend chaque jour la réclame; nos lois en étaient devenues insuffisantes et il a fallu que celle du 7 avril 1908 vienne étendre à l'offre même non publique d'écrits, images ou objets obscènes, les peines prévues par les lois de 1881 et 1892. Constatons avec regret que, depuis près de dix ans que ces nouvelles dispositions ont été promulguées, elles ne paraissent pas avoir donné grand résultat; des prospectus ignobles sont librement distribués dans les rues, des adresses suspectes sont indiquées dans les journaux et des affiches immondes choquent tous les yeux.

Devant toutes ces expériences, nous sommes obligés de conclure qu'à ce point de vue l'action publique a fait faillite et que l'action privée collective nous paraît seule capable d'arriver à endiguer un tel débordement.

CHAPITRE II

La Poursuite indirecte

Les associations qui combattent la débauche et dont les membres sont mus par le seul désir de faire le bien devraient donc avoir au même titre que celles qui n'ont en vue que l'intérêt matériel de leurs adhérents, le droit de saisir directement la justice et d'obtenir d'elle l'indemnité que l'individu isolé n'a pas qualité pour recevoir.

Mais, est-ce à dire que de telles associations devront tenir en dehors de leur domaine la poursuite de tous les faits que nous avons étudiés en la première partie de cet ouvrage et pour lesquels des victimes bien spécifiées sont seules qualifiées pour se porter parties civiles? Nous ne le pensons pas, car nous avons vu combien en pratique, de par l'inertie même des victimes, tous ces nombreux attentats sont peu souvent réprimés.

Comment donc pourra alors s'exercer l'action collective, puisque nous ne lui reconnaissons que dans les cas précisés tout à l'heure le droit d'intervenir

directement ? Elle s'exercera tout simplement en intervenant indirectement, c'est-à-dire en prêtant sa force à la victime, en fournissant à celle-ci les moyens de soutenir sa réclamation.

Nous avons vu que dans presque tous les cas, ce qui empêche la victime d'agir, c'est sa faiblesse, son ignorance de ses droits ou, lorsqu'elle les connaît, le manque de ressource pour les faire valoir. A tout cela, l'action collective peut et doit suppléer.

Des œuvres bien nombreuses d'assistance et de relèvement existent déjà qui recueillent les malheureuses épaves de la débauche, les retirent du vice et les réhabilitent par le travail ; mais aucune organisation ne s'est encore proposé de soutenir la victime dans ses revendications contre ceux qui l'ont fait tomber. Il nous semble qu'il y a là une lacune qui devra tôt ou tard être comblée : car, si les œuvres déjà existantes pourront, quand le droit leur en sera reconnu, intervenir directement pour intenter des poursuites dans tous les cas que nous avons étudiés au chapitre précédent, il ne nous paraît pas qu'elles soient organisées de façon à prêter leur assistance aux victimes ; or, nous croyons l'avoir suffisamment démontré, la collaboration étroite de celles-ci est de tous les moyens humains le plus efficace pour combattre le vice. Lorsque ces victimes seront sûres, sans risque aucun pour elles, de se faire rendre justice et de trouver une appréciable compensation

pécuniaire, elles dénonceront bien des faits qui restent presque tous actuellement impunis, parce qu'il manque pour les châtier le grand moteur humain : l'intérêt personnel.

Sans doute, nous dira-t-on, en notre société le pauvre comme le riche peut saisir la justice avec les mêmes droits : il a la plainte au parquet qui ne coûte rien et l'Assistance judiciaire qui ne lui coûte pas davantage.

Tout cela est vrai en théorie, mais en fait, c'est un leurre.

Nous savons combien les parquets sont faibles quand il s'agit de la défense des bonnes mœurs ; en outre, la plainte est envoyée pour instruction à un commissaire de police ; le secrétaire de celui-ci ou un inspecteur entend les parties et est généralement plutôt disposé contre la femme : que l'homme prononce le mot magique de « chantage » et l'affaire est jugée ; qu'il parle haut et avec aplomb, il sort triomphant de la confrontation. J'ai assisté un jour, sur les boulevards, à une scène de ce genre : je vis distinctement un monsieur bien mis prendre le bras d'une passante qui ne lui disait rien ; comme celle-ci se récria, le monsieur éleva la voix plus haut, traita la femme de « racrocheuse » et un agent accouru se disposait, sans aucune enquête, à arrêter celle-ci.

Quant à l'Assistance judiciaire, les dossiers en sont confiés, du moins à Paris, à de jeunes avocats pleins

de bonne volonté mais licenciés tout frais sortis de l'école et ces dossiers ont été préparés, les assignations faites et les conclusions rédigées par les plus jeunes parmi les petits clercs que les avoués aient pu trouver en leurs études.

Une œuvre qui se consacrerait uniquement à la défense de tels intérêts trouverait certainement parmi les gens de loi des concours convaincus et précieux : les plaintes seraient rédigées de telle façon que les précisions données ne permettraient pas l'échappatoire du « chantage » ; des assignations directes porteraient les litiges devant les tribunaux et non à l'arbitraire d'un petit employé de commissariat ; les dossiers seraient établis et les causes plaidées par des spécialistes qui y donneraient, parce que dévoués à l'œuvre et aussi intéressés pécuniairement au résultat à obtenir, toute leur âme en même temps que toute leur compétence.

Mais ce n'est pas seulement devant les tribunaux qu'une pareille assistance collective donnerait ses principaux résultats : son œuvre pourrait souvent être discrète, et c'est par l'arrangement utile à tous, par la réparation sans scandale qu'elle serait surtout appelée à agir.

On le sait, la crainte de la révélation au grand jour de faits scandaleux empêche souvent la victime de demander justice et les débats publics frappent des familles qui, elles, sont innocentes. Certes, cette

considération, sous peine d'empêcher toute poursuite quelconque pour n'importe quelle faute, ne peut entraver l'action de la justice, mais chaque fois qu'il y aura moyen de punir l'auteur de l'offense sans jeter le déshonneur sur ceux qui y sont étrangers en même temps que sur la victime, il est bien difficile de contester que cela ne vaudra pas mieux.

Or, on peut arriver à ce résultat par la transaction.

Si l'on ne peut transiger sur les délits réprimés par la loi pénale, on le peut sur l'indemnité civile qui en découle (1); c'est ce que dit formellement l'article 2046 du Code civil : « On peut transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit. » Si l'indemnité obtenue est sérieuse, elle constituera en même temps que la meilleure réparation du dommage, la peine la plus efficace pour le coupable; en outre, le scandale public sera évité. Tous les intérêts seront donc sauvegardés en une bonne transaction : celui de la société qui y obtiendra une peine salutaire, pour la victime qui aura les dommages-intérêts qui seuls l'intéressent et qui seuls, du reste, peuvent lui servir, pour le délinquant lui-même qui évitera les débats publics et pour qui la somme versée servira de bonne leçon pour l'avenir; pour les deux familles enfin, celle de l'offenseur et celle de la victime, qui évite-

1. Planiol, *Droit civ.*, t. II, n° 2290.

ront ainsi de voir rejaillir sur elles un scandale étalé au grand jour.

Pour employer un tel moyen, une aide est en général indispensable à la victime. S'il est encore relativement facile pour celle-ci de rédiger une plainte, il ne lui est presque jamais possible de menacer directement celui dont elle a à se plaindre. Certes, ici encore elle serait dans son droit, car on ne peut pas ranger comme violence viciant le consentement la menace d'employer les formes légales de contrainte (1), mais elle ne sait pas la plupart du temps employer une telle arme : ses menaces prennent souvent une apparence qu'on a vite fait de qualifier de chantage ; elle a besoin, pour menacer légalement, des conseils de ceux qui savent quelles sont les limites de ce droit. La même assistance, du reste, pourra lui servir pour l'empêcher de faire quelque réclamation téméraire là où elle aura voulu et bien voulu les conséquences de l'acte dont elle se plaindra ensuite ; elle lui sera utile aussi pour modérer des prétentions peut-être exagérées et pour, en son nom, discuter avec calme des intérêts qu'elle ne défendrait peut-être qu'avec une violence dangereuse.

Le rôle d'une pareille association ne devrait pas du reste se borner, quelque'intéressantes qu'elles

1. Baudry-Lacantinerie, *Droit civil*, t. II, n° 30. — Planiol, *Droit civil*, t. II, n° 1074.

soient, à traiter des questions d'argent ; elle pourrait, dans les cas de séduction par exemple, aider puissamment à la régularisation d'une union, à la reconnaissance d'enfants.

En Hollande, il existe une loi du 16 novembre 1909 qui rappelle notre ancien droit : dès qu'une fille est enceinte, elle peut s'adresser au juge cantonal ; celui-ci convoque le prétendu père, essaye d'obtenir des aveux ; si celui-ci nie, il nomme un mandataire qui agira à la naissance de l'enfant.

M. Cussac, dans un ouvrage que nous avons déjà cité, (1), formule le vœu suivant : « Dans chaque arrondissement existerait un juge, qualifié juge des tutelles, dont le rôle correspondrait à celui que joue, en Allemagne, le même personnage. Aussitôt que l'officier de l'état-civil recevrait la déclaration d'une naissance illégitime, il en avertirait le juge des tutelles, afin de faire procéder à la nomination d'un tuteur. La première mission du tuteur consisterait à interroger la mère et à essayer d'obtenir d'elle qu'elle lui fasse connaître le nom de l'auteur de sa grossesse ;... aussitôt que le juge connaîtrait le père présumé, il le manderait et l'instruirait de la naissance de l'enfant... et l'engagerait à remplir, envers l'enfant, les obligations que lui suggère sa conscience et celles auxquelles le condamne la loi. En France,

1. *Les Preuves de paternité naturelle*, Lille, 1912.

comme en Allemagne, le comparant entrerait sans doute dans la voie des aveux ; s'il n'avouait pas, le juge saurait du moins dans quel sens diriger ses recherches. »

En ce qui nous concerne, nous pensons que, sans réclamer toujours l'aide de l'Etat qui a tant de soins ailleurs, une œuvre comme celle que nous souhaitons pourrait s'emparer d'une si généreuse conception ; elle serait de nature à produire des résultats féconds.

On le voit, tout en ne poursuivant qu'un but précis d'assistance aux victimes de la débauche, l'initiative privée pourrait faire plus pour la défense des bonnes mœurs que toutes les dispositions législatives et tous les efforts des œuvres actuelles : c'est qu'elle donnerait aux généreux efforts qui existent en tant d'organisations multiples l'appoint qui leur manque : l'aide formidable de l'intérêt personnel.

Vu : le Président de la thèse :

E. GARÇON

Vu : pour le Doyen
l'Assesseur
LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Acca Laurentia, 73.
Albret (Marie-Anne d'), 104.
Alimena (Bernardino), 57.
Alphéide, 131.
Amira (von), 30.
Angué (M^{re}), 66.
Arbois de Jubainville (d'),
30, 128.
Aubry, 23.
Aulu-Gelle, 73, 130.
Aurélius Victor, 73.
Avis, 146.
Baleston, 43, 137.
Barthe, 51.
Baudry-Lacantimerie, 180.
Beausire, 24.
Bentham, 56.
Bérenger, 89, 112, 156, 159.
Bignon, 104.
Bigot-Préameneu, 106, 107.
Blachas (Fernand), 162.
Bonnier de la Moisson, 104.
Bottenheim (Paul), 68.
Bourdeaux, 170.
Boursin, 47.
Brunehaut, 131.
Brunner, 30.
Buès, 140.
Cambacérès, 105, 111.
Carnavale, 33.
Carnot, 137.
Célestin III, 117.
César, 128.
Champcommunal (de), 118.
Charles VI, 168.
Chauché, 52.
Chausse, 23.
Chauveau, 137.
Colin (Ambroise), 110.
Collet, 104.
Collet (Madeleine), 104.
Constans, 74.
Constantius, 74.
Courcelles (M^{re} de), 133.
Courrot (Paul), 162.
Crotoy de Belloy (Jacques
du), 46.
Cussac, 108, 119, 181.
Cyprien (saint), 168.
Daloz, 21.
Daresté, 30.
Demolombe, 23.
Demosthènes, 30.
Denis (M^{re}), 119.
Denisart, 143.
Depras, 78.
Didier (saint), 131.
Dioclétien, 74.
Dolléans, 90.
Domat, 143.
Dorville, 24.
Dreyfus, 68.
Dubthach, 128.
Duclos, 12.
Dufour, 77, 127.
Dupin, 23.
Dutemps, 49.
Duverdy, 54.
Engelfred, 140.
Esmein, 131.

- Estoile (Pierre de l'), 78, 168.
 Eyquem, 154, 155, 159.
 Falipon, 49.
 Faustulus, 73.
 Ferraris, 117.
 Fiaux (Louis), 89, 91.
 Fonsegrive, 124.
 Forissier, 88.
 Fournel, 64, 102.
 Fournier (Paul), 132.
 François I^{er}, 132.
 Frédégonde, 131.
 Gaius, 44, 130.
 Gallyot, 133.
 Garçon (E.), 8, 38.
 Garçon (Maurice), 68.
 Garofalo, 34.
 Genest (saint), 85.
 Germette, 63.
 Geyer, 29.
 Gide (Charles), 89.
 Girard, 30, 129.
 Grasserie (Raoul de la), 26.
 Griolet, 170.
 Guérin (Jacques), 103.
 Guillier, 117, 120.
 Guyot (Yves), 52.
 Halbout, 66.
 Halewyck, 110, 115, 116.
 Hélie (Faustin), 137.
 Henri III, 80.
 Héristal (Pépin d'), 131.
 Hérodote, 71.
 Hindenburg, 32.
 Hugueney (Louis), 28, 42.
 Ihering, 32, 34.
 Imbert, 22.
 Janvier (père), 160.
 Jérôme (Saint), 167.
 Joly, 157.
 Justinien, 75.
 Kahn (Paul), 68.
 Kovalewski, 30.
 Labbé, 143.
 Laborde, 23.
 Lacoste, 24.
 Lambert (saint), 131.
 Lamoignon, 105.
 Larombière, 23.
 Laurencius (Petrus), 23.
 Laurent, 25, 24.
 Ledain, 146.
 Lehr, 31, 56.
 Leloir, 97.
 Le Nain, 103.
 Léon XIII, 132.
 Le Pileur (Dr), 65, 88.
 Le Poittevin, 89.
 Leroy-Beaulieu, 158.
 Le Sellyer, 23.
 L'Huillier, 104.
 L'Huillier (Marie), 104.
 Liguori (saint Alphonse de),
 117.
 Lion (Marie), 46.
 Loir (M^{me}), 144.
 Loisel, 45, 101.
 Louis IX (saint), 76.
 Louis VIII, 76.
 Louis XIII, 168.
 Louis XIV, 101.
 Lucrèce, 171.
 Lyon-Caen, 100.
 Macrobe, 73.
 Mallon (Pierre de), 25, 138.
 Mangin, 23.
 Marc-Aurèle, 74.
 Marie-Madeleine (sainte), 74.
 Marsange (Bernard de), 103.
 Marx (Karl), 83.
 Massip, 52.
 Mathieu (saint), 130.
 Mentha, 114.
 Mesmes d'Irval (Henri de),
 80.
 Metteval, 157.
 Meyer (Arthur), 53.
 Meynial, 21.
 Michel, 147.
 Midias, 30.
 Mignon, 138.
 Miron, 54.

- Moreau (Michel), 81.
Morin, 54.
Moutinet, 133.
Muteau, 23, 28.
Muyart de Vouglans, 22.
Napoléon I^{er}, 107.
Nast (Albert), 126.
Nattier, 147.
Nicandre de Colophon, 72.
Nourrisson (Paul), 156.
Orléans (Philippe duc d'), 131.
Pac de Marsoulies (du), 22, 28.
Parinet, 138.
Paul, 44, 130.
Paul (saint), 130.
Perrier, 66.
Petit (Eugène), 30, 129.
Pfaff, 32.
Philémon, 72.
Philippe VI, 132.
Pie IX, 132.
Pierret, 158.
Planiol, 26, 65, 122, 163, 179,
180.
Pollock, 31.
Pothier, 101.
Prétextat (saint), 131.
Pufendorf, 29.
Raicovicianu, 121.
Raindre (Victor), 50.
Rau, 23,
Rauter, 23.
Récarède, 75.
Remus, 73.
Reveillaud, 57.
Rivière (Louis), 157.
Romulus, 73.
Roosevelt, 157, 160.
Rotrou, 85.
Roulhac, 68.
Sandoz, 42, 50, 55.
Santol (abbé), 62.
Sauval, 76.
Savigny (de), 23.
Solon, 71, 72.
Sourdat, 23, 25.
Tacite, 73.
Tarde, 158.
Tertullien, 74.
Théodose, 74.
Thierry (André), 136.
Toulemont (père), 111.
Tournier, 22-123.
Trébutien, 23.
Triboulet (Dr), 57.
Ulpian, 44, 130.
Uzès (duchesse d'), 53.
Valérius, 73.
Valleroux (Hubert), 157, 163.
Vergé, 170.
Verrier, 133.
Voron, 161.
Zola, 54.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	7
INTRODUCTION.....	II

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTION INDIVIDUELLE

CHAPITRE PREMIER. — Fonction pénale de la réparation civile.....	17
CHAPITRE II. — L'Attentat corporel.....	37
CHAPITRE III. — L'Outrage moral.....	41
CHAPITRE IV. — La Séduction.....	61
CHAPITRE V. — Le Proxénétisme.....	69
CHAPITRE VI. — La Contamination.....	87
CHAPITRE VII. — La Recherche de la paternité.....	99
CHAPITRE VIII. — L'Adultère.....	123

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION COLLECTIVE

CHAPITRE PREMIER. — La Poursuite directe.....	153
CHAPITRE II. — La Poursuite indirecte.....	175
INDEX DES NOMS CITÉS.....	183

Imp. Jouve et C^{ie} 15, rue Racine, Paris — 3370-17
